

PERIODICAL ROOM  
UNIVERSAL LIBRARY  
UNIV. OF MICH.

# REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD



## SOMMAIRE

	PAGES
CHRISTIAN COURTOIS. <i>Grégoire VII et l'Afrique du Nord. Remarques sur les communautés chrétiennes d'Afrique au XI<sup>e</sup> siècle (1<sup>er</sup> article).</i> . . .	97
JULIEN RICOMMARD. <i>L'édit d'avril 1704 et l'érection en titre d'office des subdélégués des intendants (fin)</i> . . . . .	123
BULLETIN HISTORIQUE. <i>Histoire des États-Unis (1934 à 1940), par E. PRÉCLIN (suite)</i> . . . .	140
COMPTES RENDUS CRITIQUES ( <i>Pour le détail, voir au verso</i> ) . . . . .	165
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES . . . . .	180
PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES . . . .	188
CHRONIQUE . . . . .	191

69<sup>e</sup> année — T. CXC V

Avril-Juin 1945

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

# REVUE HISTORIQUE

DIRECTEUR :

P. RENOUVIN

PROFESSEUR A LA SORBONNE

## COMITÉ DE RÉDACTION :

André AYMARD, professeur à la Sorbonne ; Georges BOURGIN, directeur honoraire des Archives de France ; E. DHORME, directeur d'Etudes à l'École pratique des Hautes Etudes ; Henri HAUSER, professeur honoraire à la Sorbonne ; Gabriel LE BRAS, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, président de la section des Sciences religieuses de l'École pratique des Hautes Etudes ; Georges LAFREYRE, professeur honoraire à la Sorbonne ; Paul MANTOUX, directeur de l'Institut universitaire des Hautes Etudes internationales de Genève ; Ch.-Edmond PERRIN, professeur à la Sorbonne ; Charles PETIT-DUTAILLIS, membre de l'Institut, directeur honoraire de l'Office national des Universités et Ecoles françaises ; André PIGANIOU, professeur au Collège de France ; Augustin RENAUDET, professeur à la Sorbonne ; Pierre RENOUVIN, professeur à la Sorbonne.

Secrétaires généraux de la Rédaction : Ch.-André JULIEN et Maurice CROUZET

Secrétaire de la Rédaction : MARC-BONNET

## RÉDACTION :

49, boulevard Saint-Michel (Presses Universitaires de France), le mercredi, de 14 h. 30 à 17 heures

## ADMINISTRATION ET ABONNEMENTS :

Presses Universitaires de France, 108, boulevard Saint-Germain, Paris (6<sup>e</sup>)

Revue trimestrielle

ABONNEMENTS ANNUELS pour l'année 1945

France et Colonies : 150 francs — Étranger : tarif 1 : 180 francs ; tarif 2 : 200 francs

Le numéro, 50 francs

Compte de chèques postaux : Paris 392-83

**AVIS IMPORTANT.** — Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de cinq francs.

Les demandes en duplicata de numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans un délai maximum de quinze jours après réception du numéro suivant.

## OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES RENDUS

### DE LA PRÉSENTE LIVRAISON

	Francs
Sigfried J. DE LAET. De Samenstelling van den romeinschen senaat gedurende de eerste eeuw van het principaat (28 voor Chr-68 na. Chr) (André Piganiol)...	164
Id. Aspects de la vie sociale et économique sous Auguste et Tibère (Id.).....	164
Wilhelm WATTENBACH. Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter. Deutsche Kaiserzeit. hgg. von Robert HOLTMANN (Ch.-Edmond Perrin).....	167
J.-M. ABD-EL-JALIL. Brève histoire de la littérature arabe (J. Sauvaget).....	169
A. COVILLE. La vie intellectuelle dans les domaines d'Anjou-Provence de 1350 à 1435 (Edouard Perroy).....	174
Jacques MADAULE. Histoire de France. I. Des origines à 1715 (G. Zeller).....	177

# GRÉGOIRE VII ET L'AFRIQUE DU NORD

## REMARQUES SUR LES COMMUNAUTÉS CHRÉTIENNES D'AFRIQUE AU XI<sup>e</sup> SIÈCLE<sup>1</sup>

(1<sup>er</sup> article)

Le registre sur lequel les scribes de la Chancellerie Pontificale ont recopié les lettres expédiées par Grégoire VII en contient cinq qui concernent l'Afrique :

I. Au clergé et au peuple chrétien de Carthage. Capoue, 15 septembre 1073.

I. C'est pour moi un agréable devoir de remercier au seuil de ce travail tous ceux qui m'ont facilité la tâche : M. H. H. Abdul-Wahab, qui a bien voulu me communiquer le manuscrit d'un article, encore inédit, intitulé *Les chrétiens indigènes en Tunisie au Moyen Age*, et m'autoriser à tirer parti des précieux renseignements qu'il contient ; MM. Georges Marçais et Henri Pérès, professeurs à la Faculté des Lettres d'Alger, dont l'obligeance et la science m'ont tiré de plusieurs difficultés matérielles ou techniques. Qu'ils veuillent bien trouver ici l'expression de ma vive gratitude.

Les textes d'auteurs arabes cités au cours de cet article le sont tous d'après des traductions. Toutefois, j'ai eu à plusieurs reprises recours à l'aide des arabisants lorsque le passage était important et la traduction suspecte. On trouvera ci-dessous la liste des auteurs utilisés. La pagination indiquée au cours de l'article est celle de ces diverses traductions :

- IBN 'ABD AL-ĤAKAM (IX<sup>e</sup> s.). *Conquête de l'Afrique du Nord et de l'Espagne*, éd. et trad. A. Gateau, Alger, 1942.
- AL-YA'QUBI (IX<sup>e</sup> s.). *Les Pays*, trad. G. Wiet, Le Caire, 1937.
- IBN ŠAĠĪR (IX<sup>e</sup>-X<sup>e</sup> s.). *Chronique*, trad. A. de C. Motylinski, dans les *Actes du XIV<sup>e</sup> Congrès int. des Orient*, Alger, 1905, t. III<sup>2</sup>, Paris, 1908, pp. 63-132.
- ABU L-'ARAB (IX<sup>e</sup>-X<sup>e</sup> s.): *Classes des Savants de l'Ifrīqiya*, trad. M. Ben Cheneb, Alger, 1920.
- IBN ḤAWQAL (X<sup>e</sup> s.). *Description de l'Afrique*, trad. de Slane, dans *Journal Asiatique*, 3<sup>e</sup> série, t. XIII, 1842, pp. 153-196 et 208-258.
- AL-BAKRĪ (XI<sup>e</sup> s.). *Description de l'Afrique septentrionale*, trad. de Slane, 2<sup>e</sup> éd., Alger, 1913.
- AL-IDRĪSĪ (XII<sup>e</sup> s.). *Description de l'Afrique et de l'Espagne*, trad. Dozy et Goeje, Leyde, 1866.
- IBN AL-AṬĪR (XII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> s.). *Annales du Maghreb et de l'Espagne*, trad. Fagnan, Alger, 1898.
- IBN ḤAMMĀD (XIII<sup>e</sup> s.). *Histoire des rois 'Oбайдides*, trad. Vonderheyden, Paris-Alger, 1927.

- II. A Cyriacus, évêque de Carthage, Capoue, 15 septembre 1073.
- III. A l'évêque de Carthage. [Cyriacus]. Rome, juin 1076.
- IV. Au clergé et au peuple de Buzea (Bougie). Rome, s. d. [juin ? 1076].
- V. Au roi de la province de Maurétanie Sitifienne [Anazir al-Nâsir] s. l. n. d. [juin-juillet ? 1076].

Il a paru qu'en rapprochant ces différents textes les uns des autres, et surtout en considérant les données qu'ils fournissent et les problèmes qu'ils posent par rapport aux conjonctures contemporaines, il était possible de préciser, non seulement notre connaissance des communautés chrétiennes d'Afrique au XI<sup>e</sup> siècle, mais encore la place qu'a tenue le Maghreb dans les préoccupations romaines durant les premières années du pontificat de Grégoire VII<sup>1</sup>.

- IBN 'IDÂRÎ (XIII<sup>e</sup> s.). *Histoire de l'Afrique et de l'Espagne, intitulée al-Bayano'l-Mogrib*, trad. Fagnan, Alger, t. I, 1901.
- IBN ABÎ ZAR' (XIV<sup>e</sup> s.). *Annales regum Mauritaniae*, trad. lat. Tornberg, Upsal, 1843-46.
- AL-NUWAIRÎ (XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> s.). *Extraits relatifs à l'Afrique*, trad. de Slane en appendice à sa traduction d'Ibn Haldûn, t. I, pp. 314 et ss. ; t. II, pp. 483-496.
- AL-TIJSÂNÎ (XIV<sup>e</sup> s.). *Voyage du scheikh et-Tidjani dans la Régence de Tunis*, trad. A. Rousseau, dans *Journal Asiatique*, 4<sup>e</sup> série, t. XX, 1852, pp. 57-208, et 5<sup>e</sup> série, t. I, 1853, pp. 101-168 et 354-425.
- IBN HÂLDÛN (XIV<sup>e</sup> s.). *Histoire des Berbères*, trad. de Slane, éd. Casanova, Paris 1925 et ss.
- IBN ABÎ DÎNÂR AL-QAYRAWÂNÎ (XVII<sup>e</sup> s.). *Histoire de l'Afrique*, trad. Pellissier et Rémusat, dans *Exploration scientifique de l'Algérie*, t. VII, 1845 (particulièrement défectueuse).

En ce qui concerne les titres d'ouvrages et les citations extraites de travaux contemporains — à l'exception des traductions — j'ai maintenu l'orthographe adoptée par l'auteur ; les noms de lieux et les mots dont la forme a été consacrée par l'usage ont été transcrits de la manière traditionnelle.

1. Ces lettres seront citées d'après le numéro d'ordre qu'elles portent ci-dessus. L'édition utilisée est celle de E. CASPAR, *Das Register Gregors VII*, dans *M. G. H., Epistulae selectae*, t. II, fasc. I, 1920. Elles y figurent avec la référence et la pagination suivantes : I. I.22, pp. 36-39 ; II. I.23, pp. 39-40 ; III. III.19, p. 285 ; IV. III.20, pp. 286-87 ; V. III.21, pp. 287-88. Les lettres IV et V ne sont pas datées, mais les pièces recueillies dans le *Registre* sont disposées dans un ordre qui est, suivant les livres, rigoureusement ou très approximativement chronologique. Les deux lettres en question sont les deux dernières du livre III. Or, d'une part, la première lettre du livre IV est datée du 25 juillet 1076 et ce livre n'en contient point de plus ancienne, et d'autre part, les lettres 18 et 19 du livre III sont datées respectivement de mai et de juin, sans quantième. On peut donc considérer que nos deux lettres ont été écrites dans l'intervalle, c'est-à-dire en juin ou juillet 1076. Dans Jaffé-Wattenbach, les trois lettres figurent au mois de juin (n<sup>os</sup> 4994-95-96). Je ne vois point pourquoi Caspar (*op. cit.*, p. 286) reporte au mois de mai la lettre IV. P. DELARC, *Saint Grégoire VII et la Réforme de l'Eglise au XI<sup>e</sup> siècle*, t. III, p. 401, n. 2, estime que les lettres doivent être classées dans l'ordre V, IV, III. Pour lui, la lettre V est antérieure à la lettre IV pour des raisons de convenance. D'autre part, l'allusion faite à Servandus par la lettre III semble à Delarc un fait suffisamment probant





De ces différentes lettres, c'est, pense-t-on, la lettre V qui mérite le plus particulièrement l'attention. La voici<sup>1</sup> :

Grégoire, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu, à Anazir, roi de la province de Maurétanie Sitifiennne, en Afrique<sup>2</sup>.

Ta Noblesse nous a écrit cette année même pour que nous consacrons évêque suivant la loi chrétienne le prêtre Servandus<sup>3</sup>. Ce que nous nous sommes empressé de faire parce que ta demande nous semblait juste et excellente. En outre tu nous as envoyé des présents et tu as libéré, par déférence pour le bienheureux Pierre, prince des Apôtres, et par amour de nous, les chrétiens qui étaient retenus comme captifs chez les tiens. Tu as de plus promis de libérer les autres [chrétiens] captifs. C'est certain-

pour la placer après les deux autres. Pour ma part, je ne vois rien qui incite à modifier l'ordre du Registre. Les lettres IV et V sont, sans doute, rigoureusement contemporaines et l'on peut tenir pour vraisemblable qu'elles ont été portées en Afrique par les mêmes messagers, soit Servandus, soit les *homini* d'Albericus et de Cencius, dont parle la lettre V. Ce n'est pas, en tout cas, par Albericus et Cencius eux-mêmes comme le croit A. FLICHE, *La Réforme grégorienne*, t. II, Grégoire VII, pp. 91 et 237. Quant à l'allusion de la lettre III, à la consécration de Servandus, elle ne s'accompagne d'aucun indice qui permette de croire que le pape se reporte à des faits contenus dans les lettres IV et V, dans lesquelles il est également question de l'ordination épiscopale de Servandus. Sur la chronologie des documents figurant au *Registre*, cf. A. FLICHE, *La Réforme grégorienne*, t. II, pp. 7 et ss. et particulièrement p. 10.

1. Cette lettre a été traduite par MAS-LATRIE, *Traité de paix et de commerce et documents divers concernant les relations des Chrétiens avec les Arabes de l'Afrique septentrionale au Moyen Age*, Paris, 1865, Introduction historique, pp. 22-23. C'est par cette traduction assez lâche que cette lettre a été généralement connue, soit directement, soit à travers le P. MESNAGE, *Le Christianisme en Afrique, déclin et extinction*, 1915, pp. 209-210, qui l'a reproduite. Une autre traduction a été donnée par l'abbé JAGER dans l'*Université catholique*, n° 115, juillet 1845, p. 17 et reproduite dans L. BARGÈS, *Aperçu de l'Eglise d'Afrique en général et en particulier de l'Eglise épiscopale de Tlemcen*, 1848, pp. 18 et ss. Celle que nous donnons ici s'écarte assez sensiblement de l'une et de l'autre.

2. Le souverain mentionné est le prince hammâdide al-Nâsir ibn 'Alannâs (1062-1088). Cf. G. MARÇAIS, dans *Encycl. de l'Islâm*, t. III, pp. 921-22. La titulature donnée au souverain musulman est assez aberrante. Il n'y a pas d'autre exemple, à ma connaissance, de lettres pontificales à des princes maghrébins, rattachant leur royaume à d'anciennes circonscriptions territoriales romaines. On peut penser, avec le P. MESNAGE, *Le Christ en Afr., déclin et extinct.*, p. 206, n. 2, que le pape donne à al-Nâsir le titre de roi de la Maurétanie Sitifiennne « parce que ses deux capitales, Bougie et al-Qal'a se trouvaient dans l'ancienne Maurétanie Sitifiennne ». Sans doute la Chancellerie pontificale a-t-elle éprouvé quelque embarras à s'adresser à ce correspondant d'exception avec les formules habituelles.

3. Le prêtre Servandus est nommé également dans la lettre IV, où il est dit *archiepiscopus*. Le même document nous apprend qu'il a été élu par le peuple de Buzea = Bougie. Le pape le déclare « sérieusement instruit », car il s'est appliqué à l'étude de la loi chrétienne autant qu'il en avait la possibilité et le temps, *in quantum possibilitas spatiumque temporis induisit*. C'est à lui que pense certainement le pape lorsqu'il écrit dans la lettre III : *illi, cui nuper manum imposuimus*. Grégoire le signale à Cyrillus de Carthage comme son auxiliaire éventuel dans les consécrations épiscopales.

nement Dieu, créateur de toutes choses, Dieu sans qui nous ne pouvons rien faire ni même penser de bon, qui a inspiré à ton cœur cette bonne action car Il éclaire tout homme venant dans ce monde et Il a éclairé ton esprit dans cette occasion. Dieu tout-puissant, en effet, qui veut que tous les hommes soient sauvés et qu'aucun ne périsse, n'apprécie rien tant chez chacun de nous que l'amour du prochain après l'amour de Dieu, et que le soin de ne point faire à autrui ce que nous ne voudrions point qu'on nous fit. Or cette charité, nous et vous, nous vous la devons mutuellement plus encore que nous ne la devons aux autres peuples, puisque nous reconnaissons et confessons — de façon différente, il est vrai — un Dieu unique que nous louons et vénérons chaque jour comme créateur des siècles et maîtres de ce monde. Suivant la parole de l'Apôtre, « Il est notre paix, Lui qui des deux n'en a fait qu'un<sup>1</sup>. »

Aussi depuis qu'ils connaissent par nous la grâce que Dieu t'a accordée, plusieurs nobles de Rome admirent sans réserve ta bonté et tes vertus et les publient. Parmi eux, deux de nos familiers, Albericus et Cencius<sup>2</sup>, élevés avec nous presque dès leur jeunesse dans le palais romain, désirant beaucoup parvenir à ton amitié et à ton affection, et te rendre cordialement service

1. *Eph.* II, 14. La citation est extraite du long paragraphe où Paul rappelle aux païens qu'ils doivent à la foi nouvelle de n'être plus « privés du droit de cité en Israël, étrangers aux alliances de la promesse, sans espérance et sans Dieu dans le monde ». Chrétiens et Musulmans constituent pour le pape le peuple de Dieu, comme les païens et les juifs constituent pour l'Apôtre le peuple du Christ quand ils ont été « rapprochés par le sang du Christ ». On peut rapprocher cette lettre de celles de Nicolas le Mystique, patriarche de Constantinople à l'émir de Crète, dans *P. G.*, t. CXI, col. 27 et ss., qui développe un thème analogue.

2. Il n'est guère possible de tirer de leur demi-anonymat ces deux personnages. E. CASPAR, *Das Register*, p. 288, n. 1, a signalé un passage d'une donation de la comtesse Mathilde en date de 1102 (*M. G. H. Const.*, t. I, p. 653, n° 444), qui semble bien les concerner : *Temporibus domini Gregorii VII papæ Lateranensi palatio ... in capella Sanctæ Crucis, in præsentia Centii Fraiapane, Gratiani, Centii Franculini et Alberici Petri Leonis, Cice et Beneincæse, fratris ejus, et Uberti de Tascio et aliorum plurium...* Il n'y a point de difficulté à identifier Albericus Petri Leonis et l'Albericus de la lettre V, mais on n'en est guère plus avancé puisque l'on ne sait rien de ce Pierleone. Le seul Albericus connu dans l'entourage de Grégoire VII, sans qu'on puisse dire d'ailleurs s'il en fut vraiment le familier est le diacre, Albericus, moine du Mont Cassin, qui écrivit entre autres un traité *Contra Henricum imperatorem* et fut au synode romain de 1079 l'un des adversaires de Bérenger de Tours. Pierre DIACRE, *De viris ill. casin.*, ch. XXI, dans *P. L.*, t. CLXXIII, col. 1032-1033 ; LE MÊME, *Chr. casin.*, III, 35, dans *P. L.*, t. CLXXIII, col. 766. Nous ne savons pas s'il pouvait être compté parmi les nobles romains. — La question est plus complexe, mais non plus soluble en ce qui concerne Cencius. D'une part, la donation nomme deux personnages de ce nom, Centius Fraiapane et Centius Franculinus, et on ne voit pas de raison qui permette d'identifier celui-ci plutôt que celui-là au Cencius de la lettre V. D'autre part, plusieurs Cencii ont occupé une place importante dans l'administration romaine au temps de Grégoire VII. Il convient d'écarter Cencius, fils du préfet Stephanus, qui fut candidat à la préfecture de Rome contre Cencius, fils du préfet Johannes, organisa en 1075 un attentat contre le pape et fit, en 1077, assassiner son heureux concurrent. Ses relations avec Grégoire VII ne permettent pas de voir en lui un des « familiers » du pape. Cf. A. FLICHE, *La Réforme grégorienne*, t. II, pp. 277 et 366. On peut penser, comme le font DELARC, *op. cit.*, t. I, p. 7 ;

pour ce qu'il te plaira dans notre domaine, t'envoient des hommes à eux par qui tu sauras combien ils t'estiment sage et grand et combien ils veulent et peuvent te rendre service. Nous recommandons ces hommes à ta Magnificence, afin que tu apportes tout ton soin à faire preuve à leur égard par amour pour nous et pour récompenser de leur confiance ceux que nous avons nommés plus haut, de cette même charité dont nous désirons faire toujours preuve vis-à-vis de toi et de tous les tiens. Dieu sait bien que nous te chérissons sincèrement pour Sa gloire, que nous désirons ton salut et ta gloire dans la vie présente et future, et que nous demandons des lèvres et du cœur qu'Il te recoive Lui-même après un long séjour ici-bas, dans le sein de la béatitude du très saint patriarche Abraham<sup>1</sup>.

A. FLICHE, *Hildebrand*, dans *Le Moyen Age*, 1919, p. 86, et ARQUILLIÈRE, *Saint Grégoire VII*, pp. 20-21, au préfet Cencius, fils du préfet Jobannes, mais on ne peut écarter a priori le Cencius qui fut *arcarius* dans les dernières années du pontificat d'Alexandre II, ni celui qui fut primicier entre 1075 et 1101, ou un autre homonyme. Sur ces différents personnages, cf. L. HALPHEN, *Études sur l'administration de Rome au moyen Age*, respectivement pp. 150, 120 et 99. Quoi qu'il en soit, le pape nous indique que nous avons affaire à des nobles romains. On ne saurait toutefois en inférer qu'il s'agit de *laics*. Les *judices ordinarii*, catégorie à laquelle appartenaient le primicier et l'*arcarius*, qui étaient généralement des clercs, — ils recevaient ordinairement les ordres mineurs — se recrutaient dans la noblesse romaine. On n'a pas plus la certitude d'ailleurs qu'il s'agisse d'hommes d'église. Comme le note fort bien M. Bloch, *La Société féodale, les classes et le gouvernement des hommes*, p. 99. « Entre les clercs et les gens du siècle, la frontière n'était pas, à l'ère féodale, cette ligne nette et ferme que la Réforme catholique, vers le temps du concile de Trente, devait s'efforcer de tracer. Tout un peuple de « tonsurés », dont la condition demeurerait mal définie, formait sur les confins des deux ordres une marge de couleur indécise. » Nos deux personnages nobles romains, élevés au Latran, familiers du pape, mais ayant leurs hommes à eux, *homines suos*, sans aucun doute au sens féodal du mot, pourraient bien appartenir à cette « marge » dont l'inexistence juridique n'empêche pas la réalité. — Sur l'école du vestiaire, à laquelle le pape fait allusion, voir LAPOTRE, *Le souper de Jean Diacre*, dans *Mél. d'arch. et d'hist.*, t. XXI, 1901, p. 362.

1. Sur l'importance d'Abraham aux yeux des musulmans, A. J. WENSINCK, art. *Ibrāhīm*, dans *E. I.*, t. II, pp. 457-58. Le patriarche était considéré par certains comme le fondateur de La Mecque. 118 versets du Coran le concernent. On les trouvera réunis dans J. LA BEAUME, *Le Koran analysé*, pp. 112-125. L'expression même de « sein d'Abraham » n'y figure pas, mais on prétendait qu'au jour de la résurrection le patriarche serait à la droite d'Allah et guiderait les fidèles vers le Paradis. Pour les chrétiens, le « sein d'Abraham » désigne soit les limbes des patriarches, soit le Paradis. Cf. E. MANGENOT, dans le *Dict. de Théol. cath.*, t. I, col. 111-116; dans VIGOUROUX, *Dict. de la Bible* t. I, pp. 83-86. Dans ce dernier sens, il est employé par les Pères, les théologiens, la liturgie, l'épigraphie et l'art. En ce qui concerne l'épigraphie, cf. *Dict. d'Archéol. chrét. et de Litur.*, art. *Ame*, parag. XIII, t. I, col. 1522-42. On peut suivre l'histoire iconographique de cette croyance depuis « les fresques coptes de Baouit (vi<sup>e</sup> siècle) jusqu'aux Jugements de nos cathédrales françaises, en passant par les gravures des grottes cappadociennes » (L. BRÉHIER, *L'art chrétien, son développement iconographique des origines à nos jours*, pp. 328-29). Elle figure, en effet, sur les fresques de Djanavar Kilissé (Cappadoce) comme au portail de nos églises romanes (Saint-Trophime d'Arles) ou gothiques (Laon et Reims, par exemple). Nul doute que Grégoire VII ait choisi intentionnellement une formule qui satisfait à la fois à la susceptibilité de son correspondant et aux exigences de l'orthodoxie.

Cette lettre se présente à nous dans une véritable solitude chronologique. Nous possédons un certain nombre de documents échangés entre différents souverains musulmans du Maghreb et les papes du moyen âge. Ils sont même, à partir de l'extrême fin du XII<sup>e</sup> siècle, relativement nombreux<sup>1</sup>. Mais celui-ci, le plus ancien que nous connaissions, est antérieur aux autres de plus d'un siècle. Cette singularité aurait dû suffire, semble-t-il, à attirer sur lui l'attention des érudits. Pourtant il n'en a rien été. On n'y a fait allusion qu'en passant et généralement pour se borner à souligner que le ton en est d'une cordialité exceptionnelle<sup>2</sup>.

La chose est, à vrai dire, frappante. Mas-Latrie a judicieusement remarqué que dans les messages adressés par les papes aux rois de l'Islam, « pour demander une faveur ou les en remercier, les souverains pontifes conservent un accent d'autorité, de remontrance ou tout au moins de compassion que les princes de l'Islam prenaient aussi dans leurs missives<sup>3</sup>. Ici, le ton est tout autre. Grégoire VII ne se contente pas des traditionnelles banalités

1. On les trouvera réunies dans MAS-LATRIE, *Traité de paix et de commerce*. En voici la liste pour la période 1199-1251 : 8 mars 1199, Innocent III prie le souverain du Maroc, Muhammad al-Nâsir, d'accueillir favorablement les religieux de l'Ordre de la Sainte-Trinité, fondé en vue d'assurer le rachat des captifs (*op. cit.*, p. 8, Potthast, n° 619). — 27 mai 1233, Grégoire IX remercie le souverain du Maroc, 'Abd al-Wâhid al-Râsid, de sa bienveillance à l'égard des frères mineurs (*ibid.*, p. 10, Potthast, n° 9207). — 15 mai 1235, Grégoire IX écrit au « roi de Tunis », Abû Zakariya Yahyâ, en vue de la conclusion d'un traité (*ibid.*, p. 11, Potthast, n° 9901). — 25 octobre 1246, Innocent IV recommande les franciscains à l'intention du même souverain (*ibid.*, p. 13, Potthast, n° 12.327). — 31 octobre 1246, il remercie le souverain du Maroc, 'Ali al-Sa'id de son attitude à l'égard des missions chrétiennes (*ibid.*, p. 14, Potthast, n° 12.337). — 16 mars 1251, le même Innocent IV demande au souverain du Maroc, 'Umar al-Murtaḍâ de mettre à la disposition des chrétiens de son royaume des ports où ils pourraient envoyer leurs familles à l'abri (*ibid.*, p. 18, Potthast, n° 14.245). — Nous connaissons de même des lettres adressées par des souverains musulmans d'Afrique à différents papes. Grégoire IX, dans sa lettre du 15 mai 1235, fait allusion à un message du roi de Tunis et les Archives pontificales ont conservé le texte d'une missive d'al-Murtaḍâ à Innocent IV (10 juin 1250) ; cf. E. TISSERANT et G. WIET, *Une lettre de l'almohade Murḍâd au pape Innocent IV*, dans *Hespéris*, t. VI, 1926, pp. 27-53. On comprend l'importance de cette correspondance par la multiplication des problèmes que posait à l'Eglise le développement nouveau du christianisme en Afrique. Cf. *infra*, p. 107. Parmi tous ces documents, la lettre de Grégoire VII apparaît aussi exceptionnelle par son objet que par sa date et la comparaison ne fait que préciser son originalité.

2. Seul ou à peu près, MAS-LATRIE, *Traité de paix et de Commerce*, Intr. hist., pp. 22-23, a été frappé par le contenu du texte. Tout en se défendant de faire des conjectures, il note que la pensée du pape pourrait bien aller « plus loin que l'expression de ses lettres » et comporter un programme politique. — On trouvera la même idée développée par L. BARGÈS, *Appercu de l'Eglise d'Afrique*, pp. 22-23, dont la brochure est par ailleurs sans intérêt.

3. MAS-LATRIE, *Traité de Paix et de Commerce*, Intr. hist., p. 23.

qu'exige le protocole ; il manifeste à son correspondant une affection paternelle. Il écarte tout ce qui pourrait être blessant pour l'Islam. Le nom du Christ n'est pas prononcé. Le pape s'en tient au mot « Dieu », formule sur laquelle peuvent s'entendre assez facilement les fidèles des religions diverses quand ils n'en regardent pas le contenu. On a l'impression que le pape s'applique à témoigner à l'Islam une considération particulière, analogue à celle des musulmans pour le judaïsme ou le christianisme. Aucun mot qui souligne ce qui sépare la foi de l'Évangile et celle du Coran. Tout au contraire le pape insiste sur le monothéisme commun aux deux religions que ne divisent, à l'entendre, que les modalités de la croyance, — et rien ne pouvait être plus agréable à des oreilles musulmanes que cette affirmation précise de l'unité divine. Bien plus Grégoire VII s'attarde sur le caractère universel de la grâce. Dieu veut que tous les hommes soient sauvés, musulmans compris — et déjà il éclaire al-Nâsir — au salut et à la prospérité de qui le pontife consacre une part de ses prières. Il n'est pas jusqu'à la formule finale qui n'entretienne la confusion. Abraham, l'Ibrâhîm de l'Islam, que révèrent également chrétiens et musulmans vient à point pour les réunir dans la béatitude éternelle. Si le pape ne marquait au passage que les fidèles de Jésus et ceux de Mahomet honorent Dieu de façon différente, rien dans le texte ne trahirait que le document est destiné à un prince hérétique. Sans doute à regarder les choses d'un peu près on s'aperçoit bien qu'il n'y a dans tout cela que des habiletés de rédaction, un art consommé de jouer sur l'équivoque et qu'il n'y a, cela va de soi, de là part du pape aucune espèce d'abandon, mais ce soin ne fait que rendre plus remarquable et plus étrange l'esprit qui anime la lettre, surtout si l'on songe que le XI<sup>e</sup> siècle est celui où, dans le monde chrétien, s'est amplifiée l'idée de la guerre sainte<sup>1</sup>.

Vu de l'intérieur, ce texte est peut-être plus surprenant encore. C'est, au témoignage du pape, à al-Nâsir que revient l'initiative de la correspondance échangée. Par une démarche qui semble au premier abord assez étonnante de la part d'un prince musulman, il a prié Grégoire VII de consacrer un évêque destiné — nous le savons par ailleurs — à sa nouvelle capitale, Bougie, et, d'autre part, il a pris diverses mesures en faveur des captifs : *christianos*,

1. Je renvoie à ERDMANN, *Die Entstehung des Kreuzzugsgedankens*, Stuttgart, 1935, et à M. VILLEY, *La Croisade, Essai sur la formation d'une théorie juridique*, Paris, 1942.



*qui apud vos captivi tenebantur, reverentia beati Petri principis apostolorum et amore nostro dimisisti, alios quoque captivos te dimisurum promisisti.* Ce passage n'est à vrai dire pas très clair et il est difficile d'en préciser le contenu et la portée. On peut attribuer au pronom *vos* dans *apud vos*, un sens singulier et penser que le prince s'est borné à libérer ses propres esclaves chrétiens, c'est-à-dire les captifs du palais, les « autres captifs » ne recevant à cet égard qu'une promesse royale. Je crois cependant qu'il convient d'écarter cette hypothèse, parce que dans l'ensemble de la lettre, le pape emploie en s'adressant à al-Nâsir la forme classique du tutoiement. Il convient donc de maintenir au pronom *vos* son sens pluriel et de comprendre que le prince a ordonné la libération de tous les captifs chrétiens de son royaume<sup>1</sup>. On ne saurait naturellement se représenter, même approximativement, la conséquence pratique d'une telle décision. Mais si l'on tient compte de la manière dont se recrutaient les esclaves en pays d'Islam et des maigres possibilités qui avaient pu s'offrir aux souverains hammâdides de réduire des chrétiens en captivité, on aura, je crois, le sentiment que la mesure prise par al-Nâsir n'avait pas dans la réalité l'ampleur qu'on est un instant tenté de lui accorder.

Reste à déterminer qui sont ces « autres captifs » dont parle Grégoire VII. On peut difficilement penser qu'il s'agisse des captifs non-chrétiens du royaume hammâdide et qu'al-Nâsir ait envisagé d'abolir un jour ou l'autre l'esclavage dans ses états. L'Islam, pas plus d'ailleurs que le christianisme, n'en condamnait le principe de façon formelle. Pour l'une et l'autre religion l'affranchissement était un acte pieux et méritoire mais elles n'en faisaient point une obligation. Je ne crois pas qu'au XI<sup>e</sup> siècle l'idée d'une telle mesure ait pu venir à l'esprit d'aucun prince, surtout d'un prince musulman. Il ne peut s'agir, à mon sens, que d'autres esclaves chrétiens, c'est-à-dire ceux qu'al-Nâsir pourrait éventuellement acquérir et qu'il s'engage à faire bénéficier de la même faveur qu'il vient

1. Cet emploi du pronom « vous » est ancien chez les papes. F. BRUNOT, *La pensée et la langue*, p. 271. En ce qui concerne plus particulièrement la correspondance de Grégoire VII, on remarque que le « tu » et le « vous » sont l'un et l'autre employés dans des lettres adressées à des princes. Sur l'emploi de « vous », voir par exemple : I, 18 (à Michel VII), I, 85 (à l'impératrice Agnès), II, 73 (au duc Boleslav II). — Sur l'emploi du « tu » : I, 19 (à Rodolphe de Souabe), I, 75 (à Philippe I<sup>er</sup>). — Le « tu » et le « vous » sont parfois employés, mais accidentellement dans la même lettre à l'égard d'un même souverain. Par exemple I, 70 et IV, 17 (à Guillaume le Conquérant), I, 38 et II, 7 (au duc Wratislav II).

d'accorder aux actuels captifs. Dans ces conditions sa décision a une portée plus restreinte, mais elle apparaît beaucoup plus vraisemblable et l'on comprend alors l'allusion que fait le pape à la charité mutuelle que se doivent chrétiens et musulmans plus encore qu'ils ne la doivent aux autres peuples<sup>1</sup>.

De son côté, Grégoire VII ne s'efforce pas moins à l'amabilité que n'a fait son correspondant. Non content de lui renvoyer son évêque dûment instruit et consacré, il l'avise que la sympathie que l'on a pour lui à Rome est si vive que deux nobles romains ont éprouvé le besoin de lui envoyer un certain nombre de leurs hommes pour la lui dire. On conviendra volontiers que cela est fort touchant, mais sans vouloir mettre en doute la faculté d'enthousiasme d'Albericus et de Cencius, on admettra difficilement qu'ils aient éprouvé pour al-Nâsir une amitié telle qu'ils n'aient pu résister au désir d'envoyer en Afrique une délégation pour lui en faire part. Pour moi je préfère voir dans ces hommes, si chaleureusement recommandés par le pape, les membres d'une mission officieuse dont l'objet était plus politique que sentimental. A vrai dire, le pape s'est borné, à cet égard, à d'assez maigres explications. Ces hommes, dit-il à al-Nâsir, sont destinés à le servir comme il te plaira, *in partibus nostris*. La formule n'est pas lumineuse. Mas-Latrie lui a donné un sens locatif et l'a traduite par « ici », c'est-à-dire à Rome ou en Italie. C'est, à la réflexion, inacceptable. Les termes mêmes dont se sert le pape pour recommander les envoyés des deux nobles romains semblent bien indiquer qu'il s'agit pour eux d'un séjour durable en Afrique. Ils vont « servir » al-Nâsir et non pas seulement lui présenter des compliments et

1. Sur l'esclavage en pays d'Islam : Th. W. JUYNBOLL, art. 'Abd, dans *E. I.*, t. I, pp. 16-19 ; D. B. MACDONALD, art. *dhimma*, dans *E. I.*, t. I, pp. 984-985 ; GAUDEFRY-DEMOMBYNES, *Les Institutions musulmanes*, pp. 134 et ss. ; GAUDEFRY-DEMOMBYNES et PLATONOV, *Le monde musulman et byzantin jusqu'aux Croisades*, dans *Histoire du monde*, t. VIII, 1931, pp. 239-247. G. MARÇAIS, *Manuel d'art musulman*, t. I, pp. 9-13, a bien montré l'importance des esclaves à l'époque aghlabide. 18 versets du Coran concernent les esclaves, cf. LA BEAUME, *Le Koran analysé*, pp. 619-621. Sur l'intérêt que portent encore aujourd'hui à la question certains milieux musulmans, cf. Ahmed CHAFIK BEY, *L'Esclavage au point de vue musulman*, Le Caire, 1938. — Sur le point de vue chrétien vis-à-vis de l'esclavage, J. DUTILLEUL, art. *Esclavage*, dans *Dict. de Théol. cath.*, t. VI, col. 457 et ss. ; E. LESNE, *Histoire de la propriété ecclésiastique en France*, t. I, ch. IX, pp. 226 et ss. ; M. FOURNIER, *Les affranchissements du V<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècles*, dans *Rev. Hist.*, t. XXI, 1880, pp. 1-50. Nous ne savons guère comment le royaume hammâdite recrutait ses esclaves ; du moins l'incident qui nous vaut les quelques indications que nous possédons sur l'église d'al-Qal'a nous permettent-ils de nous rendre compte que les prises maritimes étaient un élément de ce recrutement. Cf. *infra*, pp. 203-204.

surtout, en quoi donc Albericus et Cencius auraient-ils pu être utiles au prince de Bougie en Italie ou à Rome ? C'est autrement qu'il faut expliquer les choses. Le pape ne donne pas au mot *pars* une acception matérielle mais spirituelle. Ce n'est point de son territoire qu'il veut parler, mais de son ressort, de son domaine, si l'on veut pour maintenir l'équivoque du texte, autrement dit des affaires de l'Église et cette interprétation éclaire, croit-on, d'ensemble le second paragraphe de la lettre. On comprend le sens que prend auprès d'al-Nâsir la présence d'émissaires de deux familiers du pape. On comprend l'intérêt qu'avait la diplomatie pontificale à demeurer en liaison avec le souverain de Bougie par l'intermédiaire de personnes privées : au cas où elles réussiraient dans leur mission, dont encore une fois nous ne connaissons pas les termes, rien de plus facile que de substituer des délégués responsables à ces discrets envoyés, en cas d'échec rien de plus facile que de les désavouer. On peut enfin expliquer l'imprécision des termes de la lettre — et en particulier l'expression *in partibus nostris* — Grégoire VII ne veut point par une hâte maladroite ou des desseins trop nettement définis risquer d'indisposer un souverain si bienveillant à l'égard des chrétiens d'Afrique et de l'Église romaine.

De tout cela il convient de retenir en somme deux faits essentiels : d'une part, le roi al-Nâsir, au début de l'année 1076, a témoigné une réelle faveur à l'église d'Afrique et a pris l'initiative de nouer des relations d'amitié avec le Saint-Siège ; d'autre part, Grégoire VII a accueilli ces avances avec une très vive satisfaction et a mis tout son soin à maintenir le contact qui venait de s'établir. Telles sont les données fondamentales du texte et elles impliquent les termes d'un problème plus délicat à résoudre que son explication immédiate. Pourquoi cette attitude d'al-Nâsir ? Pourquoi cet accueil enthousiaste de Grégoire VII ? Ni à l'une ni à l'autre question la lettre pontificale ne permet d'apporter de réponse directe. Mais peut-être est-il possible de ne pas rester sur ce silence et de dégager des conjonctures politiques du moment les raisons véritables de cette sympathie réciproque.



La courbe du christianisme africain accuse au XII<sup>e</sup> siècle un incontestable minimum. A partir de ce moment, les miliciens au

service des princes musulmans, les commerçants des pays et des villes de la Méditerranée occidentale, les esclaves que fournissaient la guerre et la course, les religieux enfin, constitueront, sous des formes d'ailleurs fort diverses, des îlots chrétiens plus ou moins importants et denses dans la masse musulmane. Mais il s'agira là d'une nouvelle église d'Afrique, d'une église immigrée, sans rapport de continuité avec les chrétientés authentiquement africaines ou anciennement assimilées qui, celles-là, n'ont cessé de s'appauvrir depuis la période romaine<sup>1</sup>.

Le P. Mesnage a eu l'incontestable mérite de présenter un tableau de cette « extinction » et, si considérables que soient les réserves qu'appelle dans le détail sa tentative, il convient d'en retenir l'allure générale. L'Église d'Afrique ne comptait déjà plus en 484 s'il faut en croire la *Notitia provinciarum et civitatum Africæ*, que 470 évêchés environ contre 6 à 700 en 430. En 536, le concile qui réunit la quasi-unanimité des évêques nord-africains enregistra la présence de 220 évêques seulement. Les comparaisons que l'on peut faire de province à province entre la période byzantine et les précédentes montrent que si, durant cette période, le nombre des sièges s'est accru dans certaines d'entre elles, il a par contre diminué

1. La décadence du christianisme antique en Afrique et sa disparition n'ont pas été jusqu'ici l'objet d'une étude d'ensemble satisfaisante. A. AUDOLLENT, art. *Afrique*, dans *Dict. d'Hist. et de Géog. eccl.*, t. I, col. 705-861, à compléter par H. FROIDEVAUX, *ibid.*, col. 861-871, fournissent après un bon, mais trop bref résumé, une bibliographie plus développée qu'utile; indications bibliographiques sur les travaux récents dans Ch. COURTOIS, *De Rome à l'Islam*, dans *Rev. Afric.*, 1942, pp. 42-55. — Les deux ouvrages les plus importants sont R. P. MESNAGE, *Le Christianisme en Afrique, déclin et extinction*, 1915, indispensable mais à vérifier, et L. R. HOLME, *The extinction of the Christian Churches in North Africa*, 1898, ch. 8 et 9, pp. 211 et ss., injustement oublié. Le chapitre de DOM LECLERCQ, dans *L'Afrique chrétienne*, t. II, est médiocre; les brochures de H. GUYS, *Recherches sur la destruction du christianisme dans l'Afrique septentrionale*, 1865, et celle de L. BARGÈS, *Aperçu de l'église d'Afrique en général et en particulier de l'église épiscopale de Tlemcen*, 1848, sont également négligeables. Il n'y a rien d'utile à garder, en ce qui concerne notre période, du livre de G. BONET-MAURY, *L'Islamisme et le Christianisme en Afrique*, 1907. Je n'ai pu consulter RATTINGER, *Der Untergang der Kirchen Nord-Afrikas im Mittelalter*, dans *Zeitschrift für katholische Theologie*, 1886. — On trouvera de précieux renseignements dans le vieux livre déjà cité de MAS-LATRIE, *Traité de Paix et de Commerce*, et surtout dans les deux articles de J. GAGÉ, *Nouveaux aspects de l'Afrique chrétienne*, dans *Les Études d'archéologie romaine*, *Annales de l'École des Hautes Études de Gand*, t. I, 1937, pp. 181-230, et de W. SESTON, *Sur les derniers temps du christianisme en Afrique*, dans *Mémoires d'Archéologie et d'Histoire*, t. LIII, 1936, pp. 101-124. — Sur la nouvelle église d'Afrique: R. P. MESNAGE, *Le Christianisme en Afrique, Église mozarabe, Esclaves chrétiens*, 1915; P. DE CENIVAL, *L'Église chrétienne de Marrakech au XIII<sup>e</sup> siècle*, dans *Hespéris*, t. VII, 1927, pp. 69-84, et surtout l'excellent chapitre de R. BRUNSCHVIG, dans *La Berbérie orientale sous les Hafsides, des origines à la fin du XV<sup>e</sup> siècle*, t. I, ch. VII, parag. II, pp. 430-472.

dans certaines autres<sup>1</sup>. Au lendemain même de la conquête arabe il semble que l'Afrique ne compte plus guère qu'une quarantaine d'évêchés<sup>2</sup>. A l'époque où nous sommes, on ne connaît plus l'existence d'évêques ou d'évêchés africains que par les mentions incertaines des textes. S'il faut en croire Léon IX il n'y avait plus en 1053, *in tota Africa*, que cinq évêques et, en 1076, Grégoire VII en venait à se plaindre qu'on ne trouvât plus en Afrique les trois évêques nécessaires pour procéder à une ordination<sup>3</sup>.

On est sans doute tenté de conclure de cela à une disparition

1. Les listes épiscopales qui nous ont été conservées ou les différents documents qui nous permettent de les établir n'ont pas été étudiés avec la rigueur qui conviendrait, aussi les indications numériques qui sont généralement fournies ne sauraient-elles être accueillies qu'avec prudence et considérées autrement que comme des approximations plus ou moins précises. Sur le nombre des évêchés africains à la veille de l'invasion vandale, on peut s'en tenir, à peu près, aux conclusions du P. MESNAGE, *Le Christianisme en Afrique, origines, développement, extension*, 1914, pp. 136-179. La *Notitia* de 484, publiée par PETERSCHENIG dans *C. S. E. L.*, t. VII, pp. 117-134, et par HALM, *M. G. H. a. a.*, t. III, pp. 63-71, nous donne un chiffre assez rapproché pour cette époque. Pour l'époque byzantine, CH. DIEHL, *L'Afrique byzantine*, pp. 410-418, et MESNAGE, *Le Christ. en Afr., déclin et extinct.*, ch. II, pp. 52 et ss.

2. Les listes épiscopales de l'époque post-byzantine posent des problèmes qui dépassent le cadre de cette étude. Rappelons cependant qu'on dispose pour les établir de trois documents essentiels : 1° une liste de 31 évêchés, fournie par un manuscrit d'Oxford, publiée par BEVEREGIUS dans ses *Pandectæ Canonum* et reproduite dans MESNAGE, *Le Christ. en Afrique, déclin et extinct.*, pp. 181-182, dont les éléments sont empruntés à la *Descriptio orbis romani* de Georges DE CHYPRE. Sur la question, E. HONIGMANN, *Le Système d'Hierocèle et l'opuscule géographique de Georges de Chypre*, dans *Corpus Bruzell. hist. byz.*, *Forma imperii romani*, fasc. I, 1939, pp. 49 et ss. Le document peut être daté du début du VIII<sup>e</sup> siècle ou de la fin du VII<sup>e</sup>. — 2° La liste connue sous le nom de Θρόνος Ἀλεξανδρίνος, dans MESNAGE, *ibid.*, pp. 184-187. Liste de 41 évêchés étudiée par GELZER, *Ungedruckte und wenig bekannte Bistümerverzeichniss der orientalischen Kirche*, dans *Byz. Zeitschrift*, 1893, t. II, pp. 22 et ss., datée par ce savant du début du VII<sup>e</sup> siècle. Les conclusions de Gelzer ont été attaquées par Mesnage, la date du Θρόνος Ἀλεξανδρίνος, app. II, à *L'Afrique chrétienne, Evêchés et Ruines antiques*, pp. 531-535, qui la reporte, semble-t-il, avec raison au début du VII<sup>e</sup> siècle. — 3° La liste dite *Notice de Léon Le Sage*, dans MESNAGE, *ibid.*, pp. 187-189, établie en 883, mais qui est manifestement une démarcation des précédentes. Aucun de ces documents qui, dans le détail, ne sauraient être utilisés qu'avec prudence, ne nous fournit donc d'indications pour la période postérieure aux premières années du VIII<sup>e</sup> siècle.

3. Lettres de Léon IX : 1° du 17 décembre 1053 à l'évêque Thomas, dans *P. L.*, t. CXLIII, col. 728-729, n° 83; Jaffé-Wattenbach, n° 4304; 2° non datée aux évêques Pierre et Jean, *ibid.*, col. 729-731, n° 84, Jaffé-Wattenbach, n° 4305; lettre III de Grégoire VII. — Au contexte de cette dernière lettre, il apparaît qu'il faut comprendre que les trois évêchés sont répartis dans le Maghreb tout entier et pas seulement dans l'Afrique au sens étroit du mot, comme pourrait le laisser croire le texte de Léon IX. — Dans son *Histoire des Patriarches d'Alexandrie*, 1677, le P. VANSLEB écrit, p. 27 : « Il y avait autrefois cinq évêchés dans la Barbarie, qui étaient ceux de Barca, de Tripoli, d'Alger, d'Africa et celui de Keirvan ou de Cyrène. » Il précise que ce passage s'applique à l'époque du patriarche copte Jean VI (1189-1216). Ce texte, cependant utilisé par



quasi totale du christianisme en Afrique aux  $x^e$  et  $xi^e$  siècles. Pourtant les textes, tant arabes que latins, témoignent çà et là qu'il subsiste dans le Maghreb islamisé des individus ou des groupes que n'a pas gagnée la religion et parfois même la langue des conqué-

geler, *op. cit.* dans *Byz. Zeitschr.*, t. II, p. 30 ; par MESNAGE, *Le Christ. en Afr., déclin et extinc.*, p. 220 ; par W. SESTON, *op. cit.*, p. 116, ne mérite aucune espèce de créance. L'Histoire des Patriarches d'Alexandrie est une transposition — et non une traduction — de la « Lampe des Ténébres » d'Abû 'l-BARAKÂT IBN KABÂR, texte du  $xiv^e$  s. d'une information très suspecte. Sur la question, voir l'introduction à la traduction entreprise par L. VILLECOURT, E. TISSERANT et G. WIET, dans la *Pal. Orient.*, t. XX, pp. 579 et ss. G. WIET, art. *Kibî*, dans *E. I.*, t. II, p. 1061 et E. TISSERANT, art. *Kabâr*, dans *Dict. de Théol. cath.*, t. VIII, col. 2293-2296. — Le texte ne résiste d'ailleurs guère à la critique interne. Il est impossible de le récuser *a priori*, en ce qui concerne Barca et Tripoli (Oea) et nous savons par al-Mâlikî, d'après H. R. IDRIS, *Contribution à l'histoire de l'Ifrîkiya*, dans *Rev. des Ét. Islam.*, 1935, p. 143, qu'il s'y maintenait encore au  $xi^e$  siècle une colonie chrétienne. Un jour, en effet, le sage Abu'l-'Abbâs dut arbitrer un différend qui avait surgi dans la ville entre chrétiens et musulmans au sujet d'une pierre encastrée dans le mur d'une église et que ces derniers prétendaient, à tort d'ailleurs selon les chrétiens, avoir été empruntée aux débris d'une mosquée. Nous ne savons rien de Barca qui, d'ailleurs, n'est pas dans les limites de l'ancienne Afrique. L'existence d'un évêché à Alger, à cette époque, apparaît difficilement admissible si l'on considère que ce siège ne figure sur aucune des listes post-byzantines (le dernier évêque d'Icosium = Alger connu est Victor, mentionné par la *Notitia de 484, Maur. Cæs.*, n° 59) et surtout d'après le témoignage d'al-Bakrî. Celui-ci nous dit, en effet, p. 156, que, de son temps, il ne restait qu'une muraille en forme d'abside de la vaste église que la ville possédait autrefois. L'existence d'un évêché à Africa = Mahdiyya est, par contre, certaine au  $xii^e$  s. Plusieurs évêques portèrent au temps de la domination normande le titre d'*episcopus africanus*. Cf. TOUTOTTE, *Géographie de l'Afrique chrétienne, Byzacène et Tripolitaine*, pp. 37-38. Mais nous ne savons pas si, après la perte de Mahdiyya, des évêques siciliens continuèrent à porter ce titre. Ce qui n'est pas invraisemblable. La cathédrale de Palerme conserve, en effet, les restes de l'archevêque Cosmas, qui mourut en 1109, c'est-à-dire à une date où Mahdiyya n'était pas normande et qui porte cependant le titre d'*africanus*. Mais, en tout cas, l'attitude des Almohades vis-à-vis des chrétiens interdit de penser qu'au temps du patriarche Jean II y eut, à Africa, un évêque résident. On peut attribuer au P. Vansleb, comme on voudra, une erreur de fait ou une erreur chronologique. Quant à la fin de la phrase, on peut en donner deux interprétations également peu favorables à la véracité du texte. On peut comprendre que l'auteur ignore si le cinquième évêché se trouvait à Kairouan ou à Cyrène, ce qui donnerait une assez pauvre idée de son information ou, plutôt, qu'il confond les deux villes, ce qui ne vaut pas mieux. Si, en effet, on peut apercevoir une vague parenté phonétique entre les formes françaises Keirvan et Cyrène, cette parenté s'atténue entre les formes arabes Qayrawan = Kairouan et Qrenna = Cyrène. Il ne me semble pas possible de retenir le témoignage de ce texte pour supposer l'existence d'un évêché à Kairouan, dont l'église est pourtant connue pour le  $xi^e$  siècle, témoignage qui ne peut d'ailleurs être considéré que si on lui fait subir une rectification chronologique de plus d'un siècle. Il s'agit, selon toutes vraisemblances, de Cyrène. Cf. J. CARCOPINO, *Lucius Quietus, l'homme du Qurayn*, dans *Istros*, t. I, 1934, pp. 5 à 9. Tout ceci suffit, je crois, à montrer le crédit qu'il convient d'accorder aux affirmations du P. Vansleb. — C'est dire qu'il n'y a rien à retenir des calculs du P. MESNAGE, *Le Christ. en Afr., déclin et extinc.*, pp. 221-222, qui compte une dizaine d'évêchés dans l'Afrique du milieu du  $xi^e$  siècle, puisqu'il se fonde en partie sur le texte que je viens d'analyser.

rants<sup>1</sup>. Al-Mâlikî atteste l'existence de chrétiens mêlés à la vie de l'Islam dans le royaume fâtimide<sup>2</sup>. M. G. Marçais a recueilli à travers les auteurs arabes quelques anecdotes caractéristiques : c'est un chrétien du Sahel dont Abu l-'Arab nous dit qu'il fabriquait la meilleure huile de la région, c'est Futûh « le chrétien » (un affranchi ?) qui va châtier les parents de son souverain passés à la révolte, c'est Sawâda à qui en 891 Ibrâhîm II offre le bureau de l'impôt foncier à condition qu'il abjure et qui sur son refus le fait crucifier<sup>3</sup>. Nous savons qu'au ix<sup>e</sup> siècle la Sikka, c'est-à-dire l'hôtel des monnaies des Aglabides employait des Rûm<sup>4</sup>. Ces exemples sont, dira-t-on, de la fin du ix<sup>e</sup> siècle, mais M. H. Abdul-Wahâb en signale d'analogues pour le début du xi<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>. Fâtîma, la gouvernante du Zîride Abû Manâd Bâdis qui offrit en 1020 un magnifique Koran à la grande mosquée de Kairouan était d'origine chrétienne. Son neveu était demeuré chrétien et fut massacré par la populace de Mahdiyya pour avoir défloré une jeune fille d'extraction chérifienne<sup>6</sup>. « Il y avait, écrit Ibn Abî Dînâr, en Ifriqiya de nombreux villages habités par les chrétiens et ce jusqu'après le iv<sup>e</sup> siècle de l'hégire » c'est-à-dire le début du xi<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>. Il est bien vraisemblable qu'à Gafsa où la *Notice dite de Léon le Sage* signale encore un évêché et où l'on continuait de parler latin dans la première moitié du xii<sup>e</sup> siècle la persistance du christianisme ait accompagné celle du latin<sup>8</sup>. Ibn Haldûn signale que de son temps au xiv<sup>e</sup> siècle, dans les villages des Nefzâwa, on trouvait des « Francs » (Ifranj) qui vivaient sous la protection d'un traité. « Ils y sont restés, dit-il, eux et leurs ancêtres, depuis la conquête

1. Il semble bien que ce soit le cas de ceux qu'al-Ya'qûbî appelle les *Afâriq*. Cf. G. MARÇAIS, *La Berbérie au IX<sup>e</sup> siècle d'après El-Ya'qûbî*, dans *Rev. Afric.*, 1941, pp. 40-61 et particulièrement pp. 47-48 ; également G. MARÇAIS, *Les Arabes en Berbérie du XI<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle*, pp. 35-36. Leur existence paraît avoir été assez tenace, puisqu'elle est attestée, par exemple, à Gabès au xi<sup>e</sup> siècle, par al-Bakrî, p. 41, et au xii<sup>e</sup> par al-Idrîsî, p. 143.

2. H.-R. IDRIS, *op. cit.*, p. 142-143.

3. G. MARÇAIS, *La Berbérie au IX<sup>e</sup> s.*, pp. 50-51. Sur les anecdotes rapportées : ABU l-'ARAB, p. 118 ; IBN 'IDÂRÎ, pp. 182 et 161.

4. M. VONDERHEYDEN, *La Berbérie orientale sous la dynastie des Benoû'l-Aflah*, 1927, p. 171.

5. *Les chrétiens indigènes en Tunisie* (inédit).

6. B. ROY, *Un don de la gouvernante de Bâdis à la Grande Mosquée de Kairouan*, dans *Bull. Archéol. du Com.*, 1921, pp. 123-126.

7. Ce passage ne figure pas dans la traduction. Il convient de se reporter au texte arabe, Tunis, 1286, p. 36.

8. AL-IDRISÎ, p. 122. Cf. MESNAGE, *L'Afrique chrétienne, Évêchés et ruines antiques*, p. 76.

musulmane jusqu'à nos jours et, comme ils professent une des croyances tolérées par l'Islamisme, ils jouissent du libre exercice de leur religion et paient la capitation<sup>1</sup>. » A l'autre extrémité du Maghreb la communauté de Tlemcen est encore vivace au temps d'al-Bakri. « On y trouve les restes d'une population chrétienne qui s'est conservée jusqu'à nos jours. Il y a aussi une église qui est encore fréquentée par les chrétiens<sup>2</sup>. » Est-il besoin de dire que je ne prétends pas avoir cité tous les textes épars dans les historiens et qu'on pourrait sans beaucoup de peine en trouver d'autres, surtout dans les auteurs non traduits ?

Les textes latins sont naturellement moins nombreux mais ils apportent une confirmation aux précédents. Flodoard nous apprend que, dans une lettre qui ne nous a pas été conservée, adressée à l'évêque Foulques de Reims, le pape Formose (891-896) signalait la présence à Rome d'évêques africains qui sollicitaient l'avis de

1. IBN HÂLDÛN, t. I, p. 231 ; t. III, p. 156. — al-Ya'qûbî signale également que ces régions sont peuplées de non-arabes : descendants d'anciens Romains, de Berbères et d'Afrîq, p. 212. — AL-TIJÂNÎ, t. XX, pp. 200-201 dit, au contraire, que les populations de Tozeur, restes des anciens Rûm, se sont convertis à l'Islam à l'époque de la conquête pour sauver leurs jours. Mais quelques lignes plus loin, *ibid.*, p. 203, il indique que, lors de la conquête musulmane, les Africains eurent à choisir entre trois solutions : la conversion, la capitation ou la fuite, et il ajoute : « Les gens de Jarîd furent de ceux qui préférèrent ne pas fuir. » Il précise ailleurs que les églises du Jarîd subsistent encore de son temps, quoique en ruines. Selon lui, cette destruction ne serait pas le fait des conquérants qui se seraient bornés à construire des mosquées en face des édifices chrétiens. Étant donné les contradictions d'al-Tijânî, je ne crois pas qu'il convienne de mettre en doute le témoignage d'Ibn Hâldûn. Ajoutons que, d'après le *Voyage de Mûlây Ahmed*, trad. Benbrugger, dans *Explor. scient. de l'Algérie*, t. IX, 1846, p. 289 (texte signalé par G. MARÇAIS), il y aurait eu encore des chrétiens à Tozeur au XVIII<sup>e</sup> siècle. — Sur le pays de Qasṭīliya et les régions qu'il englobe, L. POINSSOT, *Castella (Qasṭīliya)*, dans *Bull. Arch. du Com., Comm. Afr. du Nord*, 27 mai 1940, pp. v-ix et G. YVER, art. *Qasṭīliya*, dans *E. I.*, t. II, pp. 855-856.

2. AL-BAKRÎ, pp. 155-156. — On cite généralement un passage d'al-Idrîsî, en note dans la traduction Dozy et Goeje, p. 92, n. 2, pour prouver la survivance de la communauté de Tlemcen au XII<sup>e</sup> siècle. Ce passage ne figure dans aucun des quatre manuscrits consultés par Goeje, mais seulement dans la version latine d'al-Idrîsî, publiée en 1619, par Gabriel Sionita et Jean Hesronita, p. 79. M. H. Pérès a bien voulu revoir, pour moi, le texte arabe de l'édition de 1592, sur lequel G. Sionita et J. Hesronita ont établi leur traduction. Ce texte indique l'existence à Tlemcen d'un « canal », dit « canal du Chrétien » (*adqiyat al-Naṣrānî*). « Sur ce canal, ajoute al-Idrîsî, sont des ermitages, des oratoires, des constructions pour gens vertueux (*Sâliḥ*). » Rien n'indique que les constructions dont parle al-Idrîsî soient des constructions chrétiennes. Le nom de « canal du Chrétien » peut venir de ce que le canal ait été creusé par un chrétien et remonter à une période plus ancienne. Il n'est pas invraisemblable qu'il y ait eu des chrétiens à Tlemcen au XII<sup>e</sup> siècle, mais on ne saurait l'inférer du texte en question.

la papauté au sujet d'un schisme né récemment parmi eux<sup>1</sup>. Triste preuve que l'épiscopat d'Afrique conservait encore quelque vitalité. Un siècle plus tard, sous le pontificat de Benoît VII (974-983) le clergé et le peuple de Carthage, choisirent pour évêque un prêtre du nom de Jacques et l'envoyèrent à Rome pour qu'il y fût consacré. Sans doute aux dires de la lettre qu'il portait, la ville de Carthage était-elle réduite à rien *ut ubi olim metropolis fuit, vix modo sacerdotes habeantur*. Du moins le christianisme s'y maintenait-il<sup>2</sup>. Les lettres de Léon IX et de Grégoire VII montrent qu'il n'y a pas disparu dans la seconde moitié du XI<sup>e</sup> siècle où la vieille chrétienté produit avec Constantin l'Africain son dernier grand homme<sup>3</sup>. Au XII<sup>e</sup> siècle encore le nom de Carthage figure au *Liber Censuum* de l'église romaine. J'ai quelque peine à croire cependant qu'il y subsiste un évêché à cette date tardive. Peut-être les scribes de la Curie ont-ils utilisé un document périmé ? Peut-être ont-ils pensé que la glorieuse cité n'avait pas pu disparaître tout à fait<sup>4</sup> ?

A ces textes les découvertes archéologiques et épigraphiques de ces dernières années ont apporté l'appui de nouveaux témoignages. Les fouilles italiennes d'En Gila, en Tripolitaine, ont révélé un ensemble de tombes incontestablement chrétiennes et dont la

1. FLODOARD, *Hist. eccl. Rem.*, IV, 2, dans *P. L.*, t. CXXXV, col. 267. ... *regionis Africanæ legatos insistere, responsa petentes pro dudum exorto inter episcopos ipsarum provinciarum schismate*. Nous ignorons les raisons de schisme auquel aucun autre texte ne fait allusion.

2. LÉON, abbé de Saint-Boniface, *Epist. ad Hugonem et Robertum reges*, dans *M. G. H., Script.*, III, pp. 686-690, dans *P. L.*, t. CXXXIX, col. 342. C'est par erreur que MESSIAGE, *Le Christ en Afr.*, *déclin et extincl.*, pp. 215-216, place ces événements sous le pontificat de Jean XV. Le texte dit expressément : ... *temporibus domni Benedicti septima papæ*. Le pape s'assura de l'orthodoxie de l'élu en le confiant au monastère de Saint-Boniface, le consacra archevêque et le renvoya à son troupeau. Nous ne savons rien d'autre de lui. — Sur le document qui nous vaut ces renseignements, F. LOT, *Études sur le règne d'Hugues Capet et la fin du X<sup>e</sup> siècle*, ch. III, particulièrement pp. 97-98.

3. Né entre 1010 et 1020 à Carthage, il parcourut l'Orient et l'Inde et s'initia à la science arabe. Après trente-neuf ans d'absence, il revint en Afrique, y fut persécuté, menacé de mort, mais parvint à s'enfuir à Salerne. Passé d'abord au service de Robert Guiscard, il demanda bientôt asile à l'abbé du Mont-Cassin, Didier, et mourut dans ce monastère (1087 ?), ce qui nous vaut le bref chapitre de Pierre DIACRE, *De viris ill. casin.*, ch. XXIII, dans *P. L.*, t. CLXXXIII, col. 1034-1035, par lequel nous connaissons l'essentiel de sa vie et la liste de ses œuvres, une série d'ouvrages de médecine généralement inspirés directement de la science arabe. — Constantin est le seul de ces chrétiens d'Afrique du XI<sup>e</sup> siècle, dont la vie ne soit pas enveloppée pour nous d'une ombre presque absolue.

4. *Liber Censuum*, éd. L. Duchesne, dans *Bibl. des Écoles franç. de Rome et d'Athènes*, p. 243 (texte).

série s'échelonne entre 945 et 1003<sup>1</sup>. Mais le document le plus remarquable qu'on ait récemment versé au débat est, je crois, l'inscription datée publiée par M. Ch. Saumagne et commentée par M. W. Seston qui démontre de façon certaine qu'il existait dans la capitale zride au milieu du XI<sup>e</sup> siècle une communauté chrétienne<sup>2</sup>. Cette inscription a attiré l'attention de M. Ch. Saumagne, puis de M. W. Seston, sur un autre texte épigraphique, éga-

1. R. PARIBENI, *Sepolcrato cristiano di Engila, presso Suani Beni Adem*, dans *Afr. Ital.*, t. I, 1927, pp. 75-82, à compléter par A. TODESCO, *Frammenti iscrizioni funerarie cristiane*, dans *Afr. Ital.*, t. VI, 1935, pp. 79-81. Cf. également J. GAGÉ, *op. cit.*, pp. 217 et ss.

2. Ch. SAUMAGNE dans *Bull. Arch. du Com., Com. Afr. du Nord*, 11 juin 1929, pp. 370-371; W. SESTON, *op. cit.*, pp. 108-113; A. MERLIN, *Inscriptions latines de la Tunisie*, n° 271, pp. 51-52, avec quelques rectifications. Je m'arrête, pour ma part, à la lecture suivante :

+ IN NOMINE PATRI ET FILII SP(IRITUS)  
S(AN)C(T)I, AM(EN). IN HOC TUMULO REQUIEBIT COR  
PUS FAMULO XR(IST)I, SISINNI FILIUS, FIRMO  
LECTOR. REQUIEM ETERNAM ABEAT. BIXIT  
5 IN FIDE CHR(IST)I ANNOS LXV. MIGRABIT, AB  
HOC S(Æ)C(U)LO DIE XXI K(A)L(ENDAS) (7) IUNIUS ANNOS  
D(OMI)NI MILL(ESI)MO XXX[X]. INDICTIO I. AUDI  
AT BOCEM D(OMI)NI ET RESURGAT  
+ IN BITA ETERNA. AM(EN). an. 1048

Je m'écarte en particulier de la restitution de M. Seston : en plaçant une virgule après *filius* et non avant, ce qui revient à faire de Firmus le fils de Sisinnius et non de Sisinnius le fils de Firmus ; les deux interprétations sont possibles, mais la formule *Xr, filius* est si courante que je préfère croire qu'on y est demeuré fidèle. — C'est ainsi qu'a déjà compris W. MARÇAIS, *Comment l'Afrique du Nord a été arabisée*, dans *Annales de l'Institut d'Études orientales*, t. IV, 1938, p. 9. Sans doute le 21<sup>e</sup> jour des Kalendes de juin n'a jamais eu, comme le note M. SESTON, p. 112, « d'existence normale ». Mais la pierre ne me paraît pas autoriser d'autre lecture. Il n'est d'ailleurs pas impossible que l'usage des ides soit tombé en désuétude. Un sondage a été pratiqué au mois de septembre 1942, par M. G. Picard, directeur des Antiquités et Arts de Tunisie, et moi-même, en vue d'explorer l'endroit où avait été trouvée l'inscription. Il a été difficile de le repérer en dépit de la netteté des indications fournies par l'inventeur et reproduites par M. Saumagne, du fait des modifications profondes subies par le camp militaire et ses abords depuis quelques années. M. G.-L. Feuille avait, semble-t-il, été égaré pour cette raison, lors d'une première tentative faite en 1940 et dont il a eu l'obligeance de nous signaler le champ. Notre sondage a été fait à la bordure extérieure du camp, à une vingtaine de mètres à droite du point où la ligne électrique Sousse-Kairouan pénètre dans le camp, sur les indications d'un agent militaire qui avait assisté à la découverte de l'inscription et nous a déclaré avoir gardé le souvenir de son emplacement. Il nous a montré les deux fûts de colonnes trouvés en même temps que la pierre et qui, malheureusement, n'ont pas été laissés sur le lieu. Notre brève exploration nous a permis de mettre au jour quelques débris de monnaies et de verre irisé et un fragment d'ailleurs illisible d'un dénéral ; puis, à 1 m. 40 de profondeur, un mur de briques ruiné, portant les traces d'un stucage pariétal. Les premiers résultats de ces recherches ne permettent aucune conclusion d'aucune sorte. Cf. G. PICARD, dans *Bull. Arch. du Com., Com. Afr. du Nord*, 21 juin 1943, p. xiv.



lement découvert à Kairouan, et que ses commentateurs successifs attribuaient à la période byzantine. Ce dernier a montré qu'il convenait, selon toutes vraisemblances, de le dater soit de 1050-1051, soit de 1046<sup>1</sup>. Avec lui je croirais volontiers qu'un certain nombre d'inscriptions non datées et dites « byzantines » pourraient bien être postérieures de plusieurs siècles à la domination des Grecs.

Non seulement nos textes nous apportent la preuve de la survie des chrétientés indigènes d'Afrique mais encore celle que des

1. Sur cette inscription : LA BLANCHÈRE et GAUCKLER, *Catalogue du Musée Alaoui*, 1897, p. 109, n° 85 ; P. MONCEAUX, dans *Rev. Arch.*, 1903, p. 244 ; P. GAUCKLER, dans *Nouv. Arch. des Missions*, t. XV, pp. 350-360 ; DESSAU, *C. I. L.*, VIII, 23 128 s'est arrêté à la lecture suivante :

+ IN N(OMI)NE D(OMI)NI. IN HOC [TUMULO JACET ...  
CUS PE[r]RI SENIORIS  
ET OVIII DIE SABB  
XXXXIII IND(ITIONE) COU [ARTA ... ?

M. SESTON, *op. cit.*, pp. 105-108 et 122-123, a repris l'étude de l'inscription et, en s'appuyant sur les inscriptions d'En Gila, a proposé une restitution sensiblement plus complète

+ IN NO(MINE) D(OMI)NI. IN HOC [TUMULO JACET COR]  
PUS PE[r]RI SENIORIS [QUI VIXIT ANNOS ...]  
ET OVIII DIE SABB(ATORUM) I[N ANNO VI MILLMO D]  
XXXXIII [OU XXXVIII ?] IND(ITIONE) COU [ARTA [OU COUARTA DECIMA]

Je n'ai pu revoir la pierre au Musée du Bardô, en raison des circonstances présentes ; mais, d'après la photographie jointe à l'article de M. Seston, il me paraît impossible de le suivre tout à fait dans sa restitution. La première lettre de la ligne 2 est incontestablement un C, comme le dit Dessau et non un P cursif, comme le pense M. Seston. Il suffit, pour s'en assurer, de le comparer à l'autre C que porte le texte, le C initial de *couarta*, qui est celui-là indiscutable, c'est-à-dire qu'il faut écarter la formule *jacet corpus*. Je proposerai donc la restitution suivante :

+ IN N(OMI)NE D(OMI)NI. IN HO [C TUMULO JACET .. ?..  
CUS PETRI SENIORIS [FILIUS, VIXIT ANNOS ...  
ET OVIII DIE SABB(ATORUM) I[N ANNO VI MILLMO D]  
XXXXIII OU XXXVIII ? IND(ITIONE) COU[ARTA [OU COUARTA DECIMA]

A la ligne 1, j'ai développé les lettres INNE (les deux N sont liés) autrement que n'ont fait Dessau et M. Seston. Le C de *hoc* n'est pas sur la pierre. Ni l'une, ni l'autre correction ne tire à conséquence ; j'ai supposé la formule *in hoc tumulo jacet* ; on peut évidemment envisager un autre verbe, *requievit*, par exemple. Quant aux dernières lettres de cette ligne, elles se raccordent, à mon sens, aux trois premières de la suivante pour constituer le nom du personnage en l'honneur de qui a été composée l'inscription. Peut-être *Cyriacus* ? La dernière lettre de la ligne 2 étant l's final de *senioris*, la restitution de *filius* n'offre pas de difficulté. Je m'en tiens, pour les deux dernières lignes, au texte de W. Seston, à qui revient le mérite d'avoir proposé une datation précise : 1051 ou 1046. M. SAUMAGNE, dans *Bull. Arch. du Com.*, 18 nov. 1930, pp. 165-166, s'était borné à signaler que cette inscription était contemporaine de l'inscription du *lector*. On peut, sans doute, discuter les conclusions de M. Seston mais, et c'est l'essentiel du point de vue qui nous occupe, on ne saurait, je crois, s'écarter sensiblement de la date qu'il a proposée. — Sur le texte, cf. les remarques de A. MERLIN, *Inscriptions latines de la Tunisie* n° 269, pp. 50-51.

éléments étrangers sont venus les renforcer aux premiers siècles de la conquête musulmane. Le P. Mesnage suppose avec vraisemblance que parmi les populations transportées d'Espagne en Afrique dès le début du ix<sup>e</sup> siècle pouvaient bien se trouver des chrétiens<sup>1</sup>. Ce n'est toutefois qu'une hypothèse. Par contre nous sommes assurés de la venue d'éléments sardes et coptes. Ibn Haldûn parle en effet « de confédérés d'origine franque et dont les ancêtres vinrent de Sardaigne », qui se seraient établis parmi les Nefzâwa et qui, soumis à la capitation, y demeuraient encore au xiv<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. D'autre part, nous connaissons l'existence d'une colonie copte à Tûnbûd, ville appelée plus tard al-Muhammadiya, colonie qui fut envoyée en Ifriqiya sur l'ordre d'Abd al-Mâlik, c'est-à-dire entre 685 et 705, afin de construire des vaisseaux destinés à la flotte du calife. Mais on ignore si, au xi<sup>e</sup> siècle, cette colonie avait conservé sa religion ou s'était fondue dans la communauté musulmane<sup>3</sup>.

1. MESNAGE, *Le Christ. en Afr., Égl. Moz., Escl. chré.*, p. 13. On sait qu'en 814, à la suite de la « Révolte du Faubourg », trois cents familles de Cordoue furent transportées à Fès où elles peuplèrent le quartier des Andalous. Cf. E. LÉVI-PROVENÇAL, *L'Espagne musulmane au X<sup>e</sup> siècle*, pp. 5-6, principalement p. 6, n. 2, et G. YVER, art. *Fds*, dans *E. I.*, t. II, p. 81. Comme l'indique M. Lévi-Provençal, le mot *al-Andalus* s'applique à tous les sujets espagnols du calife, qu'ils soient musulmans ou chrétiens. Il n'est pas absurde de supposer qu'il y ait eu des chrétiens parmi ces Andalous, mais ce n'est qu'une supposition.

2. IBN HÂLDÛN, t. III, p. 156. — Il est assez délicat de savoir ce qu'Ibn Haldûn entend par *Ifranj* qu'on traduit par « Francs ». Il semble les distinguer des Byzantins, puisqu'il écrit : « Avant l'introduction de l'islamisme, les Berbères de l'Ifriqiya et du Maghreb vivaient sous la domination des Francs et professaient le christianisme, religion suivie également par les Francs et les Grecs », t. I, p. 209. Pourtant, le patrice Grégoire est donné comme roi des Francs, *ibid.* — Quoi qu'il en soit, il n'est pas étonnant de voir des Sardes immigrés en Afrique. La Sardaigne a fait partie de l'état vandale, et est demeurée rattachée au diocèse d'Afrique au temps de la domination byzantine. Entre les deux pays, les relations ont été fréquentes. Cf. E. PAIS, *Storia della Sardinia e della Corsica durante il dominio romane*, t. I, ch. VIII, pp. 459 et ss. Notons qu'IBN AL-ÂTIR, pp. 370-371, signale l'existence près de Kairouan d'une bourgade appelée Şardinliya, dont le nom pourrait conserver la trace d'un peuplement originel. Nous ignorons, en tout cas, à quelle époque a pu avoir lieu cette immigration.

3. AL-BAKRI, pp. 83-84. Selon AL-TIJÂNÎ, t. XX, p. 69, il s'agirait de mille hommes et de mille femmes, dont le plus grand nombre fut établi non loin de Tunis, à Radès et le reste fut réparti dans les différents ports de l'Ifriqiya. IBN ABÎ DÎNÂR parle, p. 13, de mille familles coptes envoyées pour construire l'arsenal de Tunis. Sur la question, G. WIET, *L'Égypte arabe*, dans *L'Histoire de la nation égyptienne*, pp. 175-176. — Ces coptes ont donné lieu à de vaines discussions. Le P. MESNAGE, *Le Christ. en Afr., déclin et extind.*, p. 217, suppose qu'ils ont pu donner à l'évêché de Gummi une importance qui expliquerait les prétentions élevées au xi<sup>e</sup> siècle, par l'évêque de cette localité vis-à-vis de Carthage, mais il faudrait, pour que cela fût possible, qu'on identifiait Gummi à Bord Cedrin. On verra, plus loin, ce qu'il convient de penser de cette identification. — W. SESSEX, *op. cit.*, pp. 118-119.

Notre connaissance des « derniers temps du christianisme en Afrique » se fonde donc en somme sur deux séries de documents qui conduisent à des conclusions qui paraissent au premier abord opposées : d'une part les listes épiscopales et les lettres pontificales qui nous laissent l'impression que l'église d'Afrique s'effrite peu à peu et qu'au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle il n'en reste à peu près plus rien, d'autre part une série de textes littéraires et épigraphiques qui nous montrent avec une relative fréquence, pour la même époque, des individus ou des communautés fidèles au christianisme et intégrés dans les cadres de la société musulmane. Pour sortir de cette contradiction apparente on n'a généralement rien trouvé de mieux que d'en supprimer un des termes et de considérer que les allusions faites çà et là aux chrétiens signalaient des cas d'exception qui ne pouvaient que confirmer la règle qu'on s'était faite<sup>1</sup>. Il me paraît difficile de l'admettre et, aussi bien, inutile de s'enfermer dans un dilemme artificiel. Puisque nous ne trouvons point d'évêchés, au témoignage de nos listes, dans des villes où la présence de chrétiens est attestée par les textes, comme, par exemple, Tlemcen, Kairouan, En Gila, nous ne pouvons choisir qu'entre deux hypothèses qui d'ailleurs ne s'excluent pas l'une l'autre : ou bien nos listes épiscopales sont incorrectes et nos lettres pontificales inexactes, ou bien certaines communautés chrétiennes ont laissé tomber en désuétude l'institution épiscopale.

Il est possible que nos listes soient incomplètes. Gummi qui est évêché d'après les lettres de Léon IX, ne figure sur aucune des listes post-byzantines. On hésite cependant à supposer qu'un évêché ait été créé dans une ville ancienne après les premières années du <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle. Il est permis de croire que cette omission n'est pas unique. Mais c'est sans doute la seconde explication qui est le plus souvent la bonne. La Sicile paraît bien avoir conservé une population chrétienne non négligeable jusqu'à l'arrivée des Normands ; l'importance des Mozarabes dans les royaumes musulmans d'Espagne est bien connue et pourtant si l'on consulte pour

1. A partir du <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle, « l'Église d'Afrique, jadis si illustre, était pour ainsi dire réduite à rien ». Ch. DIENI, *L'Afrique byzantine*, pp. 591-592. — « ... cette seconde moitié du <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle, qui vit s'effondrer avec la puissance byzantine l'existence du christianisme dans ce pays ». MESNAGE, *Le Christ. en Afr., déclin et extinct.*, p. 115. — Quant aux évêchés nommés par la liste dite de Léon le Sage, « il s'agit évidemment de titres comme ceux que l'on a, par la suite, appelés *in partibus infidelium* », R. AIGRAIN, *Grégoire le Grand, les États barbares et la conquête arabe*, dans A. FLICHE et V. MARTIN, *Histoire de l'Église*, t. V, p. 229. — On pourrait sans peine allonger la liste...

l'un et l'autre pays les *Series episcoporum*, on verra combien sont peu nombreux les sièges et leurs titulaires durant la domination arabe<sup>1</sup>. Je crois que notre connaissance plus précise de ce qui s'est passé en Espagne peut nous aider à comprendre ce qui s'est passé en Afrique.

Si l'institution épiscopale disparaît, ce n'est point qu'elle soit contestée dans son principe. Au XI<sup>e</sup> siècle encore, les lettres pontificales le montrent bien, les rares évêques africains qui subsistent ont conservé intact ce sens du droit qui a été le legs capital de Rome au monde : ils se soucient des prescriptions canoniques dans les ordinations, les primats continuent de réunir leurs suffragants en conciles, la question de la primauté de Carthage ou des rapports avec Rome ont conservé leur traditionnelle actualité. Quand elle s'est maintenue, l'institution épiscopale demeure donc intacte, mais elle ne survit qu'exceptionnellement, et cela parce que c'est dans l'état musulman une institution périmée. On sait que dans l'Espagne du X<sup>e</sup> siècle les communautés chrétiennes des royaumes islamiques avaient à leur tête des chefs civils responsables appelés *defensor*, *protector*, *comes*, désignés par elles et reconnus par le pouvoir. Elles avaient leur percepteur, ou *exceptor*, leur juge, *ensor* ou *judex* ou encore, comme l'appelaient les musulmans, *qâdî al-nasârâ*, le juge des chrétiens<sup>2</sup>. C'est-à-dire que l'évêque se trouvait, du fait de cette organisation, privé de ce qui était sa raison d'être : la direction de la communauté chrétienne. On s'explique assez bien alors la décadence de l'épiscopat. A l'origine, sans doute le chef civil avait été placé à côté de l'évêque. Mais cette dualité portait en soi les germes de conflits inévitables dans lesquels l'avantage devait naturellement rester au chef civil qui s'appuyait sur l'autorité conquérante. Le jour où dans une ville il ne subsistait qu'une église, l'évêque, dépouillé de ses anciens pouvoirs, se trouvait réduit au rôle de simple desservant. Il suffisait

1. Pour la Sicile, voir M. AMARI, *Storia dei Musulmani di Sicilia*, 2<sup>e</sup> éd., t. II, ch. XI, pp. 456-477. — Pour l'Espagne, F. J. SIMONET, *Historia de los Mozarabes de España*, pp. 120 et ss. D'après ce dernier, 29 évêchés se seraient maintenus dans la partie musulmane de l'Espagne. On verra, dans R. DOZY, *Histoire des Musulmans d'Espagne*, au chapitre intitulé « Les Chrétiens et les Renégats », éd. E. Lévi-Provençal, t. I, pp. 252 et ss. et t. II, pp. 3 et ss., combien les chrétiens de la péninsule étaient mêlés étroitement à la vie des Musulmans. Également : A. BALLESTEROS, *Historia de España*, t. II, pp. 142-153 ; E. LÉVI-PROVENÇAL, *L'Espagne musulmane au X<sup>e</sup> siècle*, pp. 31-37 ; H. PÉTERS, *La poésie andalouse en arabe classique au XI<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1937, pp. 273 et ss.

2. F. J. SIMONET, *op. cit.*, ch. IV, pp. 105 et ss. — E. LÉVI-PROVENÇAL, *L'Espagne musulmane*, p. 37. — A. BALLESTEROS, *op. cit.*, t. II, p. 145.

de couvrir d'un nouveau mot cette fonction nouvelle pour que, de l'ancienne institution, il n'existât plus qu'un souvenir plus ou moins effacé. C'est pourquoi, je crois, pour ma part, qu'on peut voir dans la désignation des chefs civils la cause de la disparition de multiples évêchés et cette hypothèse — car ce n'est qu'une hypothèse mais dont le mérite est d'expliquer à la fois la survivance des chrétientés et la disparition de l'épiscopat, c'est-à-dire de concilier nos textes — elle est valable pour l'Afrique comme pour l'Espagne si l'on démontre dans les communautés africaines l'existence d'une organisation civile analogue à celle des communautés espagnoles<sup>1</sup>.

La preuve de cette existence nous la trouvons dans l'une des inscriptions d'En Gila. Dans sa belle étude sur les *Nouveaux aspects de l'Afrique chrétienne*, M. Jean Gagé, posant la question de l'autonomie administrative des communautés écrivait : « A cet égard, il y a sur une des tombes d'En Gila un détail négligé par l'éditeur, qui me paraît digne d'attention : le titre de *judex* sur l'épithaphe d'un certain Petrus, mort à la soixantaine. Cet ancien n'avait-il pas été à proprement parler le « juge » de la communauté quelque chose comme un « caïd » chrétien, peut-être responsable devant le maître du dehors ? Ou s'agit-il de quelque fonction ecclésiastique ? D'ailleurs on ne peut guère douter, *a priori*, que dans la mesure exacte où elles restaient autonomes, ces communautés n'aient été régies par leurs chefs spirituels<sup>2</sup>. » L'interprétation du texte d'En Gila n'est plus guère douteuse quand on connaît l'organisation des communautés espagnoles à la même époque : le *judex* tripolitain est le correspondant exact du *judex* mozarabe. Ce texte est malheureusement le seul sur lequel nous puissions nous appuyer avec solidité mais je tiendrais volontiers le *senior* dont parle l'une des inscriptions de Kairouan pour un

1. Selon M. AMARI, *op. cit.*, t. II, p. 458, les chrétiens de Sicile, sans former naturellement de corps politique, auraient eu des « magistrats municipaux ». Malheureusement, l'auteur n'appuie son affirmation d'aucune référence et je n'ai pu en retrouver la source.

2. J. GAGÉ, *op. cit.*, t. I, pp. 222-223. — Le texte a été publié par R. PARIBENI, *op. cit.*, dans *Africa Italiana*, t. I, p. 76. En voici les premières lignes :

IN XPI NOMINE IN TUM [ULO JACET COR  
FUS BENE MEMORIE PETRUS KL[ARISSIMUS ?]  
IUDEX, BIXIT IN HOC SOLO ANNOS SE[XA]  
GINTA PLUS MINUS...

M. Gagé note que la qualification de *clarissimus*, si elle était certaine, confirmerait l'importance du titre de *judex*. Réciproquement, la démonstration de l'importance du *judex* étaye la lecture de Paribeni.



personnage analogue, une sorte de doyen qui pourrait être le chef de la communauté locale<sup>1</sup>.

Sur l'organisation ecclésiastique de ces communautés nous ne savons naturellement rien. Les textes ne nous permettent pas d'apercevoir ce qui survit de la hiérarchie. Ils mentionnent uniquement des évêques et des *sacerdotes*. Seule l'une des inscriptions de Kairouan, nomme un lecteur, Firmus, fils de Sisinnius, qui, à l'âge de soixante-cinq ans, n'avait pas dépassé le second des ordres mineurs — en admettant que le mot ait encore conservé en Afrique, à cette époque, le sens qu'il avait à l'époque classique. Il est en tout cas vraisemblable que de nombreuses fonctions ecclésiastiques étaient tombées peu à peu en désuétude mais leur maintien ou leur disparition s'est probablement effectué de façon particulière pour chaque église, en raison de circonstances locales qui nous sont et sans doute nous demeureront à jamais tout à fait inconnues.

Nous ne savons rien non plus de la valeur intellectuelle ou morale de ce clergé. Les évêques connaissaient, au moins certains d'entre eux, un peu de latin puisque c'est dans cette langue que s'échange leur correspondance avec la curie romaine. On peut penser que le clergé n'était pas étranger au maintien de la langue

1. DU CANGE, *Glossarium*, art. *Senior*; M. SESTON, *op. cit.*, pp. 115-116, a retenu deux hypothèses : 1° *senior* = prieur, ce qui conduirait à conclure que le monachisme africain survivait encore au XI<sup>e</sup> siècle. M. Seston a fait valoir, à l'appui de cette thèse, un passage d'al-Bakri, p. 170 qui indique que dans le Ras Addar, c'est-à-dire la région du Cap Bon, il existait de son temps des anachorètes réfugiés là depuis la conquête musulmane. Je ne crois pas qu'on puisse conclure de cela qu'il s'agit de chrétiens. L'érémisme n'était pas, en effet, ignoré des musulmans et nous savons en particulier, par un passage d'al-Idrisi, p. 139, qu'en divers endroits du Zaghwan et dans la montagne du Wâsalât, à deux journées de Tunis, on rencontrait au XII<sup>e</sup> siècle, des ermitages musulmans. — 2° *Senior* = prêtre, ce qui prouverait que la hiérarchie du clergé séculier s'y était conservée. Ni l'une, ni l'autre des deux traductions proposées par M. Seston ne saurait être absolument écartée, mais il me paraît dangereux de placer dans des mots du XI<sup>e</sup> siècle, le contenu qu'ils avaient au VI<sup>e</sup> ou à des époques plus anciennes. Que le *senior* soit, dans certaines règles monastiques des IV<sup>e</sup>, V<sup>e</sup> ou VI<sup>e</sup> siècles, le chef du monastère ou son second, que chez saint Cyprien (*Ep.* 75) ou Victor de Vita (*III*, 67) il soit un prêtre, cela ne prouve pas qu'il soit de même au XI<sup>e</sup> siècle. Notons d'ailleurs que le mot paraît avoir eu, en Afrique, aux IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles, une signification assez imprécise. Le *libellus* du diacre Nundinerius, qui figure dans les *Gesta apud Zenophilum* (cf. P. MONCEAUX, *Histoire littéraire de l'Afrique chrétienne*, t. IV, p. 233), est adressé aux évêques, prêtres, diacres et *seniores*. Le texte étant de 320. Il ne saurait être question de donner au mot *senior* un sens monastique. Il ne saurait s'appliquer non plus aux prêtres déjà mentionnés. Il paraît désigner des clercs d'ordre inférieur aux diacres. C'est peut-être dans le sens général de diacres qu'il faut, par ailleurs, comprendre un passage de Victor de Vita (*III*, 35). Quoi qu'il en soit, je préfère interpréter le mot *senior* en fonction de l'état de choses du XI<sup>e</sup> siècle, tout en reconnaissant le caractère hypothétique de mon interprétation.

latine dans certaines régions du Maghreb oriental, étant donné qu'on ne voit guère d'autre raison à cet attachement attardé qu'un intérêt liturgique. Mais de quel latin s'agit-il ? La lecture des épigraphes dont on a parlé plus haut est assez peu rassurante<sup>1</sup>. La plupart de ces clercs de l'Afrique médiévale ne devaient pas avoir non plus une culture théologique bien approfondie. Mais ne suffisaient-ils pas à des fidèles que nous voyons de plus en plus mêlés à la vie quotidienne de l'Islam, qui parlaient l'arabe, portaient parfois des noms arabes et pour qui la foi dans la religion de Jésus ne devait plus s'encombrer des subtilités ingénieuses qui eussent fait leurs délices à la belle époque des hérésies et des schismes<sup>2</sup> ?

On voit donc que des communautés chrétiennes, formées sans doute de chrétiens très différents de ceux d'autrefois, organisées tout autrement que l'étaient les églises des époques romaine et byzantine, mais, et c'est là le point essentiel, demeurées distinctes au point de vue religieux dans la société musulmane, gardaient encore au XI<sup>e</sup> siècle une importance qu'on a eu tort de minimiser. On comprend cependant assez bien pourquoi on l'a fait : les textes musulmans et chrétiens sont ici d'une involontaire complicité. Les premiers, considérant l'ampleur du triomphe de l'Islam, ont naturellement tendance à négliger ces chrétiens demeurés fidèles. Ibn 'Abd al-Hakam nous dit que dès le début du VII<sup>e</sup> siècle, sous l'administration d'Ismâ'il ben 'Ubayd Allâh (718/9-720), on ne compte plus en Afrique « un seul Berbère qui ne se fût converti à l'Islam »<sup>3</sup>. Un peu plus tard, au milieu du VIII<sup>e</sup> siècle, l'émir 'Abd al-Rahmân assurait le calife que « toute l'Ifrîqiya professait alors l'Islamisme »<sup>4</sup>. Et de leur côté les chrétiens comparant ces modestes communautés à la grande église d'autrefois, ne pouvaient point ne pas noter le désastre et constater avec Léon IX qu'il ne restait plus que « de

1. Notons qu'en dehors des textes épigraphiques dont la langue est, selon le mot de W. Marçais, d'une « abominable barbarie », nous ne possédons pour l'époque qui nous intéresse aucun texte latin d'origine africaine. Toutefois, le fait que les sept lettres pontificales adressées au cours du XI<sup>e</sup> siècle à des membres du clergé ou à des souverains africains sont rédigées en latin, semble impliquer, comme le remarque le même auteur, « la connaissance de cette langue chez les destinataires ».

2. Cf. W. MARÇAIS, *Comment l'Afrique du Nord a été arabisée*, dans *Annales de l'Institut d'Études orientales*, t. IV, 1938, pp. 122, et particulièrement pp. 7 et ss. Également G. MARÇAIS, *La Berbérie au IX<sup>e</sup> siècle d'après El-Ya'qûbî*, dans *Revue Africaine*, 1941, p. 47.

3. IBN 'ABD AL-HAKAM, p. 107.

4. AL-NUWAIH, t. I, p. 357.

rare brebis, victimes quotidiennes, où jadis se réjouissait l'innombrable troupeau du Seigneur »<sup>1</sup>.

Plusieurs événements ont contribué à faire disparaître ces dernières chrétientés indigènes. C'est d'abord l'invasion hilalienne qui, au milieu du XI<sup>e</sup> siècle, a ravagé une grande partie du Maghreb oriental. Mais je crois, contrairement à M. Seston, que le passage des Bédouins n'est qu'un facteur de second ordre en la matière. Naturellement les communautés ont connu au même titre que les autres populations de l'Afrique les misères de leur présence, mais ces pillards ignorants ne semblent pas avoir montré l'intolérance des persécuteurs et, d'ailleurs, il ne faut pas oublier le caractère local de leur domination.

C'est principalement la conquête almohade et accessoirement la conquête normande qui ont porté les derniers coups à l'ancienne église d'Afrique, l'une et l'autre au milieu du XII<sup>e</sup> siècle. « On peut admettre qu'en 1159, écrit M. Robert Brunschvig, 'Abd al-Mu'min persécuteur des non-musulmans détruisit à Tunis, comme il fit ailleurs, les derniers restes de la chrétienté... Il y a donc là, vers le milieu du XII<sup>e</sup> siècle, une coupure nette : les éléments chrétiens que nous allons rencontrer maintenant chez les Hafsides n'ont rien de commun, ni par leur origine, ni par leur nature, ni par leur statut, avec l'ancienne chrétienté locale disparue. Ils sont tous gens venus du dehors à une date récente et continuent, pour la plupart, à faire figure d'étrangers<sup>2</sup>. » Rien n'est plus exact. La politique de conversion d'Abd al-Mu'min est attestée par les textes. Lorsque les chrétiens de Mahdiya vinrent lui offrir de capituler sous réserve de la vie et de leurs biens, il les engagea purement et simplement à se convertir à l'Islam<sup>3</sup>. A Tunis il fit massacrer ceux qui refusaient de se faire musulmans<sup>4</sup>. Rien n'autorise à croire que nous sommes là en présence de manifestations exceptionnelles de ce prosélytisme énergique et qu'il en est allé autrement dans le reste du Maghreb, tout entier soumis à la domination almohade.

Il faut aussi faire sa part à la conquête normande qui eut, en la matière, des répercussions inattendues. Profitant des difficultés

1. LÉON IX, *Ep.*, dans *P. L.*, t. CXLIII, col 729.

2. R. BRUNSCHVIG, *La Berbérie orientale*, t. I, p. 430. Le P. MESNAGE, *Le Christ en Afr.*, *déclin et extinct.*, pp. 211 et ss., a bien vu également l'importance de cette coupure.

3. AL-TIJANI, t. I, 1853, p. 400.

4. *Ibid.*, p. 397.

rencontrées en Italie par Guillaume I<sup>er</sup> au cours des années 1155 et 1156, les musulmans de certaines villes du littoral africain se révoltèrent contre la domination sicilienne et massacrèrent les chrétiens<sup>1</sup>. On peut penser qu'ils ne distinguèrent pas entre les conquérants et les indigènes et il est bien vraisemblable que certaines communautés disparurent dans l'affaire. Et lorsque peu après, au lendemain de la prise de Mahdiya par 'Abd al-Mu'min, en 1160, les populations des autres villes côtières se soulevèrent en faveur des Almohades, il est bien probable que le même fait se reproduisit<sup>2</sup>. Les communautés africaines n'étaient point de force à résister à ces rudes et multiples épreuves. Seules quelques chrétientés du sud tunisien subsistèrent. Cette fois-ci le monde berbère tout entier était vraiment islamisé.

[Sera continué.]

Christian COURTOIS.

1. IBN AL-A'IR, pp. 578 et ss. — F. CHALANDON, *Histoire de la domination normande en Italie et en Sicile*, t. II, pp. 236-241.

2. AL-TIJA'NI, t. XX, 1852, p. 111.

## MÉLANGES

---

### L'ÉDIT D'AVRIL 1704 ET L'ÉRECTION EN TITRE D'OFFICE DES SUBDÉLÉGUÉS DES INTENDANTS

(Fin<sup>1</sup>)

---

L'édit donné à Versailles au mois d'avril 1704 et portant création en titre d'offices formés et héréditaires de « Conseillers subdélégués des sieurs Intendants et Commissaires départis dans les provinces et généralités du Royaume » constitue le texte fondamental du statut des subdélégués. Il fut complété par de très nombreux arrêts du Conseil qui interprétèrent ou précisèrent dans le détail certaines de ses clauses ; mais ses dispositions essentielles ne furent pas modifiées. Il mérite d'être étudié de près car c'est lui qui, en fait jusqu'à la Révolution, a fixé les attributions et le rôle des subdélégués.

Il contient dès les premières lignes du préambule la reconnaissance explicite du concours indispensable que les subdélégués prêtent aux intendants<sup>2</sup>. Vient ensuite l'aveu de l'importance qu'ont prise ces auxiliaires des intendants, importance qui justifie la création des offices : « le ministère de ces emplois est devenu si important et les fonctions si étendues que nous avons jugé à propos de revestir ceux qui les exerceront à l'avenir, *d'un caractère qui, d'une part leur donne le relief et l'autorité nécessaires pour le bien de notre service, et de l'autre les engage à s'acquitter de leurs devoirs avec plus d'honneur et de désintéressement* ». Quand on connaît les difficultés multiples et incessantes avec lesquelles les subdélégués, et par suite les intendants, étaient aux prises pour l'exécution des ordres du roi<sup>3</sup> ; les plaintes de plusieurs intendants sur le ralentissement du zèle de leurs subdélégués<sup>4</sup>, il apparaît hors de doute que l'objet essentiel de

1. Cf. *supra*, p. 24.

2. « Le grand nombre d'affaires dont les intendants et Commissaires départis pour l'exécution de nos ordres dans les provinces et Généralités du Royaume se trouvent chargés nous a obligé, dit le Roi, de leur permettre de choisir dans tous les lieux de leurs départements où ils le jugeraient nécessaire des subdélégués pour travailler sous leurs ordres à tout ce qui concerne notre service. »

3. Cf. ci-dessus, pp. 4, 6 et sq.

4. *Ibid.*



l'édit est de satisfaire au vœu général des intendants en donnant aux subdélégués « plus de relief et d'autorité » et en encourageant leur zèle pour le service de Sa Majesté.

Le siège et le ressort des nouveaux officiers sont indiqués par l'édit mais d'une manière très large. Il est « créé et érigé en titre d'office formé et héréditaire un Conseiller [du Roi] subdélégué des sieurs Intendants et Commissaires départis... dans chacun chef-lieu des Élections des Pays taillables, et dans chacun des Évêchez ou Bailliages des Pays d'États, même dans les autres villes principales où il en a été établi jusqu'à présent, ou dans lesquelles l'établissement en paraîtra nécessaire » au Roi. C'est dire que, pratiquement, il pourra être établi des subdélégués partout où les intendants et le Contrôleur général le jugeront nécessaire ou seulement utile.

Il ne pouvait guère en être autrement. Nous avons signalé ailleurs combien variait la pratique des intendants quant au nombre de leurs subdélégués<sup>1</sup>. Or par l'édit qui légalisait une situation de fait le Contrôleur général n'entendait pas obliger les intendants à se priver du concours de subdélégués déjà en fonctions. Les circonstances pouvaient d'autre part rendre nécessaire l'établissement de subdélégués où il n'en existait pas encore et c'est pourquoi l'édit ménageait l'avenir. En fait les facilités les plus grandes furent accordées aux intendants et au traitant pour l'application de l'édit et généralement il fut créé un office de subdélégué partout où il se trouva un acquéreur.

L'édit maintient nettement les nouveaux officiers dans la dépendance des intendants dont ils relèvent. D'abord par leurs fonctions. Les subdélégués « recevront dans leur département toutes les Requestes adressées auxdits sieurs Intendants et Commissaires départis auxquels ils les enverront le plutôt que faire se pourra, avec les éclaircissements et instructions nécessaires et leur avis, et, dans les cas qui le requerront, dresseront leurs procès-verbaux qu'ils leur enverront aussi avec leurs avis; recevront pareillement tous les ordres qui leur seront adressez par lesdits sieurs Intendants et Commissaires départis pour les choses concernant notre service, dit le Roi; les enverront aux maires, échevins, Consuls ou Syndics des Communautés et tiendront la main à leur exécution ». Ils « assisteront lesdits sieurs Commissaires départis dans les départements des Tailles et autres impositions et s'instruiront le plus exactement que faire se pourra de l'état de chacune des Paroisses de leurs départements et de toutes les affaires qui les concernent pour leur en rendre compte ». L'édit, là encore, donne la sanction légale à la pratique existante. Il est curieux de constater qu'il restreint plutôt qu'il ne les élargit les attributions des subdélégués. Il en fait uniquement des agents d'information

1. Cf. *Revue d'Histoire moderne*, sept.-décembre 1937; notre art. cit., p. 352.

et de transmission alors que, depuis longtemps, dans la plupart des généralités, les subdélégués rendaient des jugements et prenaient des ordonnances. Il ne leur accorde le pouvoir de prendre aucune décision et tout leur rôle consiste à préparer ou à exécuter celles de l'intendant ou les ordres du Roi : il faut voir là, encore sans doute, un reste de défiance à l'égard des subdélégués et la crainte persistante qu'ils ne commettent des abus de pouvoir<sup>1</sup>. Sur un point particulier l'autorité des subdélégués est nettement renforcée ; il s'agit du « département des tailles » où leur intervention, relativement récente, soulevait de nombreuses oppositions des collecteurs ou receveurs des tailles, des élus, des trésoriers de France ou des Cours des Aides. L'édit précise qu'« auxdits départements » des tailles, les subdélégués « auront rang et séance immédiatement après les trésoriers de France ». Mais il faut noter que dans ce domaine encore les subdélégués ne font qu'« assister » les Commissaires départis<sup>2</sup>.

L'activité des subdélégués est ainsi, dans tous les domaines, soumise au contrôle de l'intendant et maintenue dans la dépendance de son autorité. C'est de l'intendant également que relève, en théorie du moins, le choix des nouveaux officiers. L'édit le porte en termes exprès : il « sera par nous, dit le Roi, pourvu ausdits offices de personnes capables que nous choisirons entre ceux de nos sujets qui nous seront présentent par lesdits sieurs Intendants et Commissaires départis ». Dans l'application, ce droit absolu de présentation par l'intendant comportera sans doute quelques exceptions mais il restera, en règle générale, respecté<sup>3</sup>.

Enfin c'est entre les mains des intendants que les acquéreurs des nouveaux offices, quelle que soit leur origine, « prêteront le serment requis et accoutumé ».

Mais l'édit, s'il les maintient sous l'autorité des intendants, n'en fait pas moins des subdélégués, des officiers importants et privilégiés.

Le « rang et séance » qui leur est accordé dans les diverses juridictions de leur siège les met presque toujours au premier plan<sup>4</sup>.

« Dans les présidiaux, Bailliages et autres Justices royales ordinaires des villes de leur établissement, ensemble dans les Élections et Greniers à sel » les subdélégués doivent avoir « rang, séance et voix délibérative » « tant aux audiences qu'aux chambres du Conseil après le Doyen » des

1. Arch. Marne, C. 1180.

2. L'édit ne mit d'ailleurs pas fin aux oppositions signalées. Un arrêt du Conseil du 5 juillet 1707 dut à nouveau permettre aux Intendants de commettre leurs subdélégués pour faire procéder en leur présence à la confection des rôles des tailles dans les paroisses où ils le jugeraient nécessaire (Arch. Nat., E 7824).

3. Nous prions le lecteur de bien vouloir se reporter, pour ce qui concerne le recrutement des subdélégués, à notre étude publiée dans : *Revue historique de droit français et étranger*, décembre 1943, pp. 201 et sq.

4. Rappelons qu'au département des tailles ils ont rang et séance immédiatement après les Trésoriers de France.

Conseillers. S'ils ont, à d'autres titres, dans un ou plusieurs de ces différents sièges, un rang supérieur à celui qui leur est accordé en qualité de subdélégués, ils le conservent naturellement. Les acquéreurs des offices de subdélégués tiendront à ce que la clause de l'édit relative à leur « rang et séance » soit respectée et ce sera la source de nombreux conflits ou difficultés avec les autres officiers des différentes juridictions<sup>1</sup>.

L'édit spécifiait pourtant, afin d'éviter querelles ou conflits, que les subdélégués ne pourraient prendre « aucune part aux Rapports ni aux Épices des procès » dans les différents sièges, « si ce n'est qu'ils fussent d'ailleurs officiers desdits sièges ; auquel cas, précise l'édit, ils continueront leurs fonctions ». Quant à leurs fonctions propres l'édit portait que les subdélégués ne « pourront en aucuns cas prendre aucunes Épices ni vacations ». Il différait en cela de la proposition du sieur Caquez qui prévoyait l'attribution, dans plusieurs cas, de droits aux subdélégués. On sent, ici encore, le souci de prendre des précautions à l'égard des subdélégués pour éviter les abus possibles de leur part.

Pour « les mettre en état de remplir leurs fonctions avec le désintéressement nécessaire » et justifier l'interdiction de prendre « aucunes épices ni vacations », il était attribué aux subdélégués « des gages au denier dix de leur finance », ce qui constituait alors des conditions relativement avantageuses. L'édit prévoyait que « pour faire le fonds desdits gages » il serait « à l'avenir imposé et levé dans toutes les provinces et Généralitez (du) Royaume par augmentation sur les deniers de la Taille, subventions, Fouages et autres impositions ordinaires, un denier par livre » qui devait demeurer « affecté par préférence au paiement des gages » des nouveaux officiers. En plus de leurs gages les subdélégués devaient jouir « de l'exemption, tant de Tailles, Ustensile et de toutes autres impositions, que de logemens de gens de guerre, Collecte, Tutelle, Curatelle et autres charges publiques ». Ils avaient droit en outre à « un minot de franc-salé chacun ». C'étaient là des privilèges considérables qui assimilaient les subdélégués, presque partout, aux officiers les plus importants. Il est intéressant de noter que leur édit de création mettait tous les subdélégués sur un pied d'égalité absolue quelle que fût leur résidence<sup>2</sup>.

Les subdélégués établis dans les petites localités se trouvaient nette-

1. Cf. *Revue historique de droit français et étranger*, décembre 1942, notre article sur l'installation des subdélégués dans leurs offices.

2. Il n'en allait généralement pas de même pour la plupart des créations. C'est ainsi par exemple que l'édit d'octobre 1699 portant création des Lieutenants généraux de police établissait une différence entre ceux qui seraient installés dans les villes où il y avait « Parlement ou autres Cours Supérieures » et les autres : les premiers avaient droit à un minot de franc-salé et les seconds à un demi-minot seulement. Cf. J. RICOMMARD, *La lieutenance générale de police à Troyes au XVIII<sup>e</sup> siècle*, chap. I, p. 11.

ment avantagés par rapport à la plupart des autres officiers du même lieu<sup>1</sup>.

Les subdélégués devaient avoir « leurs causes Commises au Baillage ou autre siège royal le plus prochain des villes de leur établissement » dont mention serait faite « dans leurs quittances de Finance et Provisions ». Si l'on se rappelle que les subdélégués avaient entrée, rang et séance, précisément dans les sièges royaux de leur ressort, on considérera que c'était encore pour eux un avantage appréciable ; ajoutez à cela que la plupart des subdélégués avaient des parents ou alliés dans presque toutes les juridictions des villes de leur établissement<sup>2</sup> ; que les subdélégués eux-mêmes pouvaient être — et étaient très souvent en fait — officiers dans les présidiaux, bailliages ou autres sièges, et vous comprendrez quelle pouvait être leur influence dans la juridiction à laquelle leurs causes étaient commises.

Les offices de subdélégués pouvaient, en effet, aux termes de l'édit de création, être acquis « sans incompatibilité d'aucuns autres offices ou emplois » dont les futurs acquéreurs étaient « relevés » et « dispensés ».

Enfin l'édit stipulait qu'après avoir prêté serment par-devant l'intendant et avoir été par lui reçus et installés en leur office les subdélégués seraient aussitôt « installés sans frais dans les sièges » où ils auraient entrée, rang et séance.

Une dernière disposition de l'édit, destinée à encourager les bailleurs de fonds aux futurs acquéreurs, précisait « que ceux qui prêteront leurs deniers pour l'acquisition desdits offices [auront] un privilège spécial sur iceux ». Le trésorier des revenus casuels devrait, « à cet effet » faire mention du nom des prêteurs dans les quittances de finance délivrées aux acquéreurs. L'examen des documents confirme que cette clause fut fréquemment appliquée.

Telles sont dans leur ensemble les dispositions de l'édit de création des subdélégués qui devait être, pour son exécution, enregistré à la Chambre des Comptes, à la Cour des Aides et au Parlement de Paris où il le fut, effectivement, à la requête du Procureur général dès le 25 avril. Les rédacteurs de l'édit avaient eu visiblement une double préoccupation : « distinguer » les subdélégués, renforcer leur autorité, et, en même temps, empêcher tout abus de leur part. Ils espéraient bien avoir satisfait à ces exigences quelque peu contradictoires, si l'on en croit Fleuriau d'Armenonville, qui écrivait en ces termes, le 2 mai 1704, à l'intendant de Champagne d'Harouys<sup>3</sup> : « je vous envoie les imprimez d'un édit par lequel le Roy a créé en titre des subdéléguez de MMrs les Intendants. Je crois que vous trouverez qu'on y a pris toutes les précautions nécessaires pour empê-

1. Le sieur Caquez avait proposé d'attribuer aux subdélégués des gages « à proportion de la finance et de la grandeur des villes ».

2. Arch. Nat., O 1 48 à 50.

3. Arch. Marne, C 1180.

*cher l'abus que ces officiers pourraient faire du pouvoir de leurs charges et leur donner en même temps le relief et la considération qu'ils doivent avoir pour le bien du service et la prompte exécution des ordres qu'ils recevront*. Intendants et subdélégués virent surtout dans l'édit « le relief et la Considération » qu'il donnait aux subdélégués et les abus de pouvoir de ces derniers ne pouvaient, tout comme par le passé, être prévenus ou réprimés que par un contrôle actif et précis des intendants.

Les dispositions nécessaires furent très rapidement prises en vue d'une application effective de l'édit de création. Dès le 15 avril, le Conseil arrêta le « Résultat de la finance »<sup>1</sup> qui devait provenir de la vente des offices des subdélégués, et dont était chargé le traitant Antoine Dagincourt « bourgeois de Paris ». Le même jour un arrêt du Conseil rendu à Versailles ordonnait que l'édit serait exécuté selon « sa forme et teneur » et que le recouvrement de la finance qui devait en provenir serait fait à « la poursuite et diligence » dudit « d'Agincourt ». Les intendants étaient invités à tenir la main à l'exécution de l'arrêt. Une note de M. d'Armenonville, en date du 29 avril, ordonne que : « M. Dujardin recevra pour signer le cautionnement du traité des subdélégués des Intendants les sieurs Buisson, Richer et Bonnevie. » Ceux-ci comparaissent, le lendemain 30 avril, au « Greffe du Conseil d'État » et font « leur soumission au pied du Résultat du Conseil » du 15 avril.

Dès les premiers jours de mai le traitant Dagincourt constitue dans les différentes généralités des procureurs généraux pour procéder en son nom à la vente des offices de subdélégués.

M. d'Armenonville de son côté envoie le 2 mai aux intendants des exemplaires imprimés de l'édit d'avril qu'il accompagne d'instructions détaillées sur la manière de l'appliquer.

La vente effective des offices commença au début de juin et les premières quittances de finance dont nous ayons trouvé trace sont du 18 juin 1704<sup>2</sup>.

L'application de l'édit d'avril posa un certain nombre de problèmes qui provoquèrent diverses mesures destinées à le compléter ou à l'interpréter. Les textes complémentaires de l'édit de création sont assez nombreux, mais presque tous datent de 1704. Ils peuvent se classer en deux catégories : les uns contiennent des mesures d'ordre général applicables à l'ensemble du royaume ; les autres édictent des mesures particulières destinées à adapter les dispositions de l'édit aux diverses situations provinciales ou locales.

Une première question soulevée par plusieurs intendants, et en parti-

1. Arch. Nat., E 743<sup>A</sup> ; G 7 1495, 1496.

2. Arch. Marne, C 2515 ; Arch. Nat., E 746<sup>A</sup> et P 3681.



culier par l'intendant de Champagne d'Harouys<sup>1</sup>, était relative au fonds des gages des subdélégués. L'édit de création avait ordonné l'augmentation d'un denier pour livre sur la taille et autres impositions ordinaires pour constituer ce fonds. Le 2 mai 1704, Fleuriau d'Armenonville écrivait aux intendants à ce sujet<sup>2</sup> : « Voyez si vous pouvez faire dès cette année l'imposition du denier pour livre qui doit servir de fonds à leurs gages, sinon le fonds en sera fait par doublement l'année prochaine. » Mais le fonds des gages des subdélégués serait-il constitué par un denier pour livre d'augmentation de la taille pour chaque généralité ou pour l'ensemble du royaume ? Autrement dit, y aurait-il un fonds général ou une série de fonds particuliers, à raison d'un par généralité ? La question était importante, car il pouvait arriver que dans telle ou telle généralité le denier pour livre fût insuffisant pour assurer le paiement des gages des subdélégués. Dès le 5 mai l'intendant d'Harouys la posait à Fleuriau d'Armenonville<sup>3</sup>. Le 14 du même mois celui-ci faisait une réponse très nette qui ne laissait place à aucun doute : il serait constitué un fonds unique des gages des subdélégués pour l'ensemble du royaume<sup>4</sup>. « Ce n'est pas seulement, écrivait-il, sur le denier pour livre de la taille qui s'y<sup>5</sup> lève que doit estre pris le fonds des gages de ces officiers, mais sur le denier pour livre de la taille qui se lève dans toute l'étendue du Royaume et dont le Recouvrement se fera au profit du Roy conjointement avec la taille ». Il précisait que les gages des subdélégués seraient, conformément à l'édit de création, « employez à raison du denier dix de leur finance dans les estats des finances de leurs généralitez » et « payez en la manière ordinaire par les Receveurs des tailles ». Ces précisions devaient, estimait-il, donner tous apaisements aux futurs acquéreurs<sup>6</sup>. Il subsistait pourtant chez les acquéreurs éventuels des craintes qui retardaient la vente des offices des subdélégués. Le calcul des gages au denier dix du montant total de la finance à laquelle étaient évalués ces offices pour l'ensemble du royaume permettait de penser que le denier pour livre de la taille serait insuffisant pour en assurer le paiement. Aussi « Sa Majesté ayant esté... informée que le produit de ce denier » n'était « pas suffisant pour remplir entièrement le produit des Gages » des subdélégués, un arrêt du Conseil, rendu à Versailles le 1<sup>er</sup> juil-

1. Arch. Marne, C 1180.

2. Id.

3. Arch. Marne, C 1180. Cette lettre, comme du reste les autres lettres adressées à Fleuriau d'Armenonville, ne se trouve ni dans les Arch. dép. de la Marne, ni aux Arch. Nat. dans la *Correspondance des Intendants*. Nous connaissons son existence et sa date par la réponse de Fleuriau d'Armenonville.

4. Id.

5. « Dans votre département. »

6. « Ainsi, vous voyez, terminait-il, que ceux qui penseront à l'acquisition de ces offices ne doivent avoir aucune inquiétude du fonds sur lequel leurs gages leur seront assignez. »

let 1704 sur le rapport du Contrôleur général Chamillart, eut pour objet d'y pourvoir<sup>1</sup>. Il ordonnait, en conséquence, « que le fonds des gages attribuez par l'Édit du mois d'avril » précédent, « à ceux qui seront pourvus desdits offices de subdélégués, sera employé en entier dans les États des Recettes générales des finances, indépendamment du denier pour livre qui doit estre imposé par augmentation sur la taille et autres impositions ordinaires ». La question du fonds des gages des subdélégués était ainsi définitivement réglée.

Le même arrêt du Conseil du 1<sup>er</sup> juillet 1704 visait également à « augmenter les privilèges portez par l'Édit de création » des subdélégués « afin de donner lieu auxdits officiers de s'acquitter avec plus de zèle et de désintéressement des fonctions qui leur sont attribuées ». Il les confirmait dans les privilèges et exemptions qui leur avaient été accordés antérieurement et il leur en concédait de nouveaux. Les subdélégués devaient jouir en vertu de cet arrêt « de l'exemption du droit de franc-fief, du ban et arrière-ban, de la contribution à iceux et de la nomination de Tutelle ». Une autre clause, d'intérêt plus immédiat peut-être, précisait que les subdélégués « ne pourront estre augmentez à la Capitation pour raison desdits offices et qu'ils demeureront confirmez dans l'hérédité d'iceux sans qu'ils soient tenus de payer à l'avenir, pour raison de ce, aucune taxe ny supplément de finance, dont en tant que besoin » Sa Majesté les déchargeait. Nous savons aujourd'hui ce que valaient de pareilles promesses dans les dernières années du règne de Louis XIV et les subdélégués eux-mêmes devaient en faire l'épreuve au cours de leur brève existence. Mais il n'en est pas moins vrai que, l'arrêt du Conseil du 1<sup>er</sup> juillet devait, tant par la garantie du paiement de leurs gages que par l'octroi de nouveaux privilèges, encourager les acquéreurs et accélérer le débit des offices des subdélégués<sup>2</sup>.

La question du rang attribué aux subdélégués nécessita également des précisions. L'édit d'avril 1704 avait ordonné que les subdélégués auraient rang, séance et voix délibérative dans les différents sièges de « justices royales ordinaires » des villes de leur établissement, ainsi que dans les Élections et Greniers à sel, « après le Doyen des Conseillers auxdits sièges ». Mais « sous prétexte que par ledit Édit » il n'était « pas expressément porté » qu'ils en jouiraient « immédiatement après le Doyen » « plusieurs officiers, entr'autres les honoraires », pouvaient « leur contester ce

1. *Arch. Nat.*, E 746 A, et AD + 633. L'arrêt est signé sur la minute : Phelypeaux, de Beauvillier et Chamillart.

2. *Arch. Marne*, C 1180. C'était en tout cas l'avis de Fleuriau d'Armenonville qui, en annonçant à l'intendant d'Harouys l'envoi d'exemplaires imprimés de l'arrêt, lui écrivait : « Il n'y a pas lieu de douter que ces nouveaux privilèges ne facilitent extrêmement le débit de ces offices. Ainsi je vous prie de faire publier cet arrest dans votre département et de tenir soigneusement la main à son exécution. »

rang » et le leur contestaient effectivement. Un arrêt du Conseil, rendu à Versailles le 22 juillet 1704 sur le rapport de Fleuriau d'Armenonville<sup>1</sup>, « Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Directeur des finances », mit fin à ce trouble et régla définitivement le rang des subdélégués « en précisant qu'ils auraient rang, scéance et voix délibérative dans les Présidiaux, Bailliages et autres juridictions royales, mesme dans les Prevostez, et ce tant aux audiences qu'aux Chambres du Conseil, et aux sièges de Police, conjointement avec les Conseillers qui seront de service, et *immédiatement* après le doyen des Conseillers ausdits Sièges ». Aux juridictions énumérées dans l'édit de création l'arrêt ajoutait ainsi les prévôtés et les sièges de police où l'installation des subdélégués avait, en différents endroits, soulevé des difficultés<sup>2</sup>. Une autre disposition de l'arrêt du Conseil précise « que ceux » des subdélégués « qui seront graduez jouiront des *mesmes* rang et scéance et auront voix délibérative dans les *affaires criminelles*, tant à la charge de l'appel qu'autrement, et pourront assister en robe et en bonnet, mesme avec la robe rouge aux jours de cérémonie dans les Présidiaux où les officiers ont le droit de la porter ». Les subdélégués se trouvaient ainsi complètement assimilés aux officiers des différentes juridictions et l'arrêt du 22 juillet devait, à ce point de vue, susciter de vives jalousies.

Le même arrêt enfin règle le rang que les subdélégués « doivent avoir dans les assemblées et cérémonies publiques »<sup>3</sup>. Il ordonne « que lesdits subdélégués auront rang de Particulier à particulier, avant les maires et autres officiers des villes de leur département, et, dans les villes où la justice appartient à des seigneurs particuliers, avant les juges desdits seigneurs ». L'application de cet arrêt, « dans lequel Sa Majesté explique plus particulièrement ses intentions »<sup>4</sup> sur la séance et le rang des subdélégués devait provoquer de nombreuses et tenaces oppositions. Mais les intendants furent invités par Fleuriau d'Armenonville à « tenir la main à ce qu'il [fût] *ponctuellement* exécuté » et ses dispositions furent respectées, même dans les terres de l'apanage du duc d'Orléans. Aussi cet arrêt qui assurait aux subdélégués une situation exceptionnellement privilégiée contribua-t-il particulièrement à accélérer la vente des nouveaux offices<sup>5</sup>.

Plusieurs autres arrêts du Conseil se proposèrent d'encourager les acquéreurs des offices de subdélégués en leur accordant diverses garanties.

Dans la plupart des généralités des difficultés sérieuses naissaient lorsque les offices n'avaient pas été acquis par ceux qui précédemment

1. Arch. Nat., E 746 C, et AD + 633. L'arrêt est signé sur la minute : Phelypeaux, de Beauvillier, Fleuriau et Chamillart.

2. Cf. art. cil. de la *Revue historique de droit français et étranger*, décembre 1942, pp. 80-82.

3. Arch. Marne, C 1180.

4. Arch. Marne, C 1180.

5. L'arrêt fut envoyé aux intendants le 7 août 1704. Arch. Marne, C 1180.

en exerçaient les fonctions par Commission de l'intendant. De nombreuses plaintes parvenaient au roi à ce sujet. « Sa Majesté » était « informée que plusieurs de ceux qui » avaient « exercé ces emplois par Commission » mettaient « tout en œuvre pour retenir les affaires qui leur » avaient « été cy-devant renvoyées » et entreprenaient ainsi « sur les fonctions des subdélégués titulaires »<sup>1</sup>. Un arrêt du Conseil rendu à Versailles le 25 novembre 1704, sur le rapport de Fleuriau d'Armenonville, visa à « y pourvoir » et à « faire cesser les difficultez et contestations qui pourroient survenir à ce sujet ». En conséquence, par cet arrêt, « Sa Majesté ordonne que ceux qui ont exercé les fonctions de subdélégués par Commission seront tenus de remettre à ceux qui se sont fait pourvoir desdits offices, les requestes, mémoires et pièces concernant les affaires que les Sieurs Intendants et Commissaires départis dans les généralitez et provinces du Royaume leur auront renvoyées, ensemble les ordres concernant le service de Sa Majesté, pour pouvoir par lesdits titulaires tenir la main à leur exécution ». L'arrêt fait en outre « deffenses aux subdélégués par Commission et à tous autres de s'immiscer en quelque sorte et sous quelque prétexte que ce soit dans les fonctions attribuées aux offices de subdélégués auxquels il aura été pourveu ». Il prévoit contre les contrevenants une « peine de mil livres d'amande applicable moitié au profit des hospitaux des lieux où lesdits subdélégués seront établis et l'autre moitié au profit des subdélégués en titre »<sup>2</sup>. Cet arrêt fut envoyé aux intendants le 10 décembre 1704 par Fleuriau d'Armenonville qui leur recommandait de prendre « la peine de le faire publier » chacun dans leur département « et de tenir soigneusement la main à ce qu'il soit exécuté ». En fait les difficultés ne cessaient que lorsque les charges de « subdélégués en titre » étaient acquises par les « subdélégués par Commission ».

Un arrêt du Conseil des Finances du 14 avril 1705 pris à la requête du traitant Dagincourt et sur le rapport de Fleuriau d'Armenonville<sup>3</sup> se proposa également « de faciliter le débit » des offices des subdélégués en accordant « aux acquéreurs un delay convenable pour se faire recevoir après l'obtention de leurs provisions » et en leur garantissant la jouissance de leurs gages pendant ce délai. « La plupart de ceux qui ont acquis ou qui se proposent d'acquérir les offices de subdélégués », exposait M<sup>e</sup> Antoine Dagincourt, « en remplissent actuellement les fonctions par Commission » ; et « ainsy estant occupez à la levée de la milice, et à l'exécution des ordres dont ils sont chargez pour le service du Roy, ils ne peuvent sitost se rendre auprès desdits sieurs Intendants pour se faire recevoir et prester le

1. Arch. Nat., E 750 B.

2. Arch. Nat., E 750 B.

3. Arch. Nat., E 755 A. L'arrêt rendu à Versailles est signé : Phelypeaux, de Beauvillier, Fleuriau et Chamillart.

serment ». Or les « attaches »<sup>1</sup> aux bureaux des finances portaient justement alors, que les subdélégués ne seraient payés, ainsi que le spécifiaient leurs lettres de provisions, « des gages et droits appartenant » à leurs offices « qu'à commencer du jour et datte » de leur réception par devant l'intendant. Faisant droit à la requête du traitant l'arrêt ordonnait donc que « les acquéreurs des offices de subdélégués » seraient « payez de leurs gages du jour de leurs provisions pourvu qu'ils aient esté receus aux dits offices dans les six mois de la date d'icelles ». Toutes lettres nécessaires devaient être expédiées pour l'exécution de l'arrêt.

Un autre arrêt du Conseil des Finances du 9 juin 1705<sup>2</sup>, rendu également à la requête du traitant Dagincourt et sur le rapport de Fleuriau d'Armenonville, protégea les acquéreurs des offices de subdélégués contre les exigences des bureaux des finances. Un arrêt du 15 avril 1704 avait fixé différents droits qu'auraient à acquitter les subdélégués ; mais il ne parlait pas des bureaux des finances. Or « les pourvus desdits offices » étaient obligés « pour le payement de leurs gages » d'obtenir « l'attache » des « Présidens et trésoriers de France »<sup>3</sup> des bureaux des finances de leurs généralités respectives, c'est-à-dire « de faire enregistrer leurs provisions aux greffes » de ces bureaux.

Les officiers des bureaux des finances en profitaient pour demander « des sommes excessives pour cet enregistrement », ce qui, expliquait le traitant dans sa requête, retardait la vente des offices de subdélégués<sup>4</sup>. Le Conseil, sur le rapport de Fleuriau d'Armenonville, limita les prétentions des bureaux des finances. Il décida « que les pourvus des offices de subdélégués » paieraient « pour tous droits d'enregistrement de leurs provisions, aux greffes des bureaux des finances y compris ceux des greffiers, six deniers pour livre du montant de leurs gages, sans néanmoins que ledit droit puisse excéder la somme de vingt-cinq livres, ny estre moindre de trois livres ». Après cette réserve qui maintenait les droits d'enregistrement dans des limites raisonnables, l'arrêt contenait « deffenses » aux officiers des bureaux des finances d'exiger des subdélégués plus forte somme « à peine de concussion ».

Les différents arrêts du Conseil que nous venons d'analyser s'appliquent à l'ensemble du royaume. Ils sont relativement peu nombreux, mais il en est beaucoup d'autres, qui ont pour objet d'adapter les dispositions générales de l'édit à des situations particulières, locales ou individuelles. Ils mettent en relief combien la situation des subdélégués

1. Arch. Marne, C 2515.

2. Arch. Nat., E 757<sup>a</sup> (arrêt rendu à Versailles et signé : Phélypeaux, de Beauvillier, Fleuriau et Chamillart).

3. Arch. Marne, C 2515.

4. Arch. Nat., E 757<sup>a</sup>.



variait d'une province à l'autre et combien l'administration monarchique était loin d'être uniforme, même à la fin du règne de Louis XIV.

\* \* \*

L'érection en titre d'office des « subdélégués de MM. les intendants », a été une mesure dont il convient de ne pas exagérer, ni sous-estimer l'importance.

On n'a vu parfois dans l'édit d'avril 1704, qu'un « recours au vieil expédient des créations et des ventes d'offices ». « La transformation des emplois de subdélégués en offices » n'aurait été « inspirée que par la seule détresse financière » et « le souci de l'opportunité administrative » n'y serait point intervenu<sup>1</sup>.

Nous pensons que c'est là ne voir qu'un côté de la question. Que le souci de procurer au Trésor royal « un secours immédiat » ait entraîné l'adhésion du Contrôle général à la création, nous l'avons suffisamment mis en évidence. Mais le besoin financier n'a déterminé que le moment d'une création qui était pour ainsi dire dans l'air depuis plusieurs années et qui n'avait été retardée que par l'opposition du Contrôle général et la défiance systématique des Contrôleurs généraux successifs à l'égard des subdélégués. La création des offices de subdélégués constitue bien par certains de ses aspects une véritable réforme administrative dont le rendement financier a été, en définitive, accessoire.

L'édit d'avril 1704 consacre définitivement l'existence des subdélégués dont l'institution ne sera plus jamais sérieusement mise en cause. Un tel résultat n'a pu être obtenu que sous la pression des intendants à qui les subdélégués étaient indispensables ; il marque un triomphe des intendants sur les bureaux du Contrôle général où l'on s'en tenait encore à l'arrivée de Chamillart, à la doctrine de Colbert sur la responsabilité personnelle et directe des intendants et à la limitation, au moins en théorie, de leur pouvoir de subdéléguer à « des subdélégations temporaires » et pour des « missions spéciales ».

La reconnaissance officielle de l'institution des subdélégués permet

1. Plusieurs de ces arrêts règlent la situation des subdélégués dans les terres du duc d'Orléans ; d'autres concernent différentes provinces d'acquisition plus ou moins récentes mais ayant conservé à quelque égard un statut spécial : Flandres et Artois, Provence, Languedoc et Basse-Navarre. Quelques-uns enfin précisent des situations particulières comme celles des subdélégués d'Ypres, de Cassel, de Séz et Essaz, d'Aurillac, de Sallen et autres lieux, etc.

Nous regrettons que la place qui nous est impartie ne nous permette pas d'examiner ici ces situations. Nous prions le lecteur de se reporter, sur ce point, à notre étude : « L'application dans l'ensemble du royaume de l'édit d'avril 1704. La vente des offices et le recrutement des titulaires », dans : *Revue historique de droit français et étranger*, décembre 1943, pp. 155 et sq.

2. BUSQUET, *Études sur l'ancienne Provence*.

aux intendants d'organiser l'administration de leurs généralités en abandonnant à leurs auxiliaires tout le détail de l'administration locale.

Les résultats de cette organisation ont permis à la plupart des intendants d'administrer de haut, et sans y résider, leurs généralités. L'autorité du subdélégué et, par lui, celle de l'intendant, se trouve confirmée et imposée dans tous les domaines de l'administration. Elle s'exerce effectivement jusque dans les plus petites localités, en particulier par la répartition de la taille et par la tutelle exercée sur la vie des communautés rurales. Le subdélégué acquiert une situation hors de pair parmi les autres officiers ; sa situation matérielle elle-même est théoriquement améliorée par les gages attachés à son office. Personne ne peut plus guère, pratiquement, entraver son action dans laquelle il est, généralement, soutenu par l'intendant et le Conseil.

On s'explique dans ces conditions que les offices de subdélégués aient été particulièrement recherchés. Quelques historiens ont noté un prétendu « manque d'empressement »<sup>1</sup> de la part des acquéreurs et ont laissé entendre qu'un petit nombre d'offices auraient été levés. Les documents ne permettent pas de s'en tenir à cette opinion. L'édit d'avril 1704 a été appliqué d'une manière générale, mais dans des conditions différentes, dans tout le royaume. Son application a été effective et presque immédiate parce que les intendants et les subdélégués y étaient intéressés en même temps que le Contrôleur général des Finances. Ce qu'on n'a pas vu, et ce qui est essentiel, c'est que la plus grande partie des offices sont acquis par des subdélégués en fonctions au moment de l'édit. Ils ont un droit de priorité pour l'acquisition des offices et ils essaient d'en profiter, d'accord avec les intendants pour obtenir leurs offices aux meilleures conditions possibles. Très peu nombreux sont ceux qui acceptent « de faire leur soumission » « sur le pied de l'évaluation » du Contrôle général ; en même temps, usant de leur situation privilégiée et de leur crédit auprès de leurs intendants respectifs, ils découragent les acquéreurs éventuels. C'est là ce qui explique « le manque d'empressement » des acquéreurs. Mais ce manque d'empressement n'est qu'apparent. A de rares exceptions près lorsqu'ils voient que l'office va leur échapper, les subdélégués en fonctions se hâtent de faire leur soumission. Et lorsque, par hasard, l'office a été acquis, par surprise, par quelqu'un d'autre, ils n'ont de cesse que lorsque, avec le concours de l'intendant, ils ont obtenu, par un arrêt du Conseil, l'annulation en leur faveur de la première attribution. Il leur en coûte parfois des enchères fort élevées et certains offices de subdélégués ont ainsi atteint des prix excessifs hors de proportion avec leur importance. C'est que les offices de subdélégués sont convoités par la plupart des officiers et l'intendant quelle que puisse être sa préférence pour le subdélé-

1. MILHAC, BRAURE, FRÉVILLE.

gué alors en fonction, est obligé dans une certaine mesure, de laisser jouer la concurrence dans la vente des offices sinon il s'exposerait à des réclamations du traitant auprès du Contrôleur général. Cette concurrence marque la soumission définitive à l'intendant des officiers qui se disputent sa faveur et son appui, qu'ils soient de justice ou de finance.

L'autorité des intendants se trouve ainsi consolidée et accrue par la création des offices de leurs subdélégués qui donnait satisfaction à un vœu qu'ils avaient exprimé depuis longtemps. Les compagnies et corps d'officiers qui avaient le plus résisté aux empiètements des intendants ne s'y sont pas trompés. Les Parlements et les Cours des Aides se sont montrés violemment hostiles à l'érection en titre d'office des subdélégués. S'ils n'ont pas pu l'empêcher ils ont, par l'intermédiaire des juridictions de leur ressort, suscité des difficultés de toutes sortes aux subdélégués lors de leur installation. La jalousie des officiers des différentes juridictions locales, élections, bailliages ou sénéchaussées, police, échevinage, suffirait à expliquer leur attitude hostile à l'égard des subdélégués. Mais les « Cours souveraines », Parlements et Cours des Aides, cherchent manifestement à atteindre les intendants eux-mêmes par delà les subdélégués. De là la violence et la fréquence de leurs critiques à l'égard des subdélégués. En 1710, les 3 et 5 avril, dans les observations qu'il présente au Contrôleur général au sujet d'un édit portant création de 300.000 livres de rente à répartir entre les aisés, le premier Président du Parlement de Paris Le Peletier, exprime sa crainte « d'une inquisition fâcheuse » qui mettra tous les sujets du roi à la discrétion des secrétaires et des subdélégués de MM. les Intendants<sup>1</sup>.

Le Procureur général à la Cour des Aides de Paris, Bosc, critique constamment les actes d'arbitraire et les empiètements auxquels les subdélégués se livrent, prétend-il, du consentement ou avec l'encouragement des intendants. Il n'aura de cesse que lorsqu'il aura obtenu la suppression des offices de subdélégués qu'il demande à mots couverts ou ouvertement dans deux lettres du 8 février 1712 et du 26 janvier 1715<sup>2</sup>.

Les porte-parole de la noblesse, comme les représentants des anciennes institutions unissent subdélégués et intendants dans la même réprobation. On connaît les récriminations acerbes de Saint-Simon sur « l'élévation de la plume et de la robe » qui aurait amené les choses « au point que les plus grands seigneurs en mille façons différentes dépend(ai)ent des plus vils roturiers »<sup>3</sup>. Le comte de Boulainvilliers n'est pas moins acerbe que Saint-Simon et il voit dans la création des offices de subdélégués une « multiplication » de la « magistrature » des intendants dont la noblesse a

1. BOISLISLE, III, 739.

2. BOISLISLE, III, 1776.

3. SAINT-SIMON, *Mémoires*, t. XII, p. 172.

déjà eu tant à souffrir. « L'on était encore bien éloigné, écrivait-il, de prévoir l'énorme multiplication qui s'est faite de cette magistrature<sup>1</sup> par la création des subdélégués des intendants dans toutes les subdivisions des généralités, nouveauté qui revêt à nos yeux les derniers des hommes de tout le pouvoir de la monarchie ; qui livre le peuple à l'esclavage le plus dur, la noblesse à la honte d'une dégradation continuelle et toute la campagne au pillage de ces officiers et de leurs créatures. »

Les subdélégués étaient aux yeux de la noblesse de la même race que les intendants. « A des degrés divers, ils étaient chefs et subalternes, des parvenus », « populace vile » et « petite bourgeoisie » pour qui les classes privilégiées n'avaient que du mépris mitigé de crainte<sup>2</sup>.

Saint-Simon et Boulainvilliers semblent prévoir le temps où les nobles de province seront « obligés d'avoir recours à un pauvre petit saint » comme un subdélégué, pour obtenir à l'occasion la justice qui leur est due<sup>3</sup>.

Le gouvernement royal ne pouvait, évidemment, songer à la fin du règne de Louis XIV, à soustraire la noblesse de province à l'autorité de l'intendant de la généralité. Il essaya de ne pas les soumettre au contrôle « dégradant » des subdélégués.

Aussitôt après la création des offices de subdélégués, des lettres personnelles du roi, chargent, dans chaque généralité, des commissaires spéciaux de travailler de concert avec l'intendant à l'établissement de la capitation de la noblesse<sup>4</sup>. Ces lettres du roi constituent de véritables délégations directes du pouvoir royal en dehors des intendants. Elles tendent à imposer à l'intendant une collaboration autre que celle des subdélégués<sup>5</sup> dont elles restreignent le rôle en matière d'impôts. Mais cette tentative ne donna pas de résultats sérieux et elle ne semble pas avoir été

1. Il s'agit des intendants.

2. MILHAC, *ouvr. cit.*

3. Arch. Ardennes, C 157.

4. A. N., O<sup>1</sup>-48-50.

5. Voici le texte d'une de ces lettres :

Lettre du Roy à Mr de l'Escornière pour travailler à la capitation de la noblesse de Civray.

Du 22<sup>ème</sup> février 1706 à Versailles.

« Mons<sup>r</sup>. Frottier de l'Escornière Estant nécessaire de *commettre* une personne intelligente pour travailler *conjointement* avec le sieur Doujat, intendant en la généralité de Poitiers, à la répartition de la Capitation de la noblesse de la sénéchaussée de Civray au lieu et place du sieur de la Coste je vous écris cette lettre pour vous dire que je vous ay choisy pour cette fonction espérant que vous la remplirez avec tout le zèle et l'application que je dois attendre d'un sujet aussey affectionné que vous pour mon service. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ayt, Mons<sup>r</sup> Frottier de l'Escornière en sa sainte garde.

Escrit à Versailles le 22<sup>e</sup> février 1706.

*Signé : Louis.*

A. N., O<sup>1</sup>, 50.

poursuivie bien au delà de 1706-1707. Très rapidement, c'est aux intendants seuls qu'incombe le soin de vérifier les déclarations des particuliers pour la répartition de la capitation et l'établissement du dixième<sup>1</sup>. Ils font appel pour cette œuvre minutieuse et de longue haleine, qui soulève à peu près partout des réclamations incessantes au concours des hommes « rompus à la pratique des affaires » que sont la plupart des subdélégués. Et comme il leur est impossible de vérifier personnellement tous les actes de leurs subdélégués c'est à ceux-ci que revient, en dernière analyse, l'autorité effective dans l'étendue de leurs subdélégations. C'est ce que constate, non sans une certaine aigreur, le procureur général Bosc, lorsque le 26 janvier 1715, il écrit au Contrôleur général, en parlant des subdélégués que « ce sont gens très dangereux et maîtres absolus dans les provinces ».

On'en revient ainsi toujours à la même constatation : l'union intime des subdélégués et des intendants dont l'action se trouve prolongée et, dans la pratique quotidienne, renforcée par celle de leurs subdélégués. Les intendants ne s'y sont pas trompés. Ils avaient fait dès avant 1704, des subdélégués leurs collaborateurs réguliers et permanents malgré l'opposition des Contrôleurs généraux.

La création de 1704, a « distingué » selon le vœu qu'ils exprimaient depuis longtemps, leurs subdélégués en en faisant des officiers. Cette érection marque ainsi l'aboutissement d'une longue évolution par la reconnaissance d'une institution que la nécessité avait d'abord seule fait tolérer.

Mais l'érection de leurs fonctions en titre d'office en donnant aux subdélégués « le relief et l'autorité nécessaires » est devenue le point de départ d'une nouvelle évolution qui devait se poursuivre pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle. Les intendants, libérés de toute contrainte de la part du Contrôleur général, ont confié aux subdélégués-officiers un rôle de plus en plus important, de sorte que rapidement, ces derniers se sont trouvés effectivement « revêtus », selon le mot de Boulainvilliers, « de tout le pouvoir de la monarchie ».

L'édit de 1704 en faisant des subdélégués des « officiers héréditaires » a accentué la permanence et la stabilité qu'on constatait dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Ces caractères persisteront après la suppression de leurs offices. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les fonctions de subdélégués restent entre les mains de la même personne ou dans la même famille pendant une durée parfois impressionnante : quarante ans à Calais et à Chaumont, plus de soixante ans à Troyes.

Après 1715, la situation des subdélégués devrait, en droit, être la même qu'avant 1704. En fait, il n'en est rien.

La période de 1704 à 1715 a donné à l'institution des caractères qui

1. Cf. pour la Bretagne : H. FRÉVILLE, *art. cit.*



ne disparaîtront plus. Les subdélégués d'après 1715, continuent à jouir, avec le titre d'officier en moins, de la plupart des privilèges et exemptions que leur avait accordés l'édit de 1704.

Après une courte crise qui suit en 1715 la suppression de leurs offices, ils voient leur autorité confirmée et même accrue. Ils la conserveront, sans rang officiel, jusqu'à leur disparition. Mais on peut, sans crainte d'exagérer, affirmer que c'est bien de l'édit d'avril 1704 et de l'organisation qu'il a, sinon créée, du moins sanctionnée, que date l'importance officielle des subdélégués ainsi que le rôle, que tout le monde s'accorde à reconnaître considérable, qu'ils ont joué à peu près partout dans l'administration locale au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Avril 1941-janvier 1945.

Julien RICOMMARD.

## BULLETIN HISTORIQUE

### HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS (1934 à 1940)

#### SECONDE PARTIE<sup>1</sup>

#### II. — DES ORIGINES A 1825 (suite)

C) LA GUERRE D'INDÉPENDANCE n'a pas attiré beaucoup de chercheurs originaux au cours de cette décade. On ne peut compter parmi eux le Lieutenant-Général Sir George MAC MUNN<sup>2</sup>, tacticien expert, plus qu'historien précis<sup>3</sup>. Si les quatre premiers chapitres ne sont guère originaux, ils ont le mérite d'exposer nettement l'état d'impréparation de l'armée britannique vers 1774. La seconde partie (chapitres V-VIII) intitulée « Les années de victoires anglaises » vaut par plusieurs détails : l'auteur établit la responsabilité des habitants de Lexington lors de l'échauffourée, le rôle du « génie pervers » de Samuel Adams, les mérites de Howe mettant fin aux plus graves des pilleries des Hessois, mais son indifférence pour la sécurité de la route New York-Montréal. Moins bien venu est le livre III : *Britain against the world*, sauf quand Sir Mac Munn évalue l'importance du concours des Loyalistes et montre que la défaite grave mais non décisive de Yorktown ne devint telle que pour des raisons politiques. Dans l'ensemble, le livre vaut surtout par ses considérations tactiques, et il serait vain d'y chercher des sources inédites et une philosophie. Celui de M. Troyer S. ANDERSON<sup>4</sup> est l'illustration d'un exemple, à la vérité important, du livre

1. Cf. *supra*, p. 36.

2. Sir George MAC MUNN. *The American War of Independence*. Londres, Bell, 1939, in-8° de xi-375 p. — 15 s.

3. Le tableau de la page 10 donne plusieurs dates fausses pour la fondation de colonies. P. 20 : Oglethorpe est, à tort, qualifié de gouverneur de Virginie. L'auteur appelle Louisbourg la forteresse de Louisbourg. P. 28 : Hawkins ne vécut pas au XVIII<sup>e</sup> siècle. P. 44 : La date donnée pour le Congrès d'Albany est faussée.

4. M. Troyer S. ANDERSON. *The command of the Howe Brothers during the American Revolution*. Oxford U. Press, in-8° de ix-368 p., 10 cartes.

précédent : la part de responsabilité qui revient à l'amiral et au général Howe dans la défaite anglaise finale. Après l'impartial G. Fischer *The struggle for American Independence*, il vaut moins par des bases documentaires inédites que par une interprétation critique minutieuse. Il est peu question de l'amiral. C'est le général qui est surtout mis sur la sellette. En toute impartialité, puisque le lecteur n'est pas aussi convaincu que M. Anderson du caractère inoffensif de l'influence de la maîtresse du général Mrs. Loray. Du moins reconnaît-on que Howe fut plus un politicien qu'un bon tacticien, qu'il ne fit pas occuper *Dorchester Heights*, qu'il ne tira pas un profit suffisant du succès de *Great Plains*, qu'il ne poussa pas ses troupes jusqu'à Albany en 1777. Un autre historien américain, Mr. Louis R. GOTTSCHALK, a consacré deux courts volumes à La Fayette. Le premier<sup>1</sup>, en dix-neuf chapitres menus, analyse les moyens employés par le héros des deux Mondes pour échapper aux suspicions qui frappaient ses compatriotes volontaires. Tirant bon parti de son savoir-faire d'homme du monde, de sa richesse, de sa bravoure, il fit la difficile conquête de Washington, l'aida à écarter Conway, et à faire accepter le propriétaire de Mount-Vernon comme général en chef par tous les officiers insurgents. Le jeune marquis n'en oublia pas pour autant sa tâche essentielle : sceller l'entente franco-américaine, si bien qu'après avoir été au Quartier général l'ambassadeur de la France, il allait s'improviser à Versailles ambassadeur de l'Amérique. L'importance du livre vient moins de l'exposé fait du rôle « d'interprète » franco-américain de La Fayette que de l'aide qu'il prêta à Washington pour gagner Gates. Dans un second volume<sup>2</sup>, M. Louis Gottschalk, utilisant treize lettres vendues à Paris en 1935, suggère une version nouvelle des causes et des péripéties du départ du jeune marquis pour l'Amérique. Jusqu'ici, et même en tenant compte des faits évoqués dans le *Lafayette leaves for America*, on comprenait mal pourquoi l'époux fort épris d'Adrienne de Noailles l'avait quittée pour courir les aventures. Ici, M. Gottschalk complétant son explication primitive, l'explique par sa passion naissante et mal partagée pour Aglaé de Hunolstein-Barbentane, épouse du colonel du régiment de Chartres et maîtresse probable de l'ambassadeur russe Chouvalov.

1. Louis R. GOTTSCHALK. *Lafayette joins the American army*. University of Chicago Press, 1937, in-8° de xv-364 p.

2. Louis R. GOTTSCHALK. *Lady in waiting. The romance of Lafayette and Aglaé de Hunolstein*. Institut français de Washington, 1939, in-8° de xi-137 p.

A son retour en France, en 1780, La Fayette, après avoir assisté à une représentation de l'*Amour français* écrite par Chavannes, et qui évoquait son amourette antérieure, prit pour maîtresse Mme de Hunolstein. L'agréable récit de M. Gottschalk, n'a d'intérêt historique que dans la mesure hypothétique où il explique la fugue du marquis.

Trois autres travaux évoquent le sort de ses frères d'armes. Celui de M. A. LASSERAY<sup>1</sup> comprend une bonne introduction chronologique et une liste alphabétique de noms de Français au service de l'Amérique. Elle est de consultation facile et généralement au point. Les articles consacrés à Hilliard d'Auberteuil, à Pierre Landais, adversaire de Paul Jones, au major Lenfant, à Gabriel Queyssat, au chevalier Stack comptent parmi les meilleurs. Dans le *Journal des Américanistes*<sup>2</sup>, M. Warrington DAWSON donne la liste nominative de 2.112 Français morts pour l'Amérique. L'auteur a été aidé par la fondation Rockefeller. Chargé de reconstruire Williamsbourg, base en 1781 du corps expéditionnaire français, il est parvenu à exhumer le corps de trois cent douze Français morts en Virginie. Le P<sup>r</sup> Monaghan a, depuis, identifié seize cents autres noms. Selon M. Dawson, les 2.112 Français inhumés alors en Amérique comptent 989 soldats<sup>3</sup>, 1.057 hommes d'équipage, 56 fusiliers.

Comme chefs de ces glorieux oubliés, l'histoire retient les noms de La Fayette et de Steuben. A ce grand soldat, Mr. John Macaulay PALMER a consacré une biographie vivante et attachante<sup>4</sup> inspirée de celle de L. Richards, *Steuben, the pioneer* (1936). Selon ces deux auteurs, Franklin, s'alarmant de l'indiscipline de l'armée insurgente, en vint à la conclusion que seul, un membre de l'État-Major de Frédéric II pourrait établir l'ordre militaire chez ces soldats improvisés. Mais les compétences européennes se dérobaient, tandis que Washington et le Congrès se défiaient des aventuriers qui s'offraient. Saint-Germain et Montbarrey mirent

1. A. LASSERAY. *Les Français sous les treize étoiles (1775-1783)*. Paris, 1935, 2 vol. in-8°.

2. Warrington DAWSON. *Liste des 2.112 Français morts aux États-Unis, de 1777 à 1783, en combattant pour l'indépendance américaine*, dans *Journal des Américanistes*, 1936, fasc. I, 1-154.

3. Dont 53 du régiment d'Auxonne, 102 de celui du Bourbonnais, 44 de Dillon, 68 de Lauzun, 117 de Saintonge, 106 du Soissonnais.

4. John Macaulay PALMER. *General von Steuben*. New Haven, Yale U. Press, 1937, in-8° de xi-434 p., 3 cartes, \$ 4.00.

Franklin en rapport avec Steuben, ex-aide de camp du grand Frédéric, grand maréchal de la cour de Hohenzollern-Hechingen, lieutenant-général de l'armée des cercles. Il cherchait alors une situation. Il fut dépêché comme un authentique lieutenant-général prussien. Sa modestie, son caractère loyal, son désintéressement gagnèrent Washington, Steuben rédigea un remarquable *Règlement de manœuvres*. Pour le vulgariser dans cette armée en formation où les sergents et les officiers instructeurs étaient inconnus, il composa une compagnie d'instructeurs (mars 1778), fit manœuvrer toute l'armée à son commandement le 24 mars et lors de la grande prise d'armes du 6 mai en l'honneur de l'alliance française. Sa jovialité brusque lui gagna la faveur des soldats. Mais la jalousie du Congrès et des officiers à son égard le fit se cantonner dans ses fonctions d'Inspecteur Général. La guerre finie, besogneux et prodigue comme il l'était, il lui fallut quémander de l'or et des terres. Quand il les eut obtenus, il passa ses dernières années à dépenser ses revenus, à écorner son capital, dans l'île de Manhattan, puis à quinze milles au nord du fort Schuyler. Une paralysie le conduisit à la mort (24 novembre 1791) avant qu'une indigence inévitable ne ternît sa renommée légitime d'instructeur modèle et de précurseur des milices suisses. Peut-être, au fil de son intéressant exposé, Mr. Palmer eût-il gagné à poser un certain nombre de problèmes, en particulier celui-ci : les différents règlements de manœuvre élaborés par Steuben dérivent-ils logiquement les uns des autres, ou les plus récents marquent-ils quelque influence française ?

La marine américaine a peu attiré les historiens, sauf Mr. William Bell CLARK<sup>1</sup> qui évoque clairement, mais sans élégance la mémoire d'un rival de Paul Jones : John Barry. Après les nombreux apologistes et admirateurs des anciens combattants de la guerre d'Indépendance, M. Ludovic DE CONTENSON conte l'histoire de la *Société des Cincinnati de France*<sup>2</sup>. Autorisée par Louis XVI malgré les attaques de Mirabeau, dispersée par la Révolution, reconstituée en France (1925), elle dispose d'importantes archives, dont l'administrateur, M. de Contenson, a tiré la matière de ses notices, illustrées de deux cents portraits.

1. William Bell CLARK. *John Barry, the naval hero of two wars*. New York, 1938, in-8° de xii-530 p.

2. Ludovic DE CONTENSON. *La Société des Cincinnati de France et la guerre d'Amérique*. Paris, Auguste Picard, 1934, in-8° de 310 p.



Le Bonhomme Richard, adversaire résolu des *Cincinnati*, reste encore aujourd'hui singulièrement actuel. Moins le savant dont on recherche les épigones<sup>1</sup> que l'homme lui-même avec ses singularités. La biographie élémentaire de J. DECHAMPS<sup>2</sup>, destinée au grand public, généralement précise et exacte<sup>3</sup> est enrichie de morceaux choisis et de lettres. Elle rendra des services. Il en sera de même du livre de Mr. Nathan G. GOODMAN<sup>4</sup>. Il est composé de la véritable autobiographie de Franklin avant 1759 et depuis cette date d'une esquisse biographique factice qui réunit des extraits de ses œuvres. Les notes sont rejetées à la fin. L'ouvrage n'apporte rien de nouveau. L'article de M. David WILLIAMS<sup>5</sup> est le commentaire de deux extraits de la même autobiographie : *Incidents of my own life* (sur le 13th Club) ; *Liturgy on the universal principles of religion and morality*. Ils furent écrits, au lendemain de la publication par Williams, ex-ministre à Exeter, des *Essays on public worship, patriotism and projects of reformation* (1773). Franklin riposta en essayant de dégager la liturgie commune à toutes les religions. Cette idée, qui dérivait des principes de la religion naturelle, devait être reprise par les cultes révolutionnaires en France. Le deuxième fragment se rapporte à une entrevue de Franklin et de J.-J. Rousseau pendant le séjour du premier chez David Williams à Chelsea (octobre 1774-janvier 1775).

C'est à la personnalité anglicane de Charles Inglis, premier *bishop* de Nouvelle-Écosse, que s'attache M. John Wolfe LYDEKKER<sup>6</sup>. Irlandais et fils de clergyman ; arrivé à 20 ans en Amérique Charles Inglis réorganisa les paroisses du district de Kent qu'il visita en qualité de missionnaire de la Société pour la Propagation de l'Évangile. Le succès même qu'il avait remporté en Pennsylvanie dans des milieux anglicans en plein désarroi le signala à l'archidiacre de New York (après 1763) où, contre vents

1. Comme Guy Stanton Ford, géologue et parasitologue, voir dans *Am. hist. Rev.*, 1938, 25. *Some suggestions to American historians*.

2. Jules DECHAMPS. *Benjamin Franklin*. Paris, Renaissance du Livre, s. d. (1936), in-12 de 305 p.

3. P. 7 : Auquel des deux Mather est-il fait allusion ? P. 23 : Franklin a-t-il fréquenté Robespierre vers 1784 ?

4. Nathan G. GOODMAN. *Benjamin Franklin's own story*. Philadelphie, 1937, in-8°.

5. David WILLIAMS. *More light on Franklin's religious ideas*, dans *Am. hist. Rev.*, 1938, 803-813.

6. John Wolfe LYDEKKER. *The life and letters of Charles Inglis*. Londres, Soc. for Promoting Christian Knowledge, 1936, in-8° de xii-272 p., 12 sh. 6 d.

et marées, Inglis milita en faveur de la nomination d'un évêque colonial. Bientôt le Dr Horrocks, Président de William and Mary, et certains notables de Maryland et des Carolines secondèrent ses efforts (1771). La guerre d'Indépendance rejeta les Anglicans éminents dans le camp loyaliste. Inglis, *senior curate* de Trinity Church à New York, plus que personne. Ame de la mission mohawk, correspondant de Samuel Johnson et antagoniste de Paine, il n'hésita pas à dire les prières liturgiques pour George III, en pleine occupation insurgente de New York. C'était s'exclure du pardon qui fut accordé à Seabury, premier *bishop* anglican aux États-Unis, mais mériter la récompense due aux loyalistes. Il la reçut quand, le 12 août 1787, il fut consacré « *bishop* » pour le Canada et ses dépendances. On aimerait savoir quels rapports religieux s'établirent entre les deux chrétientés anglicanes séparées par une frontière, restée incertaine jusqu'au traité Jay. Vivante et intéressante, la biographie écrite par Mr. Lydekker est trop discrète pour les années irlandaises de la jeunesse, mais plonge le lecteur dans les milieux loyalistes anglicans. Tandis qu'il les évoque dans leur comportement religieux, M. Harry B. YOSHPE, en un recueil de textes précédé d'une introduction<sup>1</sup> expose la suite donnée aux réclamations produites par les pro-Anglais ralliés à la jeune République, 93 d'entre eux chassés de leurs domaines reçurent £ 502.709, 19 s. avec un minimum de £ 45 et un maximum de £ 234.170 (moyenne £ 54). Les commissions qui furent assez bienveillantes à l'égard des petits exploitants, répudièrent les requêtes en compensation de manque à gagner, de fournitures livrées à l'armée britannique, de paiements faits en monnaie continentale dépréciée.

D) LA COLONISATION ET LA MISE EN VALEUR de l'ancien Territoire du Nord-Ouest, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle restent d'un intérêt actuel. Il est regrettable que le bon livre de Mlle Louise PHELPS-KELLOGG<sup>2</sup> sur la fin du régime britannique en Wisconsin ne soit pas parvenu aux bureaux de la *Revue*. Celui de Mr. Howard C. RICE<sup>3</sup> expose les avatars de Barthélemy Tardiveau, aventurier nantais,

1. Harry B. YOSHPE, *The disposition of Loyalist estates in the southern district of New York*. New York. Columbia U. Press, 1939, in-8° de 226 p., 6 illustrations, 2 cartes.

2. Louise PHELPS-KELLOGG. *The British regime in Wisconsin and the Northwest*. Madison, State Hist. Soc. of Wisconsin, 1935, in-8° de xvi-361 p., \$ 2.50 Voir *Am. Hist. Rev.*, 1936, 148-149 p.

3. Howard C. RICE. *Barthelemy Tardiveau, a French trader in the West. A biographical sketch including letters from B. Tardiveau to Saint John de Crevecoeur*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1938, in-4° de xi-90 p.

protégé de l'armateur Montaudoin, ami de Saint-John Crèvecoeur et interprète (1787) des griefs des Français d'Illinois contre les combattants virginien du colonel Morgan. L'ouvrage vaut par les détails du texte : la valeur des changes à Philadelphie, les modalités de l'organisation de la colonie du Scioto, surtout par la richesse explicative de ses quatre-vingts notes. Du même caractère participe l'édition par Gilbert CHINARD du *Journal de voyage de Guillaume Merle d'Aubigné*<sup>1</sup>. Le héros de l'ouvrage, huguenot de Nîmes, époux d'une descendante de l'auteur des *Tragiques*, révèle sa personnalité de résident genevois apologiste de la liberté et de la constitution de Genève en pleine Restauration. Son ascendance française explique son éloge des grognards, ses attaques contre les Ultras et leur ambassadeur à Washington, Hyde de Neuville. Anglophobe enfin à une époque où les Églises réformées d'Europe occidentale sont rénovées par l'Angleterre, il écrit : « Quiconque est l'ennemi de l'Angleterre est mon ami », attaque Shakespeare (cela en 1817) et fait de l'Église anglicane une caricature des principes réformés. Mais, sortant de lui-même, il sait voir l'Amérique mouvante au temps de la seconde guerre d'Indépendance : l'agonie de la contrebande aux Bermudes (pourquoi s'accuse-t-elle avant les lois de J. Q. Adams ?), la prime considérable de la piastre d'argent (40 % environ) sur le papier, le succès de la vente des montres suisses qui coûtent les trois cinquièmes des montres venues d'Angleterre, l'essor des fabrications textiles américaines. L'infatigable M. Gilbert Chinard complète ainsi trois autres témoignages français antérieurs. Il est lui-même l'éditeur du premier<sup>2</sup>. Un émigré français, le comte de Colbert-Maulevrier, seigneur du chef vendéen Stofflet, y décrit avec sympathie et esprit la vallée de la Susquehanna, le Delaware, les entours du Niagara, de Montréal, du lac Richelieu, la coupure de l'Hudson, tels qu'il les a vus en 1798. Son contemporain Moreau de Saint-Méry, évoqué par Mr. A. L. ELICONA<sup>3</sup> complète le tableau, grâce au séjour qu'il fit

1. Gilbert CHINARD. *La vie américaine de Guillaume Merle d'Aubigné*, extrait de son *Journal de voyage et de sa correspondance inédite*, 1809-1817. Paris, E. Droz, in-8° de 153 p.

2. Gilbert CHINARD, éditeur de : COMTE COLBERT DE MAULEVRIER, *Voyage dans l'intérieur des États-Unis et du Canada*. Paris, E. Droz, 1935, in-8° de xxiii-87 p., 20 illustr., \$ 2.75.

3. A. L. ELICONA. *Un colonial sous la Révolution en France et en Amérique : Moreau de Saint-Méry*. Paris, Jouve, 1934, in-8° de 274 p., 1 portrait. Voir *Rev. Hist.*, CLXXV, 414.

de 1793 à 1798 dans le Philadelphia de Franklin, de Bache, de Cobbett et d'Adet parmi ses confrères imprimeurs, ses associés du cercle français, parmi les fondateurs du parti républicain militant. Même après le livre de M. Bernard FAY, *The two Franklins*<sup>1</sup>, des renseignements circonstanciés seraient les bienvenus et qui évoqueraient ces curieux milieux politiques et étrangers. Ils revivraient dans le livre qui ne nous est pas parvenu de Mlle Frances Sergeant CHILDS<sup>2</sup>. Ils apparaissent, dans la Pennsylvanie de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, au fil de la biographie consacrée par M. Nathan G. GOODMAN à *Benjamin Rush*, éducateur, médecin, homme politique<sup>3</sup>. Dépris du Dickinson College qu'il avait ouvert en 1783, il s'entremet vainement pour la fondation d'une Université nationale. Spéculateur foncier, fondateur de la première société de tempérance et de la première société antiesclavagiste, ce médecin disciple de Cullen et de Sydenham, cet hygiéniste et psychiatre étendit son activité à la vie publique. *Physician general*, fort indocile, de l'armée insurgente, inspirateur de T. Paine et champion de la Déclaration d'Indépendance, il a joué un rôle important au temps du parti républicain naissant.

E) POLITIQUE EXTÉRIEURE. — Sur les rapports diplomatiques de la France et des États-Unis, de 1787 à 1812, le seul travail qui soit parvenu à la *Revue* est l'article de E. Wilson LYON pour l'époque du Directoire<sup>4</sup>. Composé d'après les *Monroe Papers*, les *American State Papers* (Foreign Relations) encore inédits et certains documents des *Archives des Affaires étrangères*, il rappelle la rancune française contre la rupture par l'Amérique de l'alliance de 1778 et exprimée par le décret du 21 juillet 1796 : il soumettait les vaisseaux yankees comme neutres au traitement qu'ils acceptaient des Anglais. De 1796 à 1798, nonobstant la collusion d'Adet et des Républicains, une certaine correction subsista. Elle fit place à une franche hostilité, lors de l'affaire X, Y, Z, en grande partie par le fait de Talleyrand. De cette attitude, l'auteur expose mal les diverses manifestations. Pour les années suivantes, le livre de

1. B. FAY. *The two Franklins, fathers of American democracy*. Boston, Little Brown, 1933, in-8° de xvi-397 p., \$ 3.50.

2. Frances Sergeant CHILDS. *French refugee life in the United States (1790-1800)*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, in-8° de xvii-292 p.

3. Nathan G. GOODMAN. *Benjamin Rush physician and citizen*. Philadelphia, U. Press, 1938, in-8° de 421 p., 8 illustr., \$ 4.00.

4. E. Wilson LYON. *The Directory and the United States*, dans *The American historical Review*, 1938, p. 514-532.

Mr. Nathaniel SCHACHNER sur Aaron Burr<sup>1</sup> apporte du nouveau et du définitif. Sans jamais tourner à un panégyrique qui serait aussi difficile qu'il serait immérité, l'auteur met les torts du côté de Jefferson, qui corrompt Eaton et poursuit Burr de sa haine. Mais il ne peut résoudre les énigmes que pose le « complot de Burr ». Il en est de même de l'ouvrage de Mr. John RYDJORD<sup>2</sup>. Il prête à Burr le projet, grâce à une guerre américano-espagnole, d'avoir voulu établir un État occidental qui eût annexé le Mexique. Surtout, il analyse les nuances de l'attitude étrangère à l'égard de la Nouvelle-Espagne. Après que le succès de la Révolution américaine eût encouragé l'élite mexicaine à la révolte, la Révolution française l'y poussa davantage. Il fallut la signature du traité de Bâle pour que le Vice-Roi rapportât l'arrestation des résidents français édictée par l'édit du 3 septembre 1794. Tandis que d'Aranda songe à éviter l'explosion en confiant à des princes espagnols la couronne des trois royaumes nouveaux du Mexique, du Pérou et de Nouvelle-Grenade. De 1795 à 1808, la conclusion de l'alliance franco-espagnole, l'achat de la Louisiane, éloignent les diplomates de Paris et de Washington de toute intervention révolutionnaire en Amérique latine. Ce rôle est réservé à des aventuriers comme Philip Nolan ou Burr et surtout à l'Angleterre qui veut démembrer l'empire colonial d'un ennemi pour y promouvoir ses intérêts. La levée de 44 millions de dollars ordonnée par Charles IV sur les biens de l'Église mexicaine sonne le glas de la domination du gouvernement de Madrid. Elle reposait en Nouvelle-Espagne sur une simple union personnelle. L'abdication des souverains à Bayonne permet à quatre juntas mexicaines successives de la dénoncer légalement. L'intérêt de ce bon livre eût été plus grand, si Mr. Rydjord avait insisté davantage sur l'état social de la colonie et sur l'attitude cruciale de l'Angleterre. Les raisons en apparaissent dans un bon article au titre trop ample. C'est qu'il s'agit moins pour Mlle Dorothy GOEBEL<sup>3</sup> des colonies espagnoles en général que de Cuba de 1796 à 1823. Au cours de la période, les vaisseaux américains, neutres quand l'Angleterre est en guerre

1. Nathaniel SCHACHNER. *Aaron Burr : a biography*. N. York, Stoke Cy, 1937 in-8° de xii-563 p., \$ 3.50.

2. John RYDJORD. *Foreign interest in the independence of New Spain : an introduction to the war of Independence*. Duke U. Press, 1935, in-8° de xii-347 p.

3. Dorothy BURNE GOEBEL. *British trade to the Spanish colonies*, dans *Am. hist. Rev.*, 1938, 298-322.



avec l'Espagne, sont bien accueillis à La Havane (1797-99, 1804-1806) où ils débarquent la farine de Nouvelle-Angleterre, les lins russes, la quincaillerie germanique. Trafic que dénonce l'Anglais James Stephens dans son *War in disguise or frauds of neutral flags*. En vain, puisque le pavillon américain est représenté annuellement par plus de 600 vaisseaux à La Havane, sauf pendant une partie de la seconde guerre d'Indépendance. C'est l'ensemble des rapports économiques américano-néerlandais qui sont étudiés par Mr. C. WESTERMANN<sup>1</sup>. Ils reposent sur les besoins réciproques qu'ont les Américains de crédits, et les Néerlandais de débouchés. Cette harmonie naturelle fut troublée par l'anglophilie de Fagel et de Van Nagell, par les circonstances extérieures. Avant 1810, le commerce se fait entre deux puissances neutres et les vaisseaux bostoniens ou new yorkais ont accès aux ports métropolitains et des Indes néerlandaises. Au lendemain de l'annexion de la Hollande à l'Empire, de l'Embargo, pendant la seconde guerre d'Indépendance, le commerce périclité. Quand la Hollande fut libérée par les Anglais, Guillaume I<sup>er</sup> remit en vigueur les tarifs de 1725. Après les Congrès de Vienne, les clauses du traité du 3 octobre 1816, compromis entre le libre échange voulu par le Nord et le protectionnisme voulu par le Sud, ne s'appliquèrent pas aux colonies néerlandaises. Pas davantage, lors des négociations de 1817, faute de réciprocité suffisante : les Américains n'ayant pas de colonies. Les négociateurs américains demandant la suspension des pourparlers (avril 1817), il fallut obtenir l'arbitrage de John Quincy Adams. Le traité du 20 avril 1818, qui accorde la réciprocité complète s'applique à la moitié du commerce néerlandais. Intéressant, précis, le livre de M. Westermann pêche par quelque obscurité et par l'insuffisance des idées générales.

Quelques années se passent. L'Amérique fait son entrée dans la grande politique ; après M. Dexter Perkins, M. Howland TATUM le montre<sup>2</sup> en un livre suggestif. En réaction contre la thèse classique de Clay, de Webster, de Calhoun, de Channing et de Temperley : ils font de la déclaration de Monroe un simple antidote à une éventuelle agression de la Russie et de la Sainte-Alliance,

1. C. WESTERMANN. *The Netherlands and the United States : their relations in the beginning of the XIXth century*. La Haye, Martinus Nijhoff, 1935, in-8° de xix-415 p.

2. Edward Howland TATUM. *The United States and Europe (1815-1823)*. Berkeley, University of California Press, 1936, in-8° de x-317 p., \$ 3.00.

l'auteur qui rajeunit les thèses de G. Heinz (1911) et de H. Krauss (1913), voit en l'acte de 1823 un acte décisif de la rivalité anglo-américaine. Il marque un point quand il peint l'Europe divisée, peu redoutable, objet des méfiances de J. Q. Adams à l'égard de la colonisation européenne. Il en marque un second, quand les négociations américaines imposent à Richelieu et à Hyde de Neuville une acceptation implicite (1822) de l'indépendance des Latins d'Amérique. Il est sur terrain moins solide, quand il minimise les difficultés américano-russes, quand il exagère les convoitises anglaises sur Cuba et quand il affirme que le meilleur moyen de favoriser l'Amérique latine était d'en exclure l'Europe et l'Angleterre, sous la forme d'un message diplomatique, échappant aux observations du Congrès, et ménageant les scrupules et les oppositions anglaises.

La thèse de M. Howland Tatum n'a pas rencontré l'adhésion de la plupart des historiens, qui lui reprochent d'avoir exagéré l'antagonisme anglo-américain.

Car, entre 1812 et 1825, la république des États-Unis, parvenue à la maturité, a une politique extérieure propre dont son ancienne métropole doit reconnaître la légitimité.

### III. — DE 1825 A LA GUERRE DE 1939

A) POLITIQUE INTÉRIEURE AMÉRICAINE AVANT LA GUERRE DE SÉCESSION. — Au moment où la jeune République des États-Unis fixe les bases d'une politique extérieure profondément américaine et nationale, sa vie intérieure prend un caractère nouveau.

a) L'OUEST. — D'abord dans les pays neufs de l'Ouest. Il est évoqué par Mr. Beverley W. BOND<sup>1</sup> dans un livre documenté et souvent neuf. Au fil du développement, l'auteur oppose à la croissance merveilleuse et gigantesque de l'Ohio de 1788 à 1812 grâce à William Henry Harrison, celle assez remarquable de l'Illinois sous Ninian Edwards et les progrès incertains ou irréguliers du Michigan traversés par la rivalité de Hull et de Woodward. Lente ou rapide dans sa marche, la civilisation du Nord-Ouest fait l'objet d'une analyse détaillée, quasi anatomique. Elle s'attache à l'étude des modalités de vente des terres et particulièrement à l'emploi de leur

1. M. Beverley W. BOND. *The civilization of the old Northwest : a study of political, social and economic development (1788-1812)*. New York, Macmillan, 1934, in-8° de xi-543 p., \$ 3.50.

produit à la construction de routes de colonisation, nombreuses en Ohio, réduites à une voie majeure en Indiana et en Illinois. Elles ne dépassèrent pas le stade de projet au Michigan. De cette inégalité créatrice, l'industrie devait subir les contrecoups, ainsi que la vie intellectuelle : je l'ai montré dans les colonnes de cette *Revue*<sup>1</sup>. Plusieurs lacunes sur la guerre de 1812 et sur la politique indienne avant et après le traité Jay mises à part, le livre de M. Beverley Bond, si suggestif, offre un modèle aux historiens qu'attire l'évolution de la « frontière » et du problème indien. De celui-ci, en un maître livre, M. J. P. KINNEY donne une idée précise et simple<sup>2</sup>, encore qu'un peu artificielle. Selon l'auteur, les autorités coloniales, avides de terres, proclamèrent bien haut l'inaptitude des Indiens à protéger leurs terrains de parcours contre les convoitises blanches et se réservèrent le monopole de la législation foncière (Virginie, mars 1655 ; Caroline, du Sud, 1739 ; Massachusetts, 1758) surtout quand Shelburne (11 septembre 1767) eût renoncé au contrôle impérial. Puis, cinq nations indiennes (21 janvier et 28 novembre 1785) dont les Cherokees reconnurent la souveraineté absolue des États-Unis en matière foncière, étendue à la Louisiane (26 mars 1804). Dès 1817, Calhoun, A. Jackson, Lewis-Cass envisageaient une possible déportation des Indiens à l'ouest du Mississippi, particulièrement de 13.150 Ottawas, puis de 79.000 Peaux-Rouges, qui, au nord de l'Illinois, qui, à l'ouest du Missouri et de l'Arkansas. Le projet endossé par Isaac Mac Coy et les Baptistes s'opposa à celui de Jeddiah Morse (1820) qui voulait établir sa réserve indienne dans la péninsule du Michigan. Creeks, Séminoles, Caucakasaws ; et Sauks s'en laissèrent imposer par les promesses du gouvernement américain de concessions individuelles de terres aux Indiens soumis (1.280 acres à chaque adulte Rankashaw, 1805, un mille carré aux Creeks, 640 acres aux Cherokees, 1814-1817), avec par surcroît la citoyenneté américaine complète. Lewis Cass, allant, plus loin (29 septembre 1817) accordait aux chefs de trois tribus indiennes le droit d'opter entre le régime communautaire de l'indivision et le partage égal. C'est ainsi que, de 1833 à 1817, se poursuivirent des expériences variées de lotissement sur les réserves indiennes, avec la collaboration active des chefs. La loi du 3 mai 1871 mit fin

1. *Rev. Hist.*, t. CLXXVII, 162.

2. J. P. KINNEY. *A continent lost, a civilization won*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1937, in-8° de xix-366 p., \$ 4.00.

à ces traités conclus entre le gouvernement fédéral et les autorités indigènes. Le bill Dawes du 8 février 1887, amendé en 1891, concéda un quart de section inaliénable à tout chef de famille, un huitième aux femmes et aux enfants. Tournée par les Omahas qui louèrent leurs lots (90 %) la loi ne créa que 101.228 bénéficiaires au lieu de 450.000 (1907). Les commissaires indiens locaux (J. Q. Smith) et fédéraux rentrant en scène, imposèrent alors de sérieuses garanties (1910-1936) : la nécessité préalable de leur approbation à toute vente, la fixation des règles d'héritage, une pénalité de \$ 500 d'amende et un an de prison aux marchands marrons de biens. Le gouvernement s'ingénia à protéger les forêts, à promouvoir l'irrigation des réserves indiennes. Le résultat de ce gros effort qui s'est poursuivi de 1789 à 1934 oppose à une charge financière considérable de \$ 1.288.522.062 l'incomparable bienfait de cinquante millions d'acres réservés aux Indiens. A ce prix, les Peaux-Rouges ont gagné d'entrer en contact avec la civilisation anglo-saxonne. Telle est la thèse de l'auteur qu'il a insuffisamment démontrée. Peut-être eût-il pu, avec profit, comparer la politique indienne du gouvernement de Washington avec celle du Canada. Les deux ouvrages suivants, étudient des personnalités indigènes éminentes. Celui de Mr. Richard G. MONTGOMERY<sup>1</sup> sur l'Aigle à la tête blanche, *John Mac Laughlin*, ne nous est pas parvenu. Le *Sequoyah* de M. Grant FOREMAN<sup>2</sup> est la biographie d'un métis cherokee, issu d'un ami de Washington et combattant de 1812, arbitre heureux entre les Cherokees occidentaux et orientaux (1839). Son plus grand titre de gloire demeure l'invention qu'il fit d'un alphabet à 86 caractères, l'ouverture d'imprimeries cherokees qui publièrent une version indigène du Nouveau Testament et des journaux comme le *Cherokee Phenix*. Sa suppression pose la valeur de la politique fédérale à l'égard des Indiens soumis et de leur élite.

C'est parce qu'il a su faire revivre les uns et les autres, dans leurs défaillances et leur noblesse, que Fenimore Cooper, héros des deux thèses de Mr. M. CLAVEL, a été épargné par la postérité. La première<sup>3</sup> expose en douze chapitres documentés et riches en

1. Richard G. MONTGOMERY. *The white headed eagle, John Mac Laughlin, builder of an Empire*. N. York, Macmillan, 1934, in-8° de xi-358 p. Voir *Am. hist. Rev.*, 1935, 763-764.

2. Grant FOREMAN. *Sequoyah*. Norman, University of Oklahoma Press, 1938, in-12 de 90 p., \$ 1.50.

3. M. CLAVEL. *Fenimore Cooper. Sa vie et son œuvre*. Aix, Fourcone, in-8° de 695 p.

citations la carrière et l'œuvre de Fenimore Cooper. Fils d'un pionnier Quaker éponyme de Cooperstown, Fenimore, élève indocile exclu de Yale, marin, époux d'une descendante de la famille ruinée de Lancey, vécut sur le domaine de son père en « gentleman farmer », dans un milieu de « frontière » imprégné de légendes indiennes et pionnières. C'était l'époque où Walter Scott faisait fureur dans les milieux anglo-saxons, alors que les romanciers américains : Foster, Rowson, Mrs. Morton, étaient méconnus ou méprisés. Cooper entra dans la carrière littéraire en écrivant *Précautions*, puis *l'Espion* qui apporta l'écho du drame trop réel de la trahison de Benedict Arnold et de l'exécution du major André. Il dut son beau succès en France à la vigueur des caractères, à l'atmosphère tout américaine de l'œuvre. L'épopée évocatrice : *Les Pionniers*, animée par Bas-de-Cuir et John, inoubliables figures de coureur des Bois et d'Indien, déclencha l'enthousiasme. Les romans suivants : *Le Pilote*, *Leonel Lincoln*, un Waverley yankee très indécis, furent moins bien accueillis. Le *Dernier des Mohicans*, qui clôt la première période de la vie de Cooper (1826), porte à sa perfection les types du coureur des Bois (Bas-de-Cuir) et du sauvage (Éil-de-Faucon). La leçon qui se dégage du livre de M. Clavel est celle de la formation du goût des lecteurs de romans du Nouveau Monde, orienté vers le glorieux passé d'hier, vers la *frontière*, champ de bataille du moment. La seconde thèse de Mr. Clavel<sup>1</sup> est de moindre portée. Elle révèle l'attitude du public littéraire américain qui attendit, pour se prononcer, le succès de *l'Espion* en Angleterre et ne salua Cooper comme un grand romancier qu'après le *Dernier des Mohicans*. Tandis que C. Nodier, les critiques britanniques et la *Revue Encyclopédique* jugent Cooper inférieur à Scott, Mrs. Mitford, un rédacteur du *Globe* proclament sa supériorité. Pour illustrer ces jugements, Mr. Clavel exhume les comptes rendus consacrés aux romans coopériens. La modération parfois subtile des jugements, la qualité des traductions, font honneur à Mr. Clavel. A son travail, celui de Mlle Dorothy WAPLES<sup>2</sup> apporte un utile complément en prouvant que Cooper, démocrate, soutien de Jackson et contempteur des Yankees, fut, pour ces raisons mêmes, la bête noire des Whigs.

1. M. CLAVEL. *Fenimore Cooper and his critics*. Aix, 1938, in-8° de 418 p.

2. Mlle Dorothy WAPLES. *The whig myth of J. Fenimore Cooper*. Yale U. Press, in-8° de VIII-318 p., \$ 2.75.



C'est l'étude du Far West qu'aborde M. Philip Ashton ROLLINS<sup>1</sup> dans son édition commentée des *Narrations* de Robert Stuart, accompagnée d'une bonne introduction. Il montre que loin d'avoir manqué la South Pass, Stewart, en quête d'une piste située au sud des *Lewis Clark et Hunt trails*, a découvert l'*Oregon trail*. Non sans toutes sortes de risques communs aux immigrants. Ils sont évoqués dans leur poignante horreur par M. George R. STEWART<sup>2</sup>. Un immigrant qui croyait avoir trouvé une variante accessible à la *California trail*, la recommanda à Donner et Reed, guides d'une caravane de 87 membres. Ils arrivèrent au Lac Salé fin août avec un retard de trois semaines, perdirent trente-six bœufs dans le désert (septembre), de nombreux chariots (octobre). Bloqués par la neige, ils en vinrent à consommer la chair humaine de compagnons morts ou qu'ils tuèrent. Vivant, étrange et quelque peu répulsif dans son caractère de fait divers, l'incident évoqué par M. Stewart comporte plusieurs leçons. Les membres de la Donner party, sans cohésion, conduits par un chef médiocre, partis trop tard, voyageurs trop lents, eurent le tort de suivre une piste mal explorée. Cette cascade d'erreurs déchaîna la catastrophe. L'article de Mr. Milton R. HUNTER<sup>3</sup> a aussi pour thème les tâtonnements d'émissaires mormons (Rubero Allen 1855, Joseph C. Ives 1857) en vue de doubler la *Mormon trail* (Omaha, North Platte, South Pass, Fort Bridger), rendue impraticable l'hiver par la neige, par le Colorado. Le projet n'eut pas de suite et ne fut pas utilisé pour atteindre la Californie. Avant d'être l'Eldorado, le paradis des aventuriers, la Californie avait été une terre de missions évoquée par le Rev. Gerald J. GARRY<sup>4</sup>. L'auteur, qui a dépouillé les archives de l'archevêché de San Francisco et des missions franciscaines, a écrit un récit dramatique de l'activité grandissante des missionnaires jusqu'en 1802, traversée par les lois de sécularisation espagnoles (1813, 1821) et mexicaines (1825, 1827, 1832) peu appliquées les unes et les autres, en raison de l'éloignement de Mexico. La sécularisation finale enfin exécutée — on voit mal pour-

1. Philip Ashton ROLLINS. *The discovery of the Oregon Trail. Robert Stuart's narratives*. N. York, Scribner, 1935, in-8° de CXXXVII-391 p.

2. M. George R. STEWART (J<sup>r</sup>). *Ordeal by hunger. The story of the Donner party*. London, Cape, 1936, in-8° de 352 p., 12 illust., 6 cartes.

3. Milton R. HUNTER. *Mormons and the Colorado River*. *Amer. hist. Rev.*, 539-545.

4. Rev. Gerald J. GARRY. *The secularization of the California missions (1810-1846)*. Washington, The Catholic University of America, 1934, in-8° de x-205 p.

quoi —, ruina le pays, fit périr 10.000 Indiens et livra les autres aux chercheurs d'or. Ils sont au tout premier plan du livre de Mr. Léon LEMONNIER, très alerte, nonobstant l'emploi d'ailleurs judicieux fait des papiers de Fremont et à la *Bibliothèque Nationale* du Ms. Acq. fr. 9334 ou de dossiers de la police judiciaire<sup>1</sup>. A la vérité, l'ouvrage qui n'est pas définitif, devrait s'intituler *La ruée vers l'or californien à la lumière de documents américains et français*. Dans une première partie, l'auteur décrit la vie des colons sous le régime mexicain : Américains comme Bidwell ou Larkin, Allemands comme le Badois Sutter. Une rivalité inévitable éclate entre les Mexicains et les étrangers, dénouée par la conquête de la Californie, elle-même jalonnée par les victoires américaines (juillet-septembre 1846), la contre-attaque de l'adversaire (septembre 1846-janvier 1847) qui ne peut différer l'établissement d'un gouvernement provisoire. Il fait appliquer les lois espagnoles par des alcades anglo-saxons. Puis c'est la découverte de l'or chez Sutter, à la scierie du Mormon Sam Brannan, dans la vallée du Sacramento (15 mars 1848). C'est le déchaînement de la première ruée, celle des voisins : imprimeurs californiens, habitants du Sonora, de l'Orégon, aventuriers yankees racolés par des compagnies. Alors la renommée des placers gagne la France où des brochures de propagande lancent vingt-neuf compagnies d'immigration dont vingt-sept succombèrent sans gloire. Des deux autres : le *Comptoir franco-américain* trouva une mourante vie, alors que la *Compagnie des Lingots d'Or* put expédier 3.500 immigrants en dix-sept convois. Financés par une loterie, ils gagnèrent la Californie par le cap Horn. Cette immigration à peu près uniquement parisienne comprit des révolutionnaires de 1848, des nobles ruinés comme G. de Raousset-Boulbon ou Pindray d'Ambelle. Ils rejoignirent à San Francisco des notables européens, des fonctionnaires américains venus par l'isthme de Panama, des vétérans et des immigrants acheminés de Nouvelle-Angleterre par la *California Trail*.

Il fallut organiser le pays, faire de San Francisco une véritable ville : en égaliser les fondrières. La Société des Vigilants y réduisit le brigandage (1841). Les mines de la région entrèrent alors en pleine activité. Les immigrants qui, tout le jour, maniaient la battée, le berceau, le *long tom* employaient leurs loisirs en rixes,

1. LÉON LEMONNIER. *La ruée vers la Californie*. Paris, Gallimard, s. d. (1944), in-8° de 467 p., 2 cartes.

en beuveries, en jeux violents. La dernière partie du livre expose les résultats de la ruée, le rendement des mines, l'odyssée d'un Raoussset-Boulbon au Sonora. Les mineurs, parmi lesquels on a compté 20.000 Français, ne songeaient qu'à s'enrichir. Ils ont colonisé un pays, qui, devenu État libre, allait jouer son rôle dans l'Union.

Vivant et précis, tout en anecdotes, le livre de M. Lemonnier mérite un large public. Celui de M. John Douglas PITTS FULLER affirme<sup>1</sup> que l'annexion de la Californie fut un simple incident dans le grand mouvement du premier expansionnisme américain. Un de ses adeptes, le juge Ingersoll, demande l'avance de la frontière entre le Nueces et le Rio Grande. D'autres réclament la ligne de la Sierra Madre. Derrière eux, des New Yorkais, surtout les Whigs, réclament l'annexion de tout le Mexique, refusée par Trist, Calhoun, Clay et Gallatin.

b) LE NORD DES ÉTATS-UNIS. — Si New York sacrifie ainsi à l'impérialisme, c'est que la ville traverse une période de grande prospérité. Elle fait l'objet des livres de M. Sidney I. POMERANTZ<sup>2</sup>. Il ne nous est pas parvenu, pas plus que celui de Mr. Robert Greenhalg ALBION<sup>3</sup>.

Le gros ouvrage de M. Alexander C. FLICK qui évoque le peuplement de l'État de New York<sup>4</sup> jusque vers 1850, dégage les raisons du grand essor de l'ancienne ville loyaliste : sa position carrefour des routes du Sud et de l'Ouest, de port d'attache des « liners » depuis 1818, de point d'origine du canal Érié (1817-1825), de centre financier. C'est à son organisation bancaire et boursière que Mr. Joseph Edward HEDGES a consacré une thèse plus claire que nuancée<sup>5</sup>. Simple centre d'émission de papier monnaie, les Banques d'affaires de Philadelphie, (1780-1784) et de l'Amérique du Nord (1781) ne prêtaient aucune aide aux commerce. Puis les deux Banques nationales des États-Unis succombèrent. La crise

1. John Douglas PITTS FULLER. *The movement for the acquisition of all Mexico* Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1936, in-8° de 174 p.

2. Sidney I. POMERANTZ. *New York, an American city, a study of urban life*. N. York, Columbia U. Press, 1938, in-8° de 531 p., \$ 5.00. Voir *Am. Hist. Rev.*, 1939, 929-930.

3. Robert Greenhalg ALBION. *The rise of New York port (1815-1860)*. N. York, C. Scribner's sons, 1939, in-8° de xiv-485 p., \$ 3.75. Voir *Am. Hist. Rev.*, 1940, 415-460.

4. Alexander C. FLICK. *History of the State of New York*. T. V : *Conquering the wilderness* ; VI : *The age of reform*. N. York, U. Press, 1934, 2 vol. in-8°.

5. Joseph Edward HEDGES. *The commercial banking and stock market before 1863*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1938, in-8° de 164 p.

de 1837 mit en faillite un huitième des banques. Le capital de celles qui subsistèrent fut réduit de 20 %. Il se répartissait en placements divers, destinés à financer les assurances (1 %), les Banques (19 %), les fonds publics (19 %), les canaux et les voies ferrées (59,5 %). Le comité des courtiers de Philadelphie, constitué en 1800 pour régulariser le commerce des espèces et des valeurs, fut transféré à New York. L'aboutissement d'une évolution d'un demi-siècle (1817-1869) fut la fusion finale dans le cadre du *Stock Exchange* des *Government*, *Old et Open Boards*. C'est que New York, étape nécessaire pour le blé et la farine entre l'intérieur et l'étranger (à partir de 1797), centre de redistribution, lieu de dépôt des devises étrangères et de paiement des droits de douane, attira bientôt les capitaux des firmes yankees aussi bien que ceux des épargnants européens. Pour les retenir dans leur ville, les Banques new yorkaises accordèrent des intérêts à leurs déposants. Pratique qui se révéla dangereuse en 1837, en 1857 et qui fut génératrice de paniques. En vain fut-elle dénoncée par des commissions bancaires et par le *Merchant's magazine*. Utile pour avoir porté l'accent sur les causes principales de la grandeur commerciale et bancaire de New York, le livre de M. Hedges n'a pas analysé d'assez près l'importance de ses rapports avec le Canada. Celui de Mr. D. G. CREIGHTON<sup>1</sup> sur l'empire commercial du Saint-Laurent de 1760 à 1860 démontre (p. 81) que la Révolution américaine brisa la grande unité économique péniblement organisée dans la vallée du fleuve à partir de 1763. Les négociants de Montréal et de Nouvelle-Angleterre crurent pouvoir la maintenir par l'entrée franco (1788) de maintes marchandises, par l'exemption des droits impériaux et, lors du traité Jay, il permit à certaines marchandises américaines la libre pénétration dans les Indes Occidentales britanniques. Les Yankees prenant la part du lion, la loi de 1812 interdit les produits européens non anglais et transités par les États-Unis, mais la loi de 1822 mit les Américains en mesure de trafiquer librement pour certains produits avec les Indes Occidentales. La construction du Canal Érié fit échapper au rayon commercial du Saint-Laurent le commerce des grands Lacs orientaux et de Montréal. En 1845, le Canada était en pleine crise, comme l'était l'Angleterre. Les temps de l'unité commerciale du

1. D. G. CREIGHTON. *The commercial Empire of the Saint Lawrence (1760-1860)*. Toronto, The Ryerson Press, 1937, in-8° de vii-447 p., \$ 5.00.

Saint-Laurent étaient révolus. Ceux d'une éventuelle union politique et économique du Canada et des États-Unis n'avaient pas plus l'avenir pour eux, comme en témoignent les quatre beaux volumes de la Collection *Elgin-Grey*<sup>1</sup>. Né dans un accès de mauvaise humeur, le projet de rattachement du Canada aux États-Unis fut vite écarté comme contraire aux vrais intérêts des deux parties. Elles acceptèrent la solution plus rationnelle d'un traité de réciprocité. Son histoire est contée par M. Donald C. MASTERS en un livre sec et clair, dépourvu de bibliographie générale<sup>2</sup>, parfois discutable, mais solidement appuyé sur le *Journal of Assembly* du Canada uni, sur les séries C. O. du *Public Record office*. L'abolition des *corn laws* laissait la porte ouverte, au delà des incidences immédiates, à quatre solutions : le libre échange américano-canadien, le protectionnisme, l'autonomie complète du Canada, son annexion aux États-Unis. Dans une première période (1846-1857), la réciprocité complète est à l'honneur avec Hamilton Merritt et le *Reciprocity Bill* de 1849 à Montréal, avec le bill du 26 avril 1850 au Nouveau Brunswick, avec des manifestations diverses en Nouvelle-Écosse (1852). Du côté anglais, Gladstone multiplie les discours conciliants, Grey et Elgin voient en la réciprocité l'unique alternative à l'imminente annexion. Si Derby applique la loi du talion, à cause de l'irritante question des pêcheries, cause du raidissement américain au temps de Bulwer, Charles Seymour, lord Clarendon, Elgin firent accepter le traité de réciprocité par le Congrès. Il repose sur trois bases : la libre navigation sur le Saint-Laurent en faveur des Américains, l'accès des Canadiens au Nord-Est américain, un compromis sur les pêcheries, l'entrée en franchise de certaines marchandises.

Péniblement acceptée, l'idée de réciprocité déclina vite (1857-1866). La crise de 1857 tarit les exportations canadiennes que le protectionniste Buchanan voulut réduire. Les conférences Galt-Morrill ne purent empêcher l'abrogation du traité de 1854. Elle ne put que hâter la constitution du Dominion. En lisant l'exposé de Mr. C. Masters le lecteur se prend à regretter qu'il n'ait pas tiré parti des papiers James W. Taylor, Sir J. Macdonald, qu'il ait

1. *La Collection Elgin-Grey (1846-1852)*. Édition SIR ARTHUR G. DOUGHTY. Ottawa, Patenaude, 1937, 4 vol. in-8°.

2. Donald C. MASTERS. *The reciprocity treaty of 1854*. Londres, 1936, in-8° de xxiv-267 p.



négligé l'arrière-plan canadien, qu'il ait omis d'évaluer les forces annexionnistes, le rôle de Seward en 1861.

c) LE CENTRE a fait l'objet de peu de recherches. Dans ses *Illinois Census Returns*<sup>1</sup> Mlle Margaret Cross donne de sèches statistiques à peine vivifiées par une introduction peu développée. La population passe de 7.267 en 1810, à 30.801 en 1818, à 51.159 en 1820. Une idée de la vie politique locale dans le Centre-Ouest peut être dégagée des documents publiés par Mr. Harold M. DORR<sup>2</sup> sur la convention du Michigan (1835-1836). État d'accès difficile, qui ne put recevoir 15.000 immigrants en 1831 que grâce au canal Érié, le Michigan émit la prétention d'entrer dans l'Union sans accepter l'Ordonnance territoriale de 1787. A la Convention de Détroit (11 mai 1835), les deux ténors politiques rivaux : le whig Woodbridge et le démocrate Norvell s'accordent sur une Constitution à base de suffrage universel et de bicamérisme. Elle fut ratifiée par le peuple. Pour ne faire aucune peine à l'Ohio, l'Indiana, l'Illinois, états en conflit avec le Michigan, le Congrès, alors en pleine élection présidentielle, obligea les autorités du Michigan à céder (bill du 25 janvier 1837). De nombreux documents illustrent cette claire introduction, où est démonté le mécanisme de la vie politique d'un État sans esclaves. L'ouvrage de Mr. William J. PETERSEN, consacré à la navigation sur le haut Mississipi et l'Iowa<sup>3</sup> ne nous est pas parvenu.

d) L'EST. — Pas plus que les États du Centre, ceux de l'Est, n'ont, cette décade, intéressé beaucoup les chercheurs. L'étude de Sœur M. Theophane GEARY sur les partis pennsylvaniens, est une étude concrète<sup>4</sup> du type de celle de M. Dorr. L'auteur s'attaque à une question d'histoire politique restée mal connue ; les conditions de la transition des républicains jeffersoniens aux républicains lincolniens par l'intermédiaire des partis mineurs et éphémères. Thaddeus Stevens, allié des républicains, première manière,

1. *Illinois Census Returns (1810-1818). Statistical Series*, vol. XXXIV, 329 p., *Statistical Series*, vol. III-XXXVI, 466 p. Springfield Illinois. Édition Margaret Cross Norton. Illinois State Historical Society Library.

2. Harold M. DORR. *The Michigan constitutional Convention of 1835-1836*. Ann Arbor. The Univ. of Michigan Press, 1940, in-8° de xi-626 p.

3. William J. PETERSEN. *Steamboating on the Upper Mississippi. The waterway to Iowa : some river history*. Iowa City : State Hist. Society, 1937, in-8° de 575 p. Voir *Am. Hist. Rev.*, 1938, 657-658.

4. Sister M. Theophane GEARY. *A history of third parties in Pennsylvania (1840-1860)*. Washington, Catholic Univ. of America, 1938, in-8° de ix-274 p.

adversaire des sociétés secrètes et des Francs-Maçons, rallie les antiesclavagistes de Pennsylvanie sur le programme de l'abrogation des textes qui frappent les noirs fugitifs. Allié d'abord aux whigs (1840), il conduit ses troupes au nativisme, mouvement anticatholique et antigermanique. Les nativistes demandent une législation qui n'accorde la nationalisation qu'après vingt et un ans de séjour (au lieu de cinq). Ils se séparent des whigs (1848), et, avec Quincy Adams junior, adhèrent au *Free Soil party*. Après 1852, ils vont, en des circonstances encore mal connues, constituer un des noyaux du parti républicain moderne. Huit appendices, une importante bibliographie générale, complètent cet ouvrage curieux et fouillé mais qu'on eût voulu moins discret sur la personnalité clé de Stevens, sur les raisons qui ont fait de la Pennsylvanie un excellent observatoire des partis, sur les deux transitions encore obscures du nativisme au *free soil* et de celui-ci au républicanisme.

Un des traits communs à ces partis éphémères est l'intensité de leur protestantisme. Elle légitime le titre de croisade protestante donné par Mr. Ray Allen BILLINGTON à son livre<sup>1</sup>. Dans l'Est américain profondément antiromain, la querelle du trusteeisme démocratique, le succès ultramontain au concile de Baltimore (1829), l'arrivée de 14.000 immigrants catholiques (1830), puis de nombreux Irlandais exaspérèrent l'opinion. Le *Protestant magazine*, l'*Anti Romanist* taxent les papistes d'alliance avec les réactionnaires d'Europe. L'échec de l'attaque du couvent des Ursulines de Charleston, machinée par Lyman Beecher, le caractère calomnieux des accusations de Rebecca Weed contre des religieuses, l'énergie de Mgr Hughes à New York, en 1844, incitent les dirigeants nativistes, moins à exciter les foules qu'à convaincre la classe moyenne. Tandis que le public s'intéresse à la famine d'Irlande, à la guerre du Mexique, aux Révolutions de 1848, un travail profond d'éducation anticatholique s'opère. Les trois sociétés nativistes se subordonnent à un Comité unique (mai 1849). Une bibliothèque antipapiste modèle se constitue à New York. Cent vingt missionnaires établis dans les ports dénoncent aux immigrants les persécutions des réformés en Europe, les discours violents de Mgr Hughes, les antécédents du nonce Bedini, les scandales des couvents. Rien n'y fit, pas même l'entrée au Congrès de

1. Ray Allen BILLINGTON. *The Protestant crusade, 1840-1860: the origins of American nativism*. N. York, 1938, Macmillan, in-8° de xii-514 p., \$ 5.00.

quarante-trois députés *Know-Nothing*. L'immigration ne fut pas restreinte, tandis que le nativisme se désagrégea, tant au Massachusetts qu'en Maryland. La croisade protestante, évoquée de façon vivante par M. Billington, avait échoué. Peut-être parce qu'un pays qui exaltait le *common man* ne pouvait guère le tracasser, quand, pauvre et affamé, il abordait aux rivages de liberté.

e) LES CARACTÈRES DE L'AMÉRIQUE LIBRE. — Une vue générale, en perspective cavalière, des États sans esclaves après 1830, se dégage des ouvrages de MM. Robert G. MAHIEU et George William PIERSON. Pour le premier auteur<sup>1</sup>, les Français ont « découvert » l'Amérique à trois reprises. Les soldats et les officiers enthousiastes de la guerre d'Indépendance de 1780, précédèrent les émigrés de 1792-1793, dont Talleyrand qui diagnostiquait les deux passions maîtresses du Yankee : l'amour de la liberté et de la fortune (lettre à Lord Lansdowne). La troisième découverte de l'Amérique fut faite de 1830 à 1837 par une élite de voyageurs, qui, dépris d'une restauration d'un passé condamné, cherchent dans ce pays neuf des prisons modèles, des moyens de communication nouveaux, une expérience politique à base de suffrage universel. Le problème pénitentiaire envisagé sous sa forme traditionnelle et dure par Muralt et Joseph de Maistre, rajeuni par Howard et Lucas, est résolu en Amérique de trois façons différentes : par la détention oisive, par le travail en commun le jour et l'emprisonnement solitaire la nuit (Auburn, Sing-Sing), par la vie continuelle en cellule (Philadelphie). Pour se prononcer à bon escient sur les mérites respectifs des trois systèmes, M. de Montalivet, ministre de l'Intérieur, confie une mission d'étude à deux jeunes magistrats : Beaumont et Alexis de Tocqueville. Le récit de leur voyage fait l'objet du beau livre de Mr. George William PIERSON<sup>2</sup>. Quarante-cinq à cinquante chapitres du livre sont consacrés aux problèmes pénitentiaires. Le rapport final de Tocqueville-Beaumont donne la préférence aux établissements d'Auburn pour les adultes, de Bloomingdale pour les jeunes délinquants. Deux autres enquêteurs, avec Mr. de Saint-Victor, rejettent la brutalité des châtiments à Auburn.

D'autres voyageurs s'intéressent à la révolution des voies de communication, alors en cours. Le Saint-Simonien Michel Chevalier

1. Robert G. MAHIEU. *Les enquêteurs français aux États-Unis, de 1830 à 1837. L'influence américaine sur l'évolution démocratique en France*. Paris, 1934, in-8° de vii-155 p.

2. George William PIERSON. *Beaumont and Tocqueville in America*. New York, Macmillan, in-8° de xv-852 p., 33 gravures, 6 appendices.

évoque la fièvre du creusement des canaux et de la pose des rails. La seconde partie du livre de Mr. G. Mahieu évoque la France politique, en mal de démocratie, et tournée vers l'Amérique. L'Anglophile *National* accepte avec Carrel ce qu'il y a de possible dans la constitution américaine, c'est-à-dire à peu près rien selon C. Nodier et la *Revue Britannique*, et toutes les libertés religieuses à en croire Lamennais, l'*Avenir* et le *Correspondant*. Ces jugements fragmentaires prennent un caractère systématique et général dans les écrits élogieux de Joseph Bonaparte (*Lettres sur les États-Unis*), d'Achille Murat, et dans les critiques, au demeurant clairvoyantes, du comte de Saint-Victor. D'autres enquêteurs, dont le témoignage est évoqué par Mr. Mahieu, étudient le phénomène démocratique américain, alors en cours de développement. Les recherches de M. Pierson (chapitre XLVI) démontrent que Tocqueville s'est inspiré du *Federalist* et des *Commentaries on American Law*. Sa critique lucide des erreurs du peuple souverain, des dangers éventuels qui menacent une démocratie en période de crise, se tempère en un éloge convaincu de l'instruction populaire et de la formation civique du citoyen. Dans ce travail remarquable de M. Pierson, les chapitres LVI-LVIII sont de tout premier ordre, comme l'étude exhaustive des sources de la *Démocratie en Amérique*.

La troisième partie du livre de Mr. Mahieu et les témoignages cités par Mr. Pierson illustrent la vie sociale du temps. Tocqueville se plaint de la sécheresse à New York, du gel de l'Ohio, de la paresse de certains Virginiens, Jacquemont de la médiocrité intellectuelle du Yankee moyen. Beaumont donne de très riches aperçus sur Washington Irving, sur le style coulant de Walsh, le charme fénelonien de Channing et formule sur l'esclavage de remarquables jugements. Alors que le livre de M. Pierson est un quasi-chef-d'œuvre, celui de M. Mahieu est parfois insuffisamment documenté et ne donne pas assez de contre-témoignages américains sur l'objet réel des enquêtes françaises. Grâce à elles du moins, nos compatriotes ont acquis en 1848 une documentation précieuse tant au point de vue politique qu'économique. Sur les inventions américaines, rien de nouveau n'est parvenu à la *Revue*, sauf le travail de Mr. et Mlle Dorothy BATHE<sup>1</sup>. Il tire de l'oubli l'œuvre d'O. Evans (1755-1819), le Watt américain. Disciple de Newcomen,

1. Greville BATHE, Dorothy BATHE. *Oliver Evans, a chronicle of American engineering*. Philadelphia, Historical Society of Pennsylvania, 1937, in-8° de 255 p.

il inventa un *Oruk Amphibolos*, appareil d'évacuation des ordures, et un appareil à moudre le plâtre.

f) LE SUD. — Le rayonnement américain, limité sur le plan intellectuel, s'exerce surtout après 1840, sur le plan extérieur, dans le domaine du golfe du Mexique. Sans grand résultat, comme le montre l'ouvrage nuancé, documenté, clair dans les détails que Mr. Charles Callan TANSILL a consacré aux rapports américano-haïtiens<sup>1</sup>. Il pourrait s'intituler *Much ado about nothing*. Voisine de la Floride et de la Géorgie, l'île sucrière de Haïti avec ses points stratégiques voisins de Cuba, eût été un objet de convoitise américaine, n'était sa population de noirs libres. Car l'annexion de l'île comportait un double risque : celui de compromettre la réputation de générosité des États-Unis, celui d'augmenter le nombre des États libres, donc d'inquiéter le Sud. De 1798 à 1823, au temps de l'annexion de la Louisiane, de la guerre franco-haïtienne, Washington dut, avec souplesse, éloigner le péril d'une mainmise anglo-française sur l'ancienne Saint-Domingue. De 1823 à 1850, après Monroë, la France et l'Angleterre s'écartent. Les États-Unis servent de médiateurs entre Haïti et la République dominicaine en guerre. Green et Ussher maintiennent le contact avec Londres et Paris. Mais Soulouque joue si bien les diplomates que la note tripartite du 4 mars 1851 garantit à grande peine l'indépendance dominicaine. Dès lors (1850-1873), les Américains s'intéressent à la sécurité de l'île menacée par l'Espagne (1863-1865) à l'occupation de Samana bay, aux opérations de géodésie militaire (Mac Clellan). Les hommes d'affaires interviennent : les Dominicains Santana et Garcia pour obtenir un emprunt de \$ 1 M., les Yankees pour des objectifs divers. J. Black veut se réserver le gisement de guano d'Alta Vela, Cazneau et Fabens les mines de Samana et de Curenero. La guerre de Sécession finie, Seward et Johnson s'accordent tacitement avec leur adversaire T. Stevens, avec Cazneau et Grant pour hâter l'annexion. Elle semble en bonne voie lors du plébiscite dominicain du 19 février 1871, mais est compromise par l'hostilité sourde de Hamilton Fish, par le discours violent de Sumner au Sénat. Elle y est repoussée (30 juin 1871). Le livre sérieux et probe de

1. Charles Callan TANSILL. *The United States and San Domingo. A chapter in Caribbean diplomacy (1798-1873)*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1938, in-8° de ix-487 p., \$ 3.50.



Mr. Tansill n'a peut-être pas assez montré que les rapports américano-dominicains se situèrent moins sur le plan de l'impérialisme nordiste que sur celui du frein sudiste.

Pour l'histoire du Sud, le présent *Bulletin* est d'une indigence certaine, nonobstant les travaux de M. M. ZWECKER et de Mr. Holmes STEPHENSON. Le premier<sup>1</sup>, dans sa biographie de Calhoun, s'écarte des points de vue trop sévères de E. Channing et de J. F. Rhodes, qui chargent la mémoire de ce « Faucon de guerre » des péchés de proesclavagisme et de nullification. M. Zwecker, plus original, dégage les analogies entre l'Allemagne et les États-Unis, pays décentralisés en voie d'unité, entre Calhoun et les politiciens germaniques. Avec Louis Vernon Parrington, il voit l'unité de la vie de Calhoun dans son opposition aux idées de 1789 : sous leur aspect français, sous leur aspect américain. Sa thèse ne paraît pas très probante, faute d'avoir démontré l'affinité spirituelle entre Calhoun, F. Lieber et List. Il est sur terrain plus solide quand il compare les vues du grand Carolinien avec celles de Niebuhr, de John Taylor, de Burke : ici les ressemblances frappent. Nuancé, suggestif, bien qu'alourdi de quelques erreurs, le livre de M. Zwecker est moins un travail définitif qu'une ébauche historico-philosophique.

L'ouvrage concret et bien illustré de M. Wendell Holmes STEPHENSON<sup>2</sup> est la biographie d'Isaac Franklin, grand propriétaire du domaine d'Alexandria, éleveur et transporteur à longue distance d'esclaves. De façon très précise, par la notation des obstacles, accrus sans cesse, opposés aux « négriers continentaux », l'auteur montre les progrès de l'effort anti-esclavagiste. Les documents reproduits par M. Stephenson évoquent admirablement la vie journalière sur les grands domaines du Sud, de ces grands marchands de « bois d'ébène », qui n'en étaient pas pour autant moins estimés de leurs contemporains.

[Sera continué.]

Edmond PRÉCLIN,

Professeur à la Faculté des Lettres de Besançon.

1. M. Dietrich ZWECKER. *Der amerikanischer Staatsmann : John Calhoun, ein Kampf gegen die Ideen von 1789. Studien zur Vorgeschichte des amerikanischen Bürgerkrieges.* Berlin, Emil Ebering, 1935, in-8° de 258 p.

2. Wendell Holmes STEPHENSON. *Isaac Franklin, slave trader and planter of the Old South.* Louisiana State U. Press, 1938, in-8°, xi-368 p.

## COMPTES RENDUS CRITIQUES

I. Sigfried J. DE LAET. *De Samenstelling van den romeinschen senaat gedurende de eerste eeuw van het principaat (28 voor Chr. -68 na Chr.). Rijksuniversiteit te Gent, Werken uitgegeven door de Faculteten van de wijsbegeerte en letteren*, 92<sup>e</sup> Aflevering. Anvers, De Sikkel, et S'Gravenhage, Nijhoff, 1941, in-8<sup>o</sup>, 338 pages (accompagné d'un résumé des conclusions en français, p. 308-324).

II. ID. *Aspects de la vie sociale et économique sous Auguste et Tibère (Collection Lebègue, 4<sup>e</sup> série, n<sup>o</sup> 44)*. Bruxelles, Office de Publicité (anc. Établissements Lebègue), 1944, petit in-8<sup>o</sup>, 79 pages.

I. Le livre de M. de Laet consacré au Sénat s'inspire des excellents modèles donnés par P. Lambrechts ; il a été exécuté sous la direction de M. Van de Weerd.

La méthode suivie est celle même de M. Lambrechts. La première partie du livre renferme les listes prosopographiques des sénateurs qu'on peut inscrire au Sénat d'Auguste, de Tibère, de Claude et de Néron. Il est possible de retrouver 483 noms pour le temps d'Auguste, 353 pour celui de Claude. Le *cursus* de chacun de ces hommes est indiqué ; les indications des travaux plus anciens sont, à l'occasion, rectifiées. Rien de nouveau sur Sulpicius Quirinus, une intéressante discussion sur le patriciat de Plautius Silvanus. — A ces listes font suite les reconstitutions de l'*album* sénatorial pour les années 20 av. J.-C., 14, 37, 54 et 68 ap. J.-C. — Puis vient la statistique des patriciens et celle des sénateurs d'origine italienne. — Comme les recherches de l'auteur lui ont permis de rectifier en plus d'un point la liste des gouverneurs provinciaux, il nous rend le grand service de nous donner une liste révisée des Fastes de toutes les provinces au 1<sup>er</sup> siècle.

Sur ces fondations très solides, l'auteur asseoit ses conclusions, qui concernent : la part respective des patriciens et des plébéiens dans la composition du Sénat, celle des Italiens et celle des provinciaux, la durée des gouvernements provinciaux, la longueur de l'intervalle entre le consulat et le proconsulat.

Si nous groupons ces conclusions de manière à juger l'œuvre de chaque empereur, voici le tableau que nous obtenons.

Auguste se montre favorable aux patriciens. A la fin de son règne près du tiers du Sénat est composé de patriciens, et près des deux tiers des consuls éponymes ont été patriciens. L'empereur, en vertu de la *lex Saenia*, crée de nouveaux patriciens ; ces familles, sauf les Asinii et les Calpurnii, ne vécurent pas jusqu'au 1<sup>er</sup> siècle. Il fait appel à des *homines novi* : toute l'Italie est représentée dans son Sénat ; mais nous ne connaissons que huit sénateurs provinciaux. A l'égard du gouvernement des provinces, Auguste respecte les règles constitutionnelles, mais il évite de traduire en justice les mauvais gouverneurs.

Tibère ne montre, au contraire, aucune faveur pour le patriciat. Il appelle au consulat même des *homines novi*, et cette politique se dégage surtout dans la

deuxième partie du règne. On connaît sous son règne onze sénateurs provinciaux ; à la différence d'Auguste, il semble avoir évité d'appeler au Sénat des Orientaux. Il ne respecte pas les règles sur la durée des gouvernements : on connaît un proconsul, Junius Silanus, qui a gouverné six ans l'Afrique, un légat, Poppaeus Sabinus, qui a gouverné vingt-trois ans la Mésie ; l'empereur a même obligé deux légats à gouverner leurs provinces (l'Espagne et la Syrie) sans quitter Rome. Il s'est montré très sévère à l'égard des mauvais gouverneurs. Comment expliquer ces traits remarquables ? Selon M. de Laet, Tibère veut assurer un meilleur gouvernement aux provinces ; on assiste sous son règne à « un essai prématuré de centralisation étatiste, de transformation du principat augustéen en monarchie centralisée ». Il ajoute cependant que le nombre des hommes auxquels Tibère pouvait se fier était limité. Nous inclinons à penser que ce dernier motif fut déterminant ; Tibère n'a jamais su rallier à sa personne la faveur des grands ; il a tremblé devant le Sénat qui tremblait devant lui ; et ainsi tout le gouvernement a été faussé. Mais il est exact aussi que Tibère a été obligé de compliquer les organes centraux du gouvernement ; seulement il aurait dû normalement être par suite conduit à faire appel à un plus grand nombre de collaborateurs sénatoriaux, et il ne l'a pas voulu.

Claude est revenu à la politique augustéenne. Il a essayé de renouveler le patriciat épuisé, durant sa censure. Plus de la moitié des consuls, sous son règne, sont patriciens. On ne connaît que huit sénateurs provinciaux qu'il ait nommés, aucun sénateur de Gaule Chevelue, mais trois de Narbonnaise, et un membre de l'aristocratie hellénisée, Sergius Paullus, qui sera le premier d'une longue série. Il est curieux que le discours de Lyon semble être demeuré sans effet pratique.

Le règne de Néron a un aspect révolutionnaire. Il ne donne le consulat à aucun membre des familles patriciennes que Claude a créées, il fait peser la terreur sur les nobles ; il fait appel à de nombreux hommes nouveaux, qui pour moitié sont provinciaux. La proportion des sénateurs patriciens, qui était de 29 % sous Auguste tombe à 12 %. Nous connaissons 30 sénateurs nouveaux, d'origine provinciale, dont 6 seulement sont orientaux. Ce règne marquerait donc l'apogée de la participation des Occidentaux dans le Sénat de Rome. A la fin du règne, tous les consuls sont plus ou moins hommes de lettres.

On voit combien les précises recherches de M. de Laet enrichissent le tableau que nous pouvons maintenant esquisser de la politique intérieure des empereurs du 1<sup>er</sup> siècle.

Dans un dernier chapitre, M. de Laet soumet à son contrôle les théories présentées par E. Groag sur le *cursus honorum* des sénateurs patriciens et il les rectifie en bien des points. Les études méthodiques et exhaustives de MM. Lambrechts et de Laet permettent de substituer des affirmations scientifiques à des impressions trop souvent arbitraires.

M. de Laet a étudié avec minutie outre la transformation de la classe sénatoriale, celle de la classe équestre au début de l'empire. Un des intérêts de la brochure de la *Collection Lebègue* est de nous donner (p. 35-40) les conclusions de l'étude inédite qu'il a consacrée aux chevaliers. La classe équestre s'est italienne plus tôt que la classe sénatoriale, dès le temps de César, et s'est provincialisée dès le début de l'empire. Le recrutement de cette classe se fait pour partie dans l'élite des municipaux, pour partie dans l'armée ; il est remarquable que tous les grands hommes de lettres au temps d'Auguste lui appartiennent. Il faut souhaiter

que cette étude soit publiée tout entière<sup>1</sup> ; car l'évolution de la classe équestre à la fin de la république expliquerait en grande partie l'histoire du temps ; il nous paraît que l'« italianisation » de cette classe est bien antérieure à César ; elle a absorbé tous ces trafiquants si bien étudiés naguère par J. Hatzfeld, et en même temps toute l'élite des municipes.

L'étude de l'évolution de la classe équestre n'est qu'une très petite partie de l'ouvrage de M. de Laet. Il a surtout voulu reviser les jugements traditionnels sur Auguste et Tibère. Mais peut-on réellement parler de jugements « traditionnels » ? L'unanimité entre les historiens est loin d'être faite. Rappelons que, dans les *Réflexions* de Saint-Evremond « sur les divers génies du peuple romain », il se rencontre une apologie d'Auguste : « tout le monde fut content » ; au contraire Montesquieu, dans un des plus remarquables chapitres des *Considérations*, a tracé d'Auguste le plus cruel portrait : il est affligé d'une « lâcheté naturelle », il a voulu fonder « une servitude durable », il est « un rusé tyran ». Le plus bel ouvrage qui ait été publié parmi les modernes sur Auguste, *The Roman Revolution*, de R. Syme, est une critique passionnée de l'œuvre augustéenne.

M. de Laet s'exprime à l'égard d'Auguste avec une certaine hésitation. Il stigmatise sa politique réactionnaire, qui lui concilie les bonnes grâces du Sénat, et aussi sa politique des castes. « Une telle politique péchait par la base. » Auguste règne par la terreur : « la clémence d'Auguste fut encore une de ces fictions officielles auxquelles ne correspond aucune réalité. » A toutes ces formules, Montesquieu et M. Syme souscriraient sans nul doute, et nous aussi bien volontiers. Pourtant M. de Laet ne veut pas tout à fait détruire la « légende dorée » du premier empereur.

Dur pour Auguste, il est trop favorable à Tibère. Il lui attribue le dessein d'établir franchement la monarchie absolue. Il le loue d'avoir été le premier à ne plus traiter les provinces en pays conquis. Nous ne sommes pas sûrs que ces jugements soient justes. Tibère a été la victime du régime sans franchise qu'Auguste avait institué ; c'est malgré lui qu'il a dû lutter par la terreur contre la résistance hypocrite du Sénat. Son règne affreux expie les mensonges de l'œuvre augustéenne ; Tibère ne mérite pas que les modernes lui consacrent leurs apologies.

D'autres chapitres traitent, un peu superficiellement, de la vie économique. On notera en particulier une nouvelle analyse de la crise économique de l'an 33. Tout l'ouvrage se lit avec agrément, et les études approfondies de l'auteur sur les classes sociales lui permettent d'apporter des jugements personnels.

A. PIGANIOL.

Wilhelm WATTENBACH. *Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter. Deutsche Kaiserzeit*, hgg. von Robert HOLTZMANN. Berlin, Ebering, in-8°; Band I, Heft 1 (1938), xv-162 pages, Heft 2 (1939), p. 163-357, Heft 3 (1940), p. 359-617.

Une nouvelle édition du classique ouvrage de Wattenbach sur les sources de l'histoire d'Allemagne jusqu'en 1250 a été entreprise sous la direction de M. Robert Holtzmann, professeur à l'Université de Berlin et de ce nouveau Wattenbach,

1. Cf. S. J. DE LAET, *Le rang social du primipile à l'époque d'Auguste et de Tibère* *Antiquité-Classique*, IX, 1940, 13.

rajeuni et enrichi, déjà trois fascicules ont paru, qui permettent de juger des modifications apportées à l'économie générale de l'ouvrage.

Dans la préface, qui figure en tête du fascicule 1, le directeur de l'entreprise R. Holtzmann donne quelques détails sur l'origine et les destinées du manuel de Wattenbach. C'est pour lui l'occasion de retracer brièvement la biographie du célèbre érudit allemand et de préciser les étapes de sa carrière, carrière qui, après un tracé en zigzags, ne prit sa ligne définitive qu'à partir du jour où Wattenbach fut nommé professeur à l'Université de Berlin (1873). Dès 1858 Wattenbach avait fait paraître son manuel sur l'historiographie allemande du moyen âge ; celui-ci, condensé en un seul volume, obtint un tel succès que plusieurs éditions se succédèrent jusqu'en 1893-94, date à laquelle parut la 6<sup>e</sup> édition ; en outre, dès la 3<sup>e</sup> édition (1873-74), l'ouvrage s'était amplifié au point d'embrasser deux volumes. Après le décès de Wattenbach en 1897, son ami Dümmler entreprit de donner une 7<sup>e</sup> édition de l'ouvrage ; mais, Dümmler ayant été frappé par la mort à son tour dès 1902, ce fut à Traube que revint le soin de faire paraître le tome I de cette 7<sup>e</sup> édition ; ce premier volume vit le jour en 1904, mais l'œuvre resta inachevée, le second volume n'ayant jamais paru.

Dans l'introduction placée en tête de la nouvelle édition, R. Holtzmann s'est également expliqué sur les innovations, qui, introduites dans le plan primitif, font du manuel révisé sous sa direction, une œuvre franchement nouvelle. Si l'on tient compte des matières contenues dans la 6<sup>e</sup> édition du manuel, la plus récente édition comportant deux volumes, on voit que les innovations portent sur les points suivants.

Tandis que Wattenbach s'était astreint à dénombrer et à étudier les sources de l'histoire allemande depuis les origines jusqu'en 1250, Holtzmann a résolument borné son champ d'action à la période comprise entre 900 et 1250 ; il a ainsi déchargé son entreprise des chapitres sur la période des origines et sur l'époque carolingienne ; cette amputation aurait d'ailleurs un caractère provisoire, puisque l'auteur veut bien nous laisser espérer la publication d'un manuel qui serait réservé exclusivement aux sources de l'époque carolingienne. La matière se trouvant ainsi enfermée entre les dates indiquées (900-1250), cette matière sera traitée en deux volumes, la coupure entre ces deux volumes étant fixée à l'année 1125 ; dans ces conditions on est en droit d'espérer que dans cette édition nouvelle du manuel de Wattenbach, une place plus importante que dans les éditions précédentes sera faite à la période de 1125 à 1250. Dans chacun des volumes le principe de la répartition des matières par grandes régions a été maintenu ; certains des chapitres qui concernent les marches de l'Ouest (Haute et Basse-Lorraine) et qui intéressent au premier chef les historiens français, ont gagné en étendue ; les chapitres régionaux ont été confiés à une dizaine de collaborateurs, MM. Kirn et Sproemberg ayant été chargés respectivement des chapitres concernant la Haute et la Basse-Lorraine.

Afin de hâter la publication de l'ouvrage il a été décidé de faire paraître chacun des deux volumes par fascicules successifs ; chaque volume doit comprendre en principe quatre fascicules, chaque fascicule étant doté d'un index provisoire, en attendant la publication de l'index général et définitif qui doit clore chacun des deux volumes. A l'heure actuelle trois fascicules du premier volume du Wattenbach-Holtzmann ont paru ; les deux premiers fascicules traitent de la période ottonienne (900-1050), cependant que le troisième aborde la période de



la lutte des investitures (1050-1125). Le quatrième fascicule qui reste à paraître comprendra en particulier pour la dite période les chapitres sur la Haute et sur la Basse-Lorraine.

La principale innovation de l'édition Holtzmann tient surtout au fait que le nouvel éditeur a interprété le mot *Quellen* (sources) au sens le plus large du terme, ce qui l'a amené à étendre ses investigations à des domaines qui avaient été laissés de côté systématiquement par l'initiateur du manuel. Le nouveau Wattenbach entend conserver la place d'honneur aux documents narratifs, aux *scriptores*, qui, dans la conception primitive du manuel, tenaient une place exclusive, mais il se propose également d'admettre d'autres catégories, pour ne pas dire toutes les catégories de sources, puisque, aux termes mêmes de l'introduction, il comprend sous le nom de sources non seulement les documents narratifs, mais encore les documents diplomatiques au sens le plus large du terme, les inscriptions et les documents archéologiques les plus variés. Vaste programme, probablement trop ambitieux, eu égard aux dimensions de l'œuvre projetée. En fait, à en juger par les fascicules parus, les rédacteurs du nouveau Wattenbach ont concentré leur attention sur les documents narratifs, se contentant pour les autres catégories de sources de notations intéressantes sans doute, mais très succinctes.

La nouvelle édition prend pour base le texte de la plus récente des éditions qui l'ont précédée (la 7<sup>e</sup>) ; mais ce texte a été fortement remanié ; certains passages ont été abrégés, d'autres ont été développés ; les notes enfin, parce qu'elles se proposent de faire profiter le lecteur des travaux les plus récents et de résumer rapidement les discussions suscitées par ces mêmes travaux, tiennent une place considérable dans cette édition augmentée et révisée. Inutile de dire que cette œuvre qui fait le plus grand honneur à R. Holtzmann et à ses collaborateurs, rendra les plus grands services aux médiévistes ; on a indiqué chemin faisant les raisons pour lesquelles, en dehors de l'intérêt général qu'il présente, le nouveau Wattenbach doit prendre place dans toutes les grandes bibliothèques françaises.

Ch.-Edmond PERRIN.

**J.-M. ABD-EL-JALIL. Brève histoire de la littérature arabe.** Paris (Librairie orientale et américaine, G.-P. Maisonneuve), 1943, in-8°, 308 pages, 3 cartes.

Cet ouvrage vient opportunément combler une invraisemblable lacune de notre outillage. Par une anomalie inexplicable, le lecteur français curieux de la question ne disposait jusqu'ici que des *Pages choisies de la littérature arabe* de L. MACHUEL, dont il vaut mieux ne point parler, et de la *Littérature arabe* de Cl. HUANT, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne répond aucunement à l'idée que nous nous faisons aujourd'hui d'un ouvrage d'histoire littéraire : on y cherchait en vain des idées directrices, et les notices consacrées aux auteurs étaient exclusivement biographiques et bibliographiques, nous sevrant d'indications utilisables sur l'originalité relative, la « manière » particulière, et les qualités littéraires de chacun.

Le R. P. ABD-EL-JALIL, professeur à l'Institut catholique, comble aujourd'hui cette lacune, et d'une manière heureuse : bref, sans doute, comme le titre l'indique, son ouvrage, bien composé, clair, bien informé, portant la marque d'une longue

familiarité avec les textes, constituera à la fois un excellent manuel pour nos étudiants et un guide auxquels les historiens non spécialisés dans l'étude de l'Islam devront obligatoirement se reporter à propos de la civilisation musulmane. L'auteur l'a conçu à la fois comme un tableau d'ensemble et comme un recueil de notices : la production littéraire des Arabes y a été divisée en trois grandes tranches chronologiques, divisées elles-mêmes en sections à l'intérieur desquelles on trouve successivement un exposé des conditions historiques du développement littéraire, des indications sur l'évolution des genres durant la période considérée, enfin un aperçu sur la biographie, les œuvres et les qualités des principaux écrivains. L'ouvrage se termine sur une anthologie, trop brève assurément pour constituer un dossier suffisant de pièces justificatives, mais qui fait bien augurer (car il y a là des traductions excellentes, notamment celles de fragments du Coran : p. 269-272) des *Plus belles pages de la littérature arabe* que l'auteur lui-même prépare et qui apporteront bientôt au public non orientaliste une illustration de son *Histoire de la littérature*.

Cette dernière est divisée en trois parties :

La première (p. 15-85), des origines insaisissables à 750, est « caractérisée par la prédominance du goût arabe, peu à peu pénétré, surtout depuis le triomphe de l'Islam et son expansion, par des influences étrangères ». D'abord, la littérature de l'Arabie antéislamique, pratiquement réduite à la poésie, qui restera le mode d'expression littéraire favori des Arabes : poésie originale, mais monotone, rédigée en une *koiné* dépourvue à la fois de spontanéité et de valeur vivante, que l'auteur juge ici (p. 35-6) sans excessive bienveillance<sup>1</sup>. L'avènement de l'Islam ayant bientôt créé « une atmosphère nouvelle... qu n'était pas favorable à la poésie », c'est seulement sous les califes omeyyades de Damas que celle-ci allait connaître un renouveau de vogue : si les poètes de cette période « continuent leurs prédécesseurs par la langue, la métrique et la manière, comme aussi par les genres cultivés », on voit cependant apparaître alors — caractérisant la transformation du milieu social — une « poésie légère qui chante le vin, l'amour et les jouissances terrestres »<sup>2</sup>. — La prose de cette première période est tout entière dominée par

1. On sait qu'un savant égyptien, le Pr Ta-Ha HUSAIN, a récemment soutenu que toutes les poésies « antéislamiques » devaient être rejetées en bloc, comme autant d'apocryphes forgés par les philologues de l'époque abbasside. Le R. P. Abd-el-Jalil juge cette attitude hypercritique ; il fait observer, très justement : « On a pu truffer, mais en imitant ; et tout un monde ne peut pas participer à une vaste supercherie qui ne contienne rien de réel, qui fasse circuler des faux sans fondement aucun (p. 35). » — Les réserves formulées ici sur la valeur de la poésie antéislamique sont pleinement justifiées, mais il me semble qu'on la jugerait avec plus d'indulgence si l'on prenait soin de la replacer dans son milieu social, et surtout dans le cadre géographique qui lui a donné naissance : dans les steppes infinies, désespérément vides, de l'Arabie du Nord, devant la fuite d'une bête sauvage ou la violence terrifiante d'un orage, il est des vers qui reviennent d'eux-mêmes à l'esprit, et avec une autre couleur que lorsqu'on les lit « en citadin ».

2. Il aurait fallu marquer ici que la naissance de cette poésie nouvelle est étroitement liée à la *chanson* : bien plus que les longs vers solennels des anciens poètes, ces couplets de circonstance, d'inspiration primesautière et facile, au mètre bref et léger (apparition du *ramal majzou'*, dont Abou Nouwâs tira plus tard ses meilleurs effets), étaient particulièrement propres à être mis en musique et chantés. Cf. in *Aghâni* XII, 80, la chanson de Moti' b. Iyâs : 'ikliluhâ 'alwâdu, — wa wajhuhâ fâtânû ; — II, 76, chanson

le Coran, « le grand apport de l'Islam » : l'auteur a bien marqué la valeur littéraire de ce « livre musical... fait pour être récité, psalmodié à haute voix », et des notations neuves, et très personnelles, soulignent fort opportunément l'emprise qu'il exerce sur l'esprit des musulmans<sup>1</sup>. Les recueils de traditions, les « épîtres », les traductions, les monographies historiques apparaissent, mais ne se développeront complètement que durant la période suivante.

La seconde partie (« les Abbassides » ; — p. 85-201) n'embrasse pas moins de cinq siècles : de 750 à 1258. On y distingue une première phase, « d'ascension et d'épanouissement », aux VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> s., et une seconde « de dispersion, de durcissement et de fixation ». C'est que Bagdad reste tout d'abord le centre politique et culturel du monde musulman, où se côtoient et s'affrontent, autour de la Cour califienne, les races les plus diverses : ce brassage de peuples et d'idées, et le développement soudain d'une vie citadine raffinée<sup>2</sup> s'accompagnent logiquement d'une intense activité intellectuelle, à laquelle la langue arabe sert de moyen d'expression et d'élément d'unification. La poésie tente de se renouveler, mais « modernistes » et « néo-classiques » ne se différencient guère que par les thèmes qu'ils mettent en œuvre : « à partir de la seconde moitié du IX<sup>e</sup> s. tout se fixe... La vie se retire dans la poésie en langue populaire » ; malgré leur spontanéité, leur aisance et la qualité exceptionnelle de leur langue, les vers d'Abou-Nouwâs eux-mêmes ont déjà « quelque chose de dur et de sec où ne passe pas ce qui est essentiellement humain ». Plus remarquable, et plus important, est l'essor magnifique des genres en prose, qui marque l'accession de l'arabe au rang de langue de culture : prose littéraire soignée, souvent même ornée, qui glissera bientôt dans le maniérisme, l'artifice et l'acrobatie verbale<sup>3</sup> ; une très bonne analyse est

d'Ibn 'Aïcha : *wa qad qālat li'atrābin-lahā zahrūn tulāqtūdā* ; — VIII, 88, vers de Walid II mis en musique par Ibn 'Aïcha : *'allilānt wa šaḡiyānt — min charābin 'icfahāni* ; — VI, 145, du même, mis en musique : *saḡaytu 'Abā Kāmilin — minā l'aḡfari l-bāhili*.

1. P. 75 : « Les différences constatées par les Européens... disparaissent dans la sensation de lumière et de chaleur, de rythme et de musique qu'éprouve le croyant qui récite avec persuasion et respect ce qu'il croit être la parole même de Dieu. » — P. 77 : « Dans la dernière période mecquoise et dans la période médinoise... le rythme musical du Coran n'existe plus que dans les mémoires qui, toutes jeunes, se sont bercées de cadences qui animent pour elles les pages les plus ternes et les plus sèches, et réalisent l'unité et l'inimitabilité littéraire du Coran. Contester ces deux qualités est donc pour les musulmans non seulement blasphème intolérable, mais encore, lorsqu'on sait l'arabe, une preuve « physiquement » indéniable de mauvaise foi. »

2. Sauf erreur, l'auteur a laissé de côté ce facteur si important : l'existence d'une classe sociale « distinguée », de « gens du monde » qui s'intéressent à la production littéraire, la citent, et la discutent, et à la conversation desquels les livres d'*adab* s'efforcent de fournir un aliment (v. la préface du *K. al-Ma'drif* d'Ibn Qutāiba : « ce qu'il faut savoir pour ne pas être ridicule en société »). C'est par l'existence de cette classe que s'explique, pour s'en tenir ici à cet exemple, le *Nichwār al-mohādara* d'at-Tanoūkhī, qui en est le miroir. — Sans doute aurait-il été utile de mentionner, comme un témoignage de l'intérêt suscité par la chose littéraire, les « cabinets de lectures » de Bagdad (v. H. ZAYAT, in *Khizāna Chargiya*, II, 141-2).

3. Le rôle des scribes de l'administration califienne dans le perfectionnement de la prose a été bien mis en lumière (p. 105), mais on aurait aimé voir marquer plus nettement (p. 165) dans quelle large mesure ils sont responsables du goût de l'emphase et de la rhétorique creuse : « style de Chancellerie ».

ici consacrée (p. 109-116) à l'incontestable talent d'al-Jâhiz, le meilleur représentant de la prose classique. A côté de la prose élégante, la prose technique : philologues, obéissant avant tout à des mobiles d'ordre religieux (exégèse coranique), historiens dont la méthode — très spéciale et très intéressante — ne doit rien à des influences extérieures. C'est au contraire aux traductions du grec qu'il faut faire honneur de l'essor des sciences « étrangères » : sciences naturelles et mathématiques, géographie ; les sciences religieuses elles-mêmes et la philosophie trouvent dans la dialectique et dans les œuvres d'Aristote un élément de développement qui s'ajoute à une « poussée interne » inéluctable. — Avec l'affaiblissement de l'autorité des califes de Bagdad et la création d'États indépendants sur les ruines de l'ancien empire unitaire, « la dispersion politique entraîne une dispersion littéraire » qui s'accompagne « d'un mouvement de réaction officielle en faveur de la tradition », auquel seule se dérobe l'Espagne, avec sa poésie populaire originale. Ces trois siècles voient encore naître de très grandes figures : al-Motanabbi, le poète préféré des Arabes, al-Ghazali, qui nous a raconté en détail son émouvante expérience intellectuelle (p. 186-190 : bonne notice). Mais en fait une sorte de sclérose de la pensée apparaît : « le rabâchage des manuels s'introduisit et triompha... Il n'est pas jusqu'à l'organisation d'un enseignement officiel... qui n'ait contribué à cette ossification générale »<sup>1</sup>.

Avec la ruine de Bagdad par les Mongols, en 1258, commence « la période de sommeil » (p. 205-216), fertile en compilations et en encyclopédies, mais où les esprits puissants demeurent des isolés, des exceptions paradoxales ; tel l'historien Ibn Khaldoun, dont l'élévation de pensée et la profondeur de jugement surprennent davantage encore quand on le replace dans son véritable milieu : une époque de nullité intellectuelle. — Au XIX<sup>e</sup> s., avec la pénétration des idées européennes s'annonce la *Nahda*, le « sursaut », ce mouvement (fait essentiellement « d'une lutte entre deux cultures : l'une scientifique, émancipée et laïcisant ; l'autre en possession de richesses intellectuelles et spirituelles qu'elle voudrait bien pouvoir épurer, renouveler et épanouir, mais non renier ») que soutiennent surtout les Égyptiens et les Syriens, et les émigrés syro-libanais dans les deux Amériques, et qui marque le début d'une évolution moderne de la langue et de la littérature arabes, contraintes à se transformer par le contact de l'Occident : aspirations encore confuses d'ardeurs juvéniles qui cherchent leur voie à travers des discussions passionnées, soutenues de grands et nobles espoirs, sans avoir réussi jusqu'ici à rien dégager qui soit stable ou net. A cette *Nahda*, si intimement liée à l'évolution culturelle et politique de l'Islam contemporain, le R. P. ABD-EL-JALIL a consacré (p. 217-252) des pages remarquablement informées, qu'on doit applaudir aussi pour la compréhension et la sympathie dont elles témoignent à l'endroit du drame qui se joue aujourd'hui dans la pensée et le cœur de tout musulman cultivé<sup>2</sup> : elles comptent assurément parmi les meilleures du livre et

1. L'auteur a très heureusement fait sa juste place à cette cause du déclin de la pensée musulmane, conséquence inattendue de la fondation des universités (*madrasa*), qui n'avait point retenu comme elle l'aurait dû les précédents historiens de la littérature arabe.

2. Ajoutons qu'elles sont seules à pouvoir donner une idée d'ensemble de la question au public de langue française, réduit jusqu'ici à la notice substantielle, mais brève, donnée par I. KRATCHKOVSKY sur la littérature arabe moderne dans l'*Encyclopédie de*

clôturent dignement ce tableau clair, nourri, et sûr de la production littéraire des pays de langue arabe.

Sur le fond même de l'ouvrage je ne vois guère qu'une réserve sérieuse à formuler : question de plan. La disposition en triptyque adoptée par l'auteur me paraît offrir des inconvénients d'autant plus graves que l'ouvrage est destiné en principe à servir de manuel scolaire : dans les esprits encore novices ce sont les titres des grandes divisions du livre qui se graveront le plus énergiquement, même si le texte atténue comme il convient ce que la classification peut avoir de brutal et d'arbitraire, et on ne saurait dissimuler que ces titres sont mal choisis. C'est à l'histoire *politique* et non à l'histoire *littéraire* elle-même qu'ont été empruntés les éléments d'une classification, d'où un désaccord constant entre les rubriques et leur contenu. Il est clair qu'ici l'auteur n'a pas osé rompre avec les cadres traditionnels, à la fois trop rigides et trop flous parce que trop mal adaptés aux faits, et qu'il a inconsciemment emboîté le pas aux historiens arabes, pour lesquels compte seule « la dynastie bénie » des califes abbassides, source de tout bien dans l'Islam. Pourtant, la division tripartite qui a été adoptée (avant, pendant et après les Abbassides) ne répond que très imparfaitement aux grandes étapes du développement de la littérature arabe ; l'auteur était trop bien informé pour ne pas le sentir : il a même loyalement accusé la contradiction par un système de renvois et de rejets, mais le lecteur trop peu au fait, trop pressé ou trop peu attentif, risque de passer outre et de se former une perspective inexacte. C'est ainsi, par exemple, que l'introduction d'une coupure à la chute des Omeyyades dissimule trop la continuité que l'on relève effectivement entre le temps des Abbassides et celui de leurs prédécesseurs : si l'on n'omet pas de nous en avertir (p. 48 en bas), si on nous signale la naissance de la poésie nouvelle<sup>1</sup>, de la prose littéraire et des traductions (p. 81), de l'épître et de l'histoire (p. 83), le lecteur devra attendre les pages consacrées aux Abbassides pour trouver des notices sur Bachchâr b. Bord, « panégyriste des Omeyyades » (p. 95), sur 'Abdalhamîd b. Yahyâ (p. 104), sur Ibn al-Moqaffa' (p. 107), sur Aboul-Aswad ad-Doali et les écoles philologiques (p. 117), sur Ibn Ishâq (p. 127), sur al-Hasan al-Ba'ri (p. 147). De ce chevauchement perpétuel, que l'auteur lui-même indique avec franchise (p. ex. p. 82, n. 1 ; p. 85 en bas), il eût mieux valu s'affranchir au moyen de divisions plus rationnelles qui eurent donné à l'exposé plus de netteté : dans le

*l'islam, Supplément*, I, p. 27-34. — Dans son exposé des prodromes de la *Nahda*, l'auteur me semble avoir trop perdu de vue un fait intéressant pour l'histoire de la civilisation musulmane : la survivance d'une pensée islamique de langue arabe chez les *Turcs ottomans* : n'est-il pas significatif, pour nous en tenir ici à cet exemple, que le meilleur répertoire bibliographique de la littérature arabe soit l'œuvre d'un turc, Hadji-Khalifa (ici : p. 210) ? D'autre part, l'activité littéraire de Jermanos Farhât (p. 224) ne saurait être expliquée uniquement par l'influence de l'Europe ; et comment oublier que les fonds de manuscrits arabes de Stamboul sont les plus riches et les mieux composés du monde musulman ? Il y aurait pour le moins lieu d'indiquer brièvement ce fait, pour rétablir la perspective juste.

1. Sans d'ailleurs insister assez sur elle : on rencontre dès l'époque omeyyade des pièces qui annoncent déjà la poésie « moderne » (v. p. ex. *Aghâni*, VI, 147-9, vers de Yazid b. Dabba, dont une description de cheval et de chasse, très caractéristique ; XX, 174-6, vers de 'Ammâr Dhû Konâz, dont une satire contre sa femme qui « préfigure » déjà Abû Nouwâs).



cas auquel nous avons fait allusion la coupure devait être introduite à l'avènement des Omeyyades<sup>1</sup> et la distinction entre l'époque omeyyade et l'époque abbasside n'était plus qu'une affaire de sous-titre.

Une autre réserve, de forme celle-ci<sup>2</sup>, me paraît s'imposer. Dussé-je provoquer l'indignation de mes collègues arabisants, le système de transcription des mots orientaux adopté ici me paraît inadéquat. L'emploi de signes diacritiques pour rendre les sons arabes que notre langue ne connaît pas aboutit à donner à la plupart des noms propres un aspect si étrange et si rébarbatif que les lecteurs non orientalistes (qui seront certainement nombreux, et qu'il faut souhaiter nombreux) ne manqueront pas d'en être rebutés, ou pour le moins d'en estropier un peu plus la prononciation : pourquoi n'avoir pas suivi un système moins rigoureux, mais plus conforme aux habitudes orthographiques du lecteur français, quitte à indiquer en transcription serrée et entre parenthèses la forme arabe de chaque nom, à la première mention qui en aurait été faite, ou dans l'index ? C'est pour cette solution moyenne que s'est finalement décidée l'Association G. Budé pour la collection de textes arabes qu'elle met sous presse : la méthode paraît judicieuse et mériterait d'être généralisée.

Ces légères critiques n'enlèvent rien à la valeur du livre du R. P. ABD-EL-JALIL : grâce à lui nous disposons désormais en français d'une histoire de la littérature arabe bien documentée, faisant bonne place aux indications générales sur l'évolution et les diverses orientations de la pensée musulmane ; elle ne constituera pas seulement un bon manuel pour nos étudiants, mais aussi un ouvrage de documentation bienvenu, que les médiévistes doivent lire et faire lire.

J. SAUVAGET.

**A. COVILLE. La Vie intellectuelle dans les domaines d'Anjou-Provence de 1380 à 1435.** Paris, E. Droz, 1941, in-8°, 586 pages et 1 planche hors-texte.

L'activité de M. Coville tient du prodige. Quelques mois après avoir apporté sa pierre à l'œuvre collective de la « Collection Glotz », au lendemain des fêtes qui célébrèrent ses quatre-vingts ans, voici qu'il nous offre un gros volume de près de 600 pages dont l'intérêt est d'autant plus grand qu'il procède à une enquête sur un sujet encore partiellement inexploré. En tout cas personne ne s'était posé la question qui demeure la raison d'être du livre : les princes de la seconde maison d'Anjou ont-ils favorisé le développement des lettres et des arts ? Y a-t-il eu dans leurs domaines un mouvement analogue à celui que protégea, avant de le voir tragiquement interrompu par la guerre civile, l'entourage de Charles VI,

1. Restant entendu que celui-ci ne devait pas être retenu en tant qu'événement politique, mais bien parce qu'il marquait une rupture de l'ancienne tradition culturelle : en transférant hors de l'Arabie, et dans un pays de vieille civilisation citadine, le centre de gravité du monde musulman, l'avènement des Omeyyades ouvre la porte aux influences étrangères et introduit un nouveau « climat » favorable au développement de la littérature, fait urbain par excellence, ici comme ailleurs.

2. Le nombre relativement important des fautes d'impression s'explique par la difficulté que l'on éprouve actuellement à corriger à Paris les épreuves d'un ouvrage imprimé à Gap : un erratum (p. 309) dont il faudra tenir compte en corrige quelques-unes ; un second erratum plus complet, est en cours d'impression.

ou de celui, plus net encore, que M. Doutrepoint et d'autres ont signalé à la cour des ducs de Bourgogne ? Les Angevins imitèrent-ils le mécénat du duc de Berry ? En limitant l'enquête au règne des trois premiers ducs — celui du roi René appartenait véritablement à une autre période — M. Coville a pu explorer tous les recoins de son sujet et aboutir à une conclusion plus ferme. Sans doute a-t-il été quelque peu déçu de constater le peu d'intérêt apporté par Louis d'Anjou et ses successeurs aux choses de l'esprit. Ces princes étaient trop accaparés par leurs ambitions napolitaines pour s'adonner aux lettres, trop constamment désargentés pour jouer le rôle de mécènes. Mais la Provence, où ils tenaient leur cour, se trouvait idéalement placée, tout près de la cour pontificale, ouverte à toutes les influences italiennes, pour que les mouvements intellectuels d'outre-monts y fissent sentir leurs remous.

Donc pas de groupe cohérent, d'école littéraire, de chapelle ; mais une série d'individualités de valeur, que M. Coville va étudier l'une après l'autre. Dans cette galerie de portraits, les uns très poussés, les autres, par la force des choses et d'une documentation défectueuse, réduits à de simples esquisses, mettons hors de pair d'abord les principaux fonctionnaires de la cour ducal : un Raymond-Bernard Flamenc, juriste languedocien, dont la carrière est typique de celle des officiers princiers de l'époque<sup>1</sup> ; un Jean Le Fèvre, abbé de Saint-Vaast, qui, passé en 1380 du service du roi à celui de Louis I<sup>er</sup>, devait pendant dix ans remplir les fonctions de chancelier des rois de Sicile et occuper, comme salaire de ses peines, le trône épiscopal de Chartres. Son *Journal* pour les années 1381 à 1388, depuis longtemps publié, fait de lui le premier memorialiste de son époque<sup>2</sup>. Exemple curieux de fonctionnaire lettré, d'universitaire rompu aux affaires d'État, mais aussi personnalité attachante, à la fois volontaire et primesautière. — La notice la plus importante (p. 214-318) s'attache à Honoré Bonet, ce curieux moine, possesseur d'un modeste prieuré provençal et serviteur occasionnel des princes angevins, de la cour pontificale et même de Charles VI, auprès duquel il se réfugia prudemment tant que la Provence fut soumise aux ravages de Raymond de Turenne et de ses bandes. S'il est peu prodigue de renseignements sur lui-même, du moins nous a-t-il laissé trois ouvrages considérables : d'abord l'*Arbre des batailles*, dont M. Coville a découvert qu'il existe deux versions, la première rédigée vers 1386, suit de près le plan du traité politico-juridique que le maître bolonais Jean de Legnano avait consacré au droit des belligérants et aux règles des combats ; la seconde, beaucoup plus développée, contient bon nombre de chapitres nouveaux, présentés d'ailleurs dans le plus grand désordre. Si l'on peut

1. Nous avons déjà signalé cet article biographique quand il avait paru à part dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes* (*Revue historique*, t. CXCH, 1941, p. 176).

2. M. Coville n'a pas eu connaissance de la mission dont, tout au début de sa carrière publique, Charles V demanda à Le Fèvre de s'acquitter ; il s'agissait d'aller exposer aux légats pontificaux qui présidaient un Congrès de paix franco-anglais à Bruges, pourquoi le roi se refusait catégoriquement à abandonner toute souveraineté sur l'Aquitaine anglaise, refus dont devait sortir la reprise de la guerre (décembre 1376). Nous avons conservé le texte de la harangue ou « créance » alors délivrée par l'abbé de Saint-Vaast (Bodléienne, ms. Ashmole 789, f. 111-114). Il serait intéressant d'en comparer le style à celui du discours prononcé quelques mois plus tôt devant Grégoire XI et qu'analyse M. Coville, p. 101. — Depuis que ce compte rendu a été rédigé, nous avons publié ce discours dans les *Mémoires de l'Académie d'Arras*, année 1942-1943.

passer brièvement sur le *Somnium super materia scismatis*, œuvre de circonstance écrite en 1394 pour préconiser la fin du schisme par la « voie de cession », il faut mettre au premier plan l'*Apparicion maistre Jehan de Meun* où, sous la forme alors très en vogue de « songe » versifié, Bonet se lamente, en 1398, sur les abus dont le gouvernement est la victime, sur la malice des temps et la nécessité de vigoureuses réformes ; il attaque violemment les charlatans qui grugent le roi en lui promettant le retour à la santé. De tous ses ouvrages, seul le premier connut un réel succès ; à son propos M. Coville note justement que l'auteur, Provençal instruit aux écoles avignonaises, n'ayant encore jamais quitté le Sud-Est, écrit pourtant en français, et fort bien : preuve de l'expansion et du prestige de la langue parisienne dans les provinces méridionales. — Citons encore la personnalité de Guillaume Sagnet, moins intéressant d'ailleurs comme écrivain que comme fonctionnaire ; ce gentilhomme languedocien, juriste nourri dans les écoles méridionales, servit tour à tour le duc de Berry sous lequel il fut juge de Nîmes et sénéchal de Beaucaire, et les Angevins qui finirent par lui donner la chancellerie d'Anjou et de Provence : encore un de ces officiers interchangeable entre les cours princières.

Pour concluantes qu'elles fussent par leur seule accumulation, ces « notices individuelles » n'auraient donné qu'une idée imparfaite du sujet dont M. Coville avait fait son propos. La partie la plus neuve du livre s'applique donc à nous présenter, non plus des personnalités choisies, mais des groupes, un milieu. Ce sont d'abord les Napolitains du parti angevin, réfugiés en Provence, et où, à côté de grands seigneurs comme le comte de Potenza, on trouve des hommes de lettres, notamment l'humaniste Jean Meccia, qui, dans ses élégants poèmes latins adressés à tout l'entourage des princes d'Anjou et des pontifes avignonnais, entretient le culte des Anciens et le souvenir de Pétrarque que Sagnet lui-même, devenu seigneur de Vaucluse, rappelle avec fierté et attendrissement. — Puis vient le clergé lettré, dont on a déjà étudié les figures les plus représentatives. Mais il fallait mesurer exactement l'apport de la cour des papes du Schisme (Clément VII et Benoît XIII) où se coudoyaient angevins et italiens ; quelques cardinaux furent des esprits distingués, aimant les lettres, correspondant avec les humanistes de rang inférieur : un Pierre Amiel, un Petro de Petramala, bien connu d'après les lettres de Nicolas de Clamanges et de Laurent de Premierfait : milieu que la fin du schisme et le concile de Constance devait malheureusement disperser. Il restait, il est vrai, le clergé local, dont quelques évêques, aussi bien en Provence qu'en Anjou, semblent n'avoir manqué ni d'érudition, ni de goût pour les livres. C'était d'ailleurs un clergé interchangeable, les Manceaux Gilles Bellemère et Guillaume Fillastre ayant occupé les sièges d'Avignon et d'Aix. Mais il est difficile de préciser leur rôle dans le mouvement littéraire des provinces méridionales. Dans le clergé régulier, on ne peut guère noter que quelques prédicateurs en renom, les antiques abbayes de Lérins et de Saint-Victor de Marseille étant en pleine décadence et ne pouvant plus prendre une part importante à la vie intellectuelle. — On a plus de peine encore à dépister l'influence de la noblesse ; on sait pourtant qu'elle menait une existence déjà raffinée, qu'elle prisait fort les romans d'aventures et que c'est dans ce milieu qu'était en train de se former le romancier Antoine de La Sale (quelques pages de la *Salade* pourraient remonter à cette période) ; mais une longue enquête sur la date de composition de deux romans anonymes qui pourraient avoir été écrits en Provence n'aboutit à aucun résultat positif. — Plus

connue est la vie des Universités par quoi M. Coville termine sa revue des milieux intellectuels et à quoi il rattache l'activité, fort importante en Provence, des médecins. Les « études » d'Angers, d'Avignon, d'Aix, méritaient la notice qui leur est consacrée. Il ne faut pas pourtant exagérer leur influence, qui resta modeste. Sauf celle d'Avignon, qui profita de la présence de la cour pontificale, ces écoles n'étaient pas des plus florissantes, et celle d'Aix, la dernière venue puisqu'elle ne fut fondée qu'en 1409, eut des débuts difficiles.

Il n'en reste pas moins que, tout compte fait, la Provence fut, de 1380 à 1435, une terre d'élection pour les intellectuels et les hommes de lettres. Les déchirements dont souffrit, après 1410, le royaume de France lui furent épargnés, la culture put s'y répandre. On voit donc que l'enquête à laquelle s'est livré M. Coville aboutit à des résultats importants et nouveaux, dont notre trop rapide analyse ne peut donner qu'une faible idée.

Édouard PERROY.

Jacques MADAULE. *Histoire de France. I. Des origines à 1715*. Gallimard, s. d. [1943] ; 420 pages, in-8°.

Une nouvelle histoire de France, écrite pour le grand public par un auteur qui n'en est plus à faire ses débuts dans la littérature, une histoire de France facile à manier et à consulter, riche en titres et en sous-titres, dotée d'un index en forme de dictionnaire, à l'usage du « lecteur curieux qui a cessé d'être familier avec quelques parties de notre histoire », voilà certes qui, au premier abord, ne peut que susciter un réflexe sympathique. Nous aurions tant besoin que les Français d'âge adulte aillent réapprendre leur histoire nationale à une autre école que celle de Jacques Bainville.

Las ! Quelle déception ! On a peine à croire qu'il faille lire 1943 et non 1843. Rien de plus désuet ne nous a été donné en ce genre depuis bien longtemps. C'est, une fois de plus, le triomphe de l'histoire-batailles. On se croyait sorti de l'ornière, et l'on y retombe. En vain les dernières générations de travailleurs se sont-elles plus spécialement appliquées à scruter les aspects économiques et sociaux de notre passé. M. Madaule n'en veut rien savoir. Il est évidemment de ces caractères rigides qui se flattent de ne faire aucune concession aux goûts du jour...

Serait-ce, par hasard, que frappé par l'affaiblissement apparent de nos énergies guerrières, il ait pensé travailler au redressement du moral français en nous proposant nos fastes militaires comme sujet de méditation ? Nous voudrions penser que cette erreur honorable fut la sienne. Mais nous n'en sommes pas certains. Rien ne devait l'empêcher de nous le faire savoir : il ne l'a pas fait.

Prenons donc ce premier volume tel qu'il se présente, et efforçons-nous d'y discerner les intentions de l'auteur. Ce qui frappe le plus, pour qui n'a pas perdu le souvenir des voies nouvelles ouvertes par Seignobos dans son *Histoire sincère de la nation française*, c'est la place démesurée faite aux rois. Toute l'attention est centrée sur eux. Le reste, c'est-à-dire la vie du pays, ses classes sociales, ses activités économiques, ses aspirations et ses peines, il n'en est traité qu'accessoirement, dans des paragraphes sacrifiés, hâtifs, où les détails concrets font défaut. Ce n'est qu'un décor, un vague fond de tableau. Sur les plus notables insurrections populaires, par exemple, celle de la gabelle qui mit en feu les provinces de l'Ouest

sous Henri II, celle des Croquants du Limousin sous Henri IV, celle des Va-Nu-Pieds de Normandie sous Louis XIII, rien, ou à peu près rien, qu'une mention insignifiante.

Ces rois qui tiennent sans cesse le devant de la scène, il n'en est aucun, jusqu'à Louis XIV du moins, dont l'œuvre ne mérite notre adhésion, voire notre admiration. Telle est du moins l'impression que l'exposé de M. Madaule tend à laisser dans nos esprits. Une phrase, entre autres, nous paraît caractériser son attitude et sa manière. « Certes, dit-il à propos de Charles VIII, il n'était pas intelligent, il n'avait pas hérité les qualités politiques de son père. Pourtant il ne faut pas lui en vouloir parce qu'il a été sensible, en 1494, à l'appel du large » (p. 198). N'insistons pas sur ce que l'expression, sous la plume d'un historien, peut avoir de comique. Mais sent-on assez le parti-pris qu'elle trahit, en opposition à cet autre parti-pris, de dénigrement systématique, qui fut, naguère, celui de tant de manuels primaires ? Donnons au travail de M. Madaule son véritable titre : c'est une *Défense et illustration des rois de France*.

Seule, la personnalité de Louis XIV inspire à M. Madaule des sentiments mélangés. Il déplore les conséquences du règne. Il fait sienne la thèse d'une déviation de la politique monarchique à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, d'un divorce commençant entre le sentiment national et le sentiment dynastique. Et le jugement que formulent les dernières lignes est sévère. Encore n'est-il pas exempt de réticences. « Louis XIV est à plaindre, infiniment plus qu'à blâmer », y lit-on. Et l'on ne peut s'empêcher de penser, en se rappelant le cas de Charles VIII : il ne faut pas en vouloir à Louis XIV...

De menues erreurs se sont naturellement glissées dans un ouvrage dont la matière porte sur dix siècles et plus. Nous n'en ferons pas le compte. Au reste elles paraissent peu nombreuses. M. Madaule a conçu son sujet d'une façon terriblement étroite ; mais il connaît bien, en général, ce dont il parle. Relevons cependant cette affirmation singulière qu'« il n'y a jamais eu dans l'ancienne France d'institutions de droit public » (p. 228). Voilà qui eût fait bondir nos anciens jurisconsultes. Que la monarchie d'Ancien Régime n'ait pas eu de constitution, au sens où nous l'entendons aujourd'hui, c'est une vérité d'évidence. Mais ces deux termes, institutions, constitution sont-ils interchangeables ? A-t-on le droit de les confondre ? Des considérations sur la notion d'État au temps de Louis XIV (p. 301) présentent un caractère tout aussi contestable<sup>1</sup>.

M. Madaule écrit une langue alerte mais sans éclat, et qui sacrifie rarement au pittoresque. Il lui arrive cependant de trouver des formules heureuses, ainsi à propos de Louis XIV : « Le monarque a une face brillante, fastueuse et inutile, qui est la Cour, et une face obscure, silencieuse et efficace, qui est la bureaucratie » (p. 302). Certains portraits, celui d'Henri IV par exemple, sont bien venus. Pourquoi, demanderons-nous en terminant, ce bon écrivain fait-il aussi bon marché de la syntaxe ? On s'étonne de lire sous sa plume : « Bien que les Valois, qui montent sur le trône en 1328, fussent apparentés de fort près aux Capétiens,

1. Signalons aussi telles assertions auxquelles on ne peut s'empêcher de trouver un vague relief 1943 (on entend ce que je veux dire) : la France est une riche terre agricole, mais elle est mal douée pour l'industrie (p. 12) ; ou encore : « Les foyers de la civilisation européenne au XV<sup>e</sup> siècle sont l'Allemagne et l'Italie » (p. 209).



ils en *diffèrent* profondément » (p. 129). Et ce n'est pas un cas isolé ; nous en pourrions citer beaucoup d'autres. Des académiciens, je le sais, font quotidiennement la preuve qu'ils sont brouillés avec la règle de l'accord des temps. Mais ce n'est pas là simple affaire de mode. Des libertés de ce genre ne se prennent qu'aux dépens de la logique ; et elles ne seront pas moins choquantes dans cent ans qu'aujourd'hui.

G. ZELLER.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

---

**Antiquité.** — Th. MEIER. *Das Wesen der spartanischen Staatsordnung nach ihren Lebensgesetzlichen und Bodenrechtlichen Voraussetzungen.* Leipzig, Dietrich, 1939, 1 vol. in-8° de vi-102 p. Prix : R. M. 7,50. — Selon cet ouvrage, l'histoire de Sparte s'explique essentiellement par l'évolution de sa « force biologique » : aux VIII<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> siècles, ne possédant plus assez de *cléroi* pour sa population surabondante, cette ville fut poussée vers l'expansion et la conquête (notamment en Messénie) ; au VI<sup>e</sup> siècle, un certain équilibre semble avoir été réalisé ; ensuite, la diminution croissante de sa puissance vitale aux temps classiques obligea la cité à pratiquer une politique extérieure fort prudente et réservée (ce sont ses alliées, surtout Corinthe, qui l'entraînèrent à la guerre en 431). Ce déclin de la population spartiate a pour cause dominante le double progrès de l'égoïsme et de l'économie monétaire : nombre de Spartiates s'habituèrent à regarder le *cléros*, originellement bien familial, comme une possession tout individuelle, dont ils pouvaient user à leur guise ; du même coup, le mariage fut de moins en moins pratiqué et le nombre des enfants alla diminuant : d'où l'inégalité des fortunes, déjà fort avancée au IV<sup>e</sup> siècle, inégalité qui n'est pas issue de la « loi d'Épistadeus », mais l'a bel et bien provoquée. Tels sont les véritables traits de l'évolution de la société spartiate : ils ne cadrent nullement avec la conception de Xénophon, d'Éphore, de Plutarque, de Platon et d'Aristote, qui crurent à l'organisation d'une société modèle, de type égalitaire, par un législateur plein de sagesse, société qui se serait corrompue surtout à partir du IV<sup>e</sup> siècle ; c'est là une idée fantaisiste et « romantique » de théoriciens qui ignoraient tout des premiers temps de Lacédémone et des conditions de son développement économique. — Ces écrivains n'ont pas discerné davantage le sens exact de cette institution spartiate que fut la limitation du nombre des naissances : ils ont pensé qu'elle avait été édictée par une législation merveilleusement prévoyante, tandis qu'elle était, au contraire, l'indice d'un mal profond et terrible : le progrès d'un égoïsme dissolvant et meurtrier ; ils n'ont rien compris à la plus belle époque de l'histoire de Sparte, à ces VIII<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> siècles durant lesquels, grâce à la surabondance de sa puissance vitale, cet État élargit si fortement son territoire. Bref, il y a un abîme entre leurs conceptions et les faits.

Paul CLOCHÉ.

— H. JEANMAIRE. *Couroi et courètes. Essai sur l'éducation spartiate et sur les rites d'adolescence de l'antiquité hellénique.* Lille, Bibl. univ., 1939, 1 vol. in-8° de 638 p. — Usant fort ingénieusement de la méthode comparative, l'auteur entreprend de montrer, contrairement à une théorie très répandue, que le régime de la *polis*, notamment à Sparte, n'est pas issu d'organismes familiaux, comme les

géné, mais d'associations des jeunes guerriers. La société homérique se composait de deux éléments dirigeants : 1° les jeunes guerriers nobles, les *couroi*, voués par un entraînement spécial au métier des armes et formant l'assemblée générale ou *agora* ; 2° les nobles qui ont passé l'âge du service actif et constituent la *boulé* : celle-ci n'est point, en effet, comme on l'a cru, une réunion de chefs de *géné*, mais la fraction âgée, mûrie et sage de l'assemblée générale dont elle est sortie. A ces guerriers et anciens guerriers, à ce « *laos* des Achéens », s'oppose la masse des « civils », des vilains : c'est le *dèmos*, accablé de charges et dépourvu de droits, en face d'une aristocratie militaire que l'on entretient par l'octroi de biens surtout fonciers et qui mène une vie à la fois périlleuse et fructueuse ; les principaux membres de cette aristocratie sont les commensaux habituels du roi ; un devoir de fidélité et d'appui mutuels affermit encore la cohésion du groupe aristocratique. Ce régime social, essentiellement militaire et féodal, survivra longtemps dans plusieurs États : avant tout en Crète et à Lacédémone, où l'on pratiquera à fond le « dressage » des jeunes guerriers, des *couroi*, recrutés par classes d'âge et groupés en hétaires ; pour ce dressage on emploiera non seulement l'apprentissage du métier des armes, mais aussi le chant, la danse, les rites d'initiation, etc. Rien de « familial » dans une telle éducation : l'*agôgè* spartiate est même une négation radicale du droit de la famille sur l'enfant (si le *cléros* n'est certainement pas une propriété individuelle, ce n'est pas davantage, comme l'a cru P. Guiraud, la possession d'un groupe familial). Sparte élève ainsi une aristocratie de guerriers professionnels, de « chevaliers », seuls détenteurs des droits civiques et « nourris du roi » ; cette communauté originellement très restreinte s'élargira, il est vrai, au VIII<sup>e</sup> siècle sous la pression des nécessités militaires, et le *laos* primitif deviendra la cité des Égaux ; mais le régime de l'*agôgè* n'en persistera pas moins, avec ses différents exercices, ses probations rituelles, ses rudes épreuves, dont la plus significative paraît être la cryptie. Complétant l'intéressante argumentation qu'il a présentée sur ce sujet dans la *Revue des Études grecques* de 1913 (p. 121-150), l'auteur montre que la principale obligation du *kryptos*, c'est de mener durant quelque temps l'existence d'un loup, contraint de se suffire à lui-même, de se dérober à tous les regards et d'attaquer brusquement ses victimes (il existe des coutumes analogues dans l'Afrique occidentale, etc.) ; comme d'autres sociétés primitives, Sparte a dû posséder des confréries religieuses d'hommes-loups, en rapports étroits avec les associations de *couroi*. Ainsi pourrait s'expliquer la légende de Lycurgue (celui qui fait les « œuvres du loup ») : aux abords de la Laconie, des confréries correspondant à la vieille organisation des *couroi* exécutaient des rites auxquels présidait sans doute le « masque du loup », aux yeux sanglants, contre qui s'aguerrissaient peu à peu les adolescents ; ce masque, c'est probablement Lycurgue, à qui une tradition constante attribuera l'institution de l'*agôgè* ; par un lent travail d'idéalisation, l'épouvantail primitif deviendra l'austère figure d'un législateur.

P. C.

Allemagne. — Karl BRANDI. *Ausgewählte Aufsätze*. Oldenburg-Berlin, G. Stalling, 1938, in-8°, x-583 p., 4 fasc. et 33 fig. — Pour fêter les 70 ans du Pr Brandi, ses élèves et amis, groupés autour de MM. P. E. Schramm et H. W. Klewitz, ont recueilli en un volume un peu plus de vingt de ses études, éparses dans divers périodiques : les unes sur des questions de méthode, sur les sciences auxiliaires

(notamment l'écriture), les autres sur diverses périodes : l'histoire des Franks et le caractère original de leurs institutions, les guerres saxonnes de Charlemagne, les rapports entre le monachisme et la cour de Rome, enfin (IV<sup>e</sup> partie) « Du Moyen Age aux temps modernes », puis des études de géographie humaine (géographie et histoire de l'habitat dans l'Allemagne du Nord) et des fragments de caractère autobiographique (souvenirs sur son maître P. Scheffer-Boichorst et sur la guerre en 1915).

Le lecteur ira d'emblée, s'agissant de l'histoire de la Contre-Réformation et de Charles-Quint, aux 290 pages de la IV<sup>e</sup> partie. Il notera avec curiosité que la définition donnée par M. Brandi de l'*humanitas* est sensiblement voisine de celle que nous avons relevée dans l'ouvrage de cinq professeurs d'universités américaines, *The Meaning of the Humanities*. Pour lui aussi, comme pour Cicéron, les *studia humanitatis ac literarum* sont l'équivalent de la παιδεία. Il relève (p. 284 et n. 5, 290, n. 12 et 13, p. 292, 293, 296, 302-306) les emplois de ce mot d'humanité dans des textes anciens, à commencer par Argyropoulos, à travers Laurent Valla et les humanistes eux-mêmes. Textes significatifs, comme celui qui vante en Pierre de Médicis *illud immortalitate dignum ingenium, illa humanitas* ; ou cet autre, déjà rappelé par Burckhardt : *humanitas* (sic) *non solum benivolentiam et comitatem Latini dicendam putaverunt, sed etiam studiorum artiumque appetitum*. Même méthode pour la sémantique des mots Renaissance, *rinascita*, *renascere*, *restitutio*, qui apparaissent à la fin du xv<sup>e</sup> et au début du xvi<sup>e</sup> siècle. M. Brandi, sans nier que le culte de l'antiquité n'a jamais disparu au Moyen Age et sans négliger les premières « renaissances », notamment celle du xii<sup>e</sup> siècle, continue cependant à croire avec Burckhardt que quelque chose de nouveau apparaît dans le monde vers le milieu du xv<sup>e</sup> siècle, et plus tôt en Italie. J'imagine qu'il aurait quelque indulgence pour la « modernité » du xvi<sup>e</sup> siècle, à le voir rappeler que Vasari parle de l'*arte moderna*.

Dans cette apparition de l'humanisme faut-il faire à Cola di Rienzo une part de choix, à côté de Dante et de Pétrarque ? M. Brandi proteste contre cette exagération. Il salue dans le tribun Auguste<sup>1</sup> une figure romantique et fantastique (le mot est de Villani), que Pétrarque saluait du nom de *júnior Brutus*, mais de là il y a loin à en faire un *Bahnbrecher* de la Renaissance et de l'*humanitas*. Sa fin ressemble à une palinodie.

Après un *excursus* sur « Renaissance et Réforme » vient un chapitre, dont il est superflu de signaler l'importance, sur Charles-Quint et Metz, à la fois sur l'expédition de Henri II (passage gâté par un constant souci de polémique contre M. Gaston Zeller) et sur l'échec de l'empereur. Puis une étude sur le traité de Passau et la paix d'Augsbourg, histoire des intrigues et variations de Maurice de Saxe et des résistances obstinées du Roi Catholique devant cette concession à l'hérésie. La Contre-Réformation est examinée en fonction des guerres de religion et de Trente Ans (on s'étonne que, sur l'art de la Contre-Réforme, l'auteur, dans un article daté de 1930, ne cite même pas le nom de Louis Mâle, p. 450, n. 6). Dans ces pages, la Réforme est décrite comme un phénomène allemand, et un phénomène de « l'Europe du Nord », en opposition avec la culture romaniste de l'Europe occidentale. Plus d'un contestera cette vue trop simple.

Henri HAUSER.

1. Il omet, parmi ceux qui en ont parlé, Edgar Quinet.

**France.** — René RIGODON. *Histoire de l'Auvergne*, 127 p. in-16 et 4 cartes (Collection *Que sais-je ?* n° 144). Paris, les Presses Universitaires de France, 1944.

— Avec ce petit livre paraît pour la première fois une histoire de l'Auvergne totale et bien informée. Sans doute le cadre imposé à la collection est un peu étroit et n'admet ni références, ni bibliographie, ce qui a obligé l'auteur à de gros sacrifices surtout dans le dernier chapitre (*L'Auvergne au XIX<sup>e</sup> siècle et à l'époque actuelle*). Son information n'en est pas moins excellente : il a utilisé tout ce qui a été écrit sur l'histoire d'Auvergne et choisi pour chaque période les faits essentiels, de quelque ordre qu'ils soient, administratifs, militaires, économiques, intellectuels et résumé la biographie des hommes les plus marquants. Il a composé ainsi un livre très vivant, d'une lecture agréable, d'une information excellente, qui rendra les plus grands services à cause de ses vues d'ensemble et de la précision de ses renseignements et sera à la fois un livre d'initiation et un répertoire commode pour les érudits. Quatre bonnes cartes dressées par l'auteur accompagnent le texte.

L. BRÉHIER.

— Il y a dans les deux derniers volumes consacrés par M. Maxime LEROY à Sainte-Beuve une information extrêmement riche (*La pensée de Sainte-Beuve. La politique de Sainte-Beuve*. Paris, Gallimard, 1940 et 1941, 249 et 289 p. Prix : 45 fr. chaque). Ils s'épaulent mutuellement et apportent une contribution de premier ordre à la biographie intellectuelle du grand critique, et, par suite, à l'histoire de l'évolution mentale de la France au XIX<sup>e</sup> siècle. En étudiant, en particulier, les démarches successives d'une pensée aussi souple que celle de Sainte-Beuve, éduquée par les idéologues du XVIII<sup>e</sup> siècle, subissant une crise religieuse qui le conduit au saint-simonisme, instaurant enfin une méthode d'analyse critique des individus et des groupes sociaux, M. Maxime Leroy nous fait mieux comprendre non seulement Sainte-Beuve lui-même, mais les hommes, de premier ou de second plan, avec lesquels il a été en contact, les faits aussi qu'il a traversés, suivis, racontés. Ce que, au cours d'une lecture jamais lassante et comme perpétuellement rebondissante, j'ai pu noter de plus intéressant, c'est ce qui concerne la rédaction du journal le *Globe*, la publication de *Port-Royal*, la nomination de Renan au Collège de France, les révolutions de 1830 et de 1848, l'attitude de Sainte-Beuve à l'égard de l'Empire, son attachement, non pas au socialisme saint-simonien de sa jeunesse, mais à certaines thèses de la pauvreté militante, sa façon de comprendre Talleyrand, Chateaubriand, Proudhon. M. Maxime Leroy explique de façon pertinente comment il faut comprendre le conservatisme de Sainte-Beuve, qui estimait que la société est un fait complexe et délicat, que tout changement y peut causer des maux incalculables : les hommes, comme gouvernés et comme gouvernants, sont imprudents, et alors qu'il faudrait concilier le passé et le présent, le présent et le passé, d'ordinaire, s'opposent et s'ignorent. Sceptique, vibrant, si l'on peut dire, hostile à tous les fanatismes, en perpétuelle adaptation, s'efforçant de tout comprendre et toujours mieux, Sainte-Beuve, — l'auteur le montre admirablement dans la conclusion de son premier volume, — a le tempérament d'un historien et pratique, à ce titre, une méthode bien au point. « Naturaliste des esprits », Sainte-Beuve, nanti d'une curiosité inlassable, d'une érudition patiente, en arrive à déterminer un certain nombre de familles spirituelles dont tant de *Lundis* célèbres, tant de livres ont exposé et démontré les parentés, les filiations, les ascensions et les déchéances.

G. BOURGIN.



— Le *Bulletin de la Société de l'histoire de France* pour l'année 1942 (Paris, Didier, 1943, in-8°, 106 p.) démontre que l'énergie des dirigeants de cette société, et singulièrement son secrétaire, M. Ch. Samaran, a pu avoir raison des difficultés de toutes sortes qui s'opposent à la publication des organes de la société. Le présent *Bulletin* contient les documents habituels à ce genre de recueil : encore faut-il noter que le discours du président alors en exercice, M. A. GRAND, contient, en dehors de notices chronologiques d'un ton exact, des réflexions finales sur le sens de l'histoire, en liaison avec la science sociale, et que le discours du secrétaire renferme des comptes rendus utiles des textes parus par les soins de la société. Mais il n'y a pas que des discours et des renseignements sociaux dans ce fascicule : M. Bernard DE LACOMBE y publie une notice sur *Vital Nigon de Berty, avocat et homme de confiance du cardinal de Bouillon*, ce prélat sans vocation dont Saint-Simon a si brutalement parlé et qui trouvera en Nigon un bon défenseur de ses intérêts ; — M. G. RITTER commente et publie des lettres du prince Eugène à Napoléon, trouvées dans le fonds AFIV des Archives nationales, sur *Français et Russes dans l'Adriatique et la Méditerranée après Tilsit* et rappelle à cette occasion le départ aux États-Unis des belles archives de la famille de Leuchtenberg, c'est-à-dire des archives du prince Eugène et donc du royaume d'Italie, dont naguère, j'avais tenté de négocier auprès d'un ministre de l'Éducation nationale l'achat par la France. G. BN.

— Le n° III des *Livrets d'études locales* (Valence, Imprimeries Réunies, 1943, in-16, 87 p., 3 cartes. Prix : 18 fr.) est constitué par le *Manuel d'études héraultaises* de M. Émile APPOLIS, dont les travaux d'érudition locale sont connus et appréciés. C'est un remarquable petit livre, où, avec précision, sont énumérées les notions indispensables de géographie historique et administrative et les faits principaux d'histoire, de dialectologie, de folklore abordés, avec l'indication des sources, des ouvrages, des revues, des monographies communales, familiales et des biographies, qu'il convient d'utiliser pour l'étude d'un des moments ou d'un des aspects de l'évolution de la région de l'Hérault, de la préhistoire jusqu'à l'époque contemporaine. L'impression est remarquable, et l'on se réjouira de cartes historiques que le manuel renferme (diocèses ; sénéchaussées et subdivisions ; districts et arrondissements). G. BN.

— C'est une idée exprimée par Gustave Lanson en 1902 que M. Auguste DUPOUY a mise en application en publiant sa *Géographie des lettres françaises* dans la Collection Armand Colin (Paris, Colin, 1942, in-16, 224 p.), et quoique ce volume relève de la discipline de l'histoire littéraire, il convient cependant qu'il en soit dit un mot ici, où ne sont point négligées les questions de méthodologie et de théorie historique. De fait, c'est un problème de causalité qui est posé par M. Dupouy, qui reprend, avec d'autres arguments et une autre présentation, le système tainesque du « milieu ». M. Dupouy y développe une grande ingéniosité au service de connaissances très poussées. Je suis bien forcé d'avouer cependant que je ne suis pas plus satisfait par des énumérations d'auteurs catalogués par régions de France que par la détermination des caractères psychologiques humains au moyen des écritures individuelles. Ces déterminations régionales des auteurs au cours des siècles me paraissent d'une élasticité telle qu'il est bien vain d'y asseoir une systématisation rigoureuse, de sorte que les divers chapitres des paragraphes

du livre se présentent plutôt comme des énumérations curieuses d'auteurs, rapprochés parfois paradoxalement, tant il y a de différences de classe intellectuelle et mentale entre eux, que comme des démonstrations explicatives. Et sans doute, M. Dupouy le sent bien, quand, dans sa conclusion, il souligne l'importance dans la formation des écrivains, de l'action des mécènes, de l'influence du milieu économique, du rôle des organismes d'études, — des écoles aux Universités, en passant par les Académies, — du développement politique local, de la situation linguistique, particulièrement en ce qui touche le bilinguisme. Et puis, il y a le milieu familial, le contact des amitiés, et toute cette délicate chimie des influences par quoi se réalise l'individu. On a fait dire au marxisme, à ce sujet, beaucoup de sottises : en corrigeant simplement quelques-unes de ses erreurs, faites d'informations erronées, peut-être pouvait-on le redresser en vue d'en faire un système d'explication acceptable.

G. BN.

— Le petit ouvrage de M. Jullien LAFERRIÈRE sur *Le nouveau gouvernement de la France, les actes constitutionnels de 1940-1942* (Paris, Recueil Sirey, 1942, in-8°, 183 p. Prix : 60 fr.) s'adressait en principe aux étudiants de licence en droit et aux candidats des concours administratifs. Il servira aux historiens, qui savent déjà gré au distingué professeur à la Faculté de droit de Paris de son recueil de textes sur *Le nouveau droit public de la France* (1941, in-8°, 428 p.). C'est que M. Laferrière, s'il examine rapidement les causes de l'arrivée au pouvoir du maréchal Pétain, — examen rapide, mais objectif, et déjà singulièrement suggestif sur le plan historique, — montre, en analysant les actes constitutionnels de 1940-42, — notons qu'il arrête, dans ce volume, avant l'instant du retour au pouvoir de Laval, — comment ces textes sont juridiquement imbibés de pratiques gouvernementales du régime considéré comme effondré ; c'est si vrai que plusieurs des institutions de celui-ci continuaient de vivre, peut-être d'une existence larvée, mais certaine, et que le fonctionnement de certaines institutions nouvelles ne se concevait pas en dehors du prolongement des institutions anciennes. Nous ne pouvons insister sur le détail des démonstrations effectuées avec une si judicieuse précision par l'auteur. Mais celles-ci sont du plus vif intérêt, non seulement en vue d'apprécier le système même de ce qu'on appelait la « Révolution nationale », mais encore pour comprendre comment une révolution ne crée pas toutes choses *ex nihilo*, mais se rattache à des antécédents tels que des résidus, parfois considérables, du passé, s'incorporent à son idéologie et à ses créations.

G. BN.

— M. Jean MEUVRET a fait à la Société de Statistique de Paris, le 17 mai 1944, une importante communication sur *Les mouvements des prix de 1661 à 1715 et leurs répercussions*. C'est une contribution à l'étude d'une période de baisse, — baisse à faible pente, période à débuts difficiles à préciser, — et pour laquelle l'auteur a heureusement imaginé une méthode ingénieuse, celle des médianes se substituant à celle des moyennes mobiles. Les courbes sont construites avec les chiffres des soldes créditeurs à la Banque d'Amsterdam, les prix du poivre à Wurtzbourg, ceux des divers produits stockés par l'amirauté britannique, en outre du prix du froment à Rozoy-en-Brie et celui du seigle à Amsterdam. Historien probe, M. Meuvret ne minimise point les lacunes de sa documentation ; historien habile, il souligne, le cas échéant, le rôle de certaines données dans l'évolution

économique, comme l'élan commercial et manufacturier imprimé par Colbert à l'économie française, les revenus des classes populaires, l'action démographique des disettes, l'incidence de certains phénomènes d'ordre politique, comme les préparatifs de la guerre de la ligue d'Augsbourg ou la révocation de l'édit de Nantes. En somme, travail sage, solide et riche de vues. G. Bn.

— Quand aurons-nous un travail d'ensemble sur l'outillage économique de la France au XVIII<sup>e</sup> siècle sans lequel on ne peut comprendre ni les crises révolutionnaires, ni les mouvements militaires de l'époque ? Du moins possédons-nous déjà d'utiles contributions, témoin le petit ouvrage de M. Émile APPOLIS, d'abord paru en partie dans la *Revue du Tarn*, sur *La construction des routes royales en Languedoc au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Albi, Bibliothèque de la *Revue du Tarn* [1941], in-8°, 85 p., 1 carte hors-texte). A propos de la construction des routes de Toulouse à Gaillac, du Languedoc vers l'Auvergne, du Rouergue à Lodève, l'excellent érudit qu'est M. APPOLIS explique comment l'administration royale a été amenée à se charger de certaines routes, quelles ont été les réactions de la part des États provinciaux, qui considéraient le contrôle des travaux publics comme une de leurs attributions essentielles, quels résultats les ingénieurs des ponts et chaussées et les entrepreneurs de travaux publics ont obtenus dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il nous faudrait beaucoup d'études analogues pour connaître sérieusement une réalité complexe et importante. G. Bn.

— M. l'abbé Sevestre a publié et publiera une série de brochures sur une localité normande qui lui est chère, Carquebut près de Valognes, et il pense édifier quelque jour une monographie sur elle. En attendant, il nous communique une intéressante étude intitulée *Autour de l'Église. I. La vie religieuse à Carquebut pendant la Révolution (1787-1801)* (Paris, Aug. Picard, 1943, in-8°, 23 p. Prix : 10 fr.). Il y montre le rôle du clergé en 1787, celui de confréries et des œuvres d'enseignement, et la nature des biens ecclésiastiques, peu nombreux au surplus ; il rappelle ensuite les exigences ou violences révolutionnaires, en matière de serment, de réquisitions variées, de profanations. Mais, dès l'an V, la résurrection catholique s'affirmait grâce à l'apostolat de Michel Gaicelin, et, en l'an X, le curé Gréard, qui avait rétracté son serment, reprenait ses fonctions, que seule la mort, en 1818, lui enleva. G. Bn.

— Le t. V de la *Collection d'histoire sociale* est constitué par un très gros travail de M. F. RUDE sur *Le mouvement ouvrier à Lyon de 1827 à 1832* (Paris, Domat-Montchrestien, 1944, in-8°, 761 p., 1 carte). — L'auteur, qui avait présenté ce travail en vue du diplôme de l'École des Hautes Études, a pu en assurer la publication dans des conditions particulièrement difficiles, car, en cours d'édition, il avait dû participer très activement à la Résistance et joué un rôle important dans le maquis du Vercors. La taille de l'ouvrage indique assez que l'auteur l'a composé avec un soin très minutieux ; de fait, il a utilisé une quantité impressionnante de textes empruntés à des archives variées et une énorme masse d'ouvrages imprimés dont la critique est faite par lui d'une façon remarquable. M. Rude a distribué ses matériaux en dix chapitres. Il s'attache d'abord à suivre, d'une part, les données économiques de la vie ouvrière lyonnaise depuis la fin de l'Empire jusqu'à la fin de la Restauration, d'autre part, les enrichissements et l'évolution de la mentalité

prolétarienne pendant la même période ; on notera à cet égard tout ce qu'il apporte de nouveau sur le mutualisme, en utilisant les papiers du chef d'atelier Pierre Charnier, et les liaisons anticipatrices du mouvement lyonnais et du mouvement anglais. Les ouvriers lyonnais ont participé en février 1831 à cette expédition de Savoie, sur laquelle la *Revue Historique* a publié une étude de M. Rude : ils ont pu ainsi se former les cadres militaires qui seront utilisés par la révolte de novembre 1831. C'est cette révolte qui constitue l'essentiel du livre, et M. Rude en a fait l'historique avec un soin minutieux : tout est examiné à la loupe, avec une méthode qui ne laisse rien dans l'ombre. On peut douter qu'il soit apporté à cet exposé la moindre correction, le moindre additif. De ce livre considérable se dégagent quelques vues générales qu'il convient de souligner : les ouvriers lyonnais, en se révoltant, n'ont pas fait de politique, ils n'ont pas tenté une insurrection de la faim ; leur mentalité de producteurs affinis, dignes et convaincus les a amenés, après les désillusions des premiers mois de la monarchie de Juillet, à tenter d'imposer au patronat une formule nouvelle d'emploi : le contrat collectif. Entraînés par des chefs que le mutualisme avait formés, ils ont essayé de mettre sur pied une organisation nouvelle de travail qui n'avait rien de foncièrement révolutionnaire, et dont les patrons n'ont pas voulu. C'est la mauvaise foi des employeurs qui porte la responsabilité du drame. M. Rude ne s'est pas contenté de faire cette histoire, si complexe, si délicate, si émouvante. Il a cherché à déterminer de quelle façon, au moment où elle éclate, et depuis, en France et hors de France, l'insurrection lyonnaise a été considérée dans les divers milieux politiques et sociaux ; son apport, à cet égard, est considérable, et, en particulier, sa connaissance des archives russes lui a permis de nous fournir de textes très curieux émanant des diplomates tzaristes. Il a montré enfin l'intérêt que les différentes sectes socialistes ont porté à l'événement lyonnais, qui s'apparente ainsi à la Commune de 71 pour la formation de la pensée ouvrière française et internationale. M. F. Rude a fait preuve dans ce livre savant et généreux de qualités que nous souhaitons de tout cœur le voir appliquer à l'étude de la période lyonnaise qui suit, ou à celle d'autres instants de la vie politique et sociale française.

G. BN.

— Signalons encore de M. F. RUDE une conférence faite à la Faculté des Lettres de Grenoble le 13 mars 1944, sur *Un socialiste « utopique » oublié, Joseph Rey (1779-1855)* (Grenoble, 1944, in-8°, 32 p.). — L'auteur y retrace avec précision et talent la vie du Stendhalien Rey, à qui son séjour en Angleterre lui valut de connaître le socialisme owenien et qui a été en relations assez étroites avec le vieux babouviste Buonarroti. Mais Rey était un esprit synthétique qui ne pouvait se cantonner dans l'étude d'un système : c'est ainsi qu'il s'est intéressé au saint-simonisme, au fouriérisme, au cabetisme, mais, par là-même, il avait quelque peu abouti à l'idée de l'unité socialiste, en faveur de laquelle il a publié un article intéressant dans la *Démocratie pacifique* du 20 juin 1847. C'est cette idée qui sert de lien aux matériaux accumulés par Joseph Rey pour une *Histoire critique des tentatives d'amélioration sociale depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours* et groupés dans les cartons de la Bibliothèque de Grenoble. L'étude de M. Rude est solide et neuve.

G. BN.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

### I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

A. Merlin. La collaboration de Charles Boreux au *Journal des Savants*. [*J. des S.*, avril-juin 1944.] — René Dussaud. La contribution de Henri Dehérain à l'histoire de l'activité scientifique française en Syrie. [*Syria*, 1942-1943, fasc. 3-4.]

M. Leenhardt. Totem et identification. [*Rev. de l'hist. des rel.*, janv.-juin 1944.] — G. Soury. La vie de l'au-delà. Prairies et gouffres. [*R. E. A.*, 1944, fasc. 1-2.]

M. Chaume. Une question. La succession des circonscriptions sur un même coin de terre. [*A. de Bourg.*, sept. et déc. 1944.] — G. Chabot. Les rapports de l'habitat avec les anciens chemins, d'après les exemples de Villette (Ain). [*Ibid.*, sept. 1944.]

P. Lebel. Chronique de toponymie, XXXIX, appellatifs forestiers dans le nord de la France. [*R. E. A.*, 1944, fasc. 1-2.] — A. Dausat. Chronique de toponymie. XXXVIII. Travaux de l'année 1943. [*Ibid.*, fasc. 3-4.]

P. Quarré. Les monuments de bronze à Dijon et en Côte-d'Or pendant l'occupation allemande. [*A. de Bourg.*, mars 1945.]

Suzanne Honoré-Duvergé. Les archives imprimées de l'Ancien régime à la Bibliothèque nationale (collections d'ordonnances, édits, pièces administratives ou judiciaires, d'environ 230.000 numéros). [*Bibl. de l'Éc. des Chartes*, 1943.]

R.-H. Bautier. L'activité historique et archivistique de la Roumanie depuis 1939. [*Ibid.*]

### II. ORIENT ANCIEN. ANTIQUITÉ

Ad. Lods. Les cuisines du Temple de Jérusalem. [*Rev. de l'hist. des rel.*, janv.-juin 1944.] — J. Sainte Fare Garnot. La vie et la mort d'après un texte égyptien de la haute époque. [*Ibid.*] — Jean Bérard. Remarques sur les origines sacerdotales de l'épos homérique. [*R. A.*, janv.-mars et avril-juin 1944.] — M. Lejeune. En marge d'inscriptions grecques dialectales. I. [*R. E. A.*, juillet-déc. 1944.]

Charles Picard. Midéa d'Argolide. Acropole et nécropole (1<sup>er</sup> article). [*J. des S.*, avril-juin 1945.] — Jacques Roger et Henri Van Effenterre. Krisa-Kirra. [*R. A.*, janv.-mars 1944.] — L. Lerat. Dédicace archaïque de Delphes. [*Ibid.*] — P. Roussel. A propos d'un décret attique relatif à la déesse Bendis. [*R. E. A.*, juillet-déc. 1944.]

R. Martin. Sur deux enceintes d'Arcadie. [*R. A.*, avril-juin 1944.] — Fr. Cumont. Les mystères de Samothrace et l'année caniculaire. [*Rev. de l'hist. des rel.*, janv.-juin 1944.]

H. Marrou. Diadoque de Photiké et Victor de Vita. [*R. E. A.*, juillet-déc. 1944.] — A. Merlin. La véritable portée du périple d'Hannon (à propos de l'ouvrage de J. Carcopino. Le Maroc antique). [*J. des S.*, avril-juin 1944.]

P. Boyancé. Les origines de la légende troyenne de Rome. [*R. E. A.*, juillet-déc. 1944.] — A. Aymard. Liviana. A propos des « Servilii Gemini ». [*Ibid.*] —



*J. Le Gall.* Les bas-reliefs de la statue du « Tibre » au Louvre. [*R. A.*, avril-juin 1944.]

*H.-I. Marrou.* Le symbolisme funéraire des Romains (2<sup>e</sup> article). [*J. des S.*, avril-juin 1944.] — *P. Boyancé.* Le symbolisme funéraire des Romains. [*R. E. A.*, juillet-déc. 1944.] — *A. Viré.* La résine des Causses à l'époque gallo-romaine. [*Ibid.*]

*A. Grenier.* Chronique gallo-romaine. [*R. E. A.*, juillet-déc. 1944.] — *J. Formigé.* L'autel aux cygnes d'Arles et le thymélé dans les théâtres gallo-romains. [*R. A.*, janv.-mars 1944.] — *L. Armand-Calliat.* Les lingots de plomb chalonnais et les événements de 197. [*A. de Bourg.*, déc. 1944.] — *P. Le Gentilhomme.* Le désastre d'Autun en 269. [*R. E. A.*, juillet-déc. 1944.] — *E. Thevenot.* Une petite ville ou une villa ? Conjectures sur la station antique de Bolard à Nuits-Saint-Georges. [*Ibid.*]

### III. LE MOYEN AGE

*A. Vernet.* Une version provençale de la « Chronologia magna » de Paulin de Venise (d'après le ms. Egerton 1500 du British Museum). [*Bibl. de l'Éc. des Chartes*, 1943.] — *A. Cordoliani.* Une encyclopédie carolingienne de comput : les « Sententiae in laude compoti ». [*Ibid.*] — *J. de Font-Réaulx.* Les décimes de l'Italie médiévale (recension des publications de la Bibliothèque Vaticane entre 1932 et 1943). [*Ibid.*] — *P.-J. Fournier.* Quelques nouvelles affiches d'indulgence des XIII<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup>-siècles. [*Ibid.*]

*M. Anfray.* L'art roman en Nivernais : affinités ou influences bourguignonnes. [*A. de Bourg.*, juin 1944.]

*A. Frolov.* La dédicace de Constantinople dans la tradition byzantine. [*Rev. de l'hist. des rel.*, janv.-juin 1944.]

*G. Sangnier.* Le droit des langues et les bouchers d'Arras. [*Rev. du Nord*, avril-juin 1944.]

*Ch. Samaran.* Études sandionysiennes (notes et documents sur la bibliothèque de l'abbaye de Saint-Denis au XV<sup>e</sup> siècle ; publication d'un nécrologe inédit de l'abbaye, des XIV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles.) [*Bibl. de l'Éc. des Chartes*, 1943.] — *Jean Porcher.* Maître Jean d'Amiens, enlumineur (1316) (décorateur d'un bréviaire de l'abbaye de Froimont. [*Ibid.*] — *Pierre de Lapparent.* Note sur les manuscrits 991 et 995 de Troyes (collection de quolibets du XIV<sup>e</sup> siècle). [*Ibid.*] — *A. Dieudonné.* La note du registre « Noster » 2 (ou Mémorial de la Chambre des comptes, relatif à la valeur des monnaies au XIV<sup>e</sup> siècle). [*Ibid.*] — *R.-H. Bautier.* Fragments d'un rôle pour la levée d'un subsidie en Champagne (1340-1341). [*Ibid.*] — *J. Porcher.* La chevalerie de Gérard de Montaigne (quelques mois avant sa mort, en 1391). [*Ibid.*] — *R. Bossuat.* Le mariage d'Anjorrand Bourré (le traducteur du « De officiis », en 1439). [*Ibid.*] — *Jeanne Dupic.* Fragment d'un compte original de Jean Barillet, dit de Xaincoins, receveur général des finances sous Charles VII, 1438-1449 (pour l'année 1445-1446). [*Ibid.*]

*André Leguai.* Dijon et Louis XI (1461-1483). I. [*A. de Bourg.*, mars 1945.] — *P. Bonenfant.* L'origine des surnoms de Philippe le Bon. [*Ibid.*, juin 1944.] — *Henri David.* Philippe le Hardi au début du XV<sup>e</sup> siècle. [*Ibid.*, sept. et déc. 1944.] — *A. Carlier.* Visite de Claus Sluter à André Beauneveu de Valenciennes, Sculpteurs du XIV<sup>e</sup> siècle. [*Rev. du Nord*, avril-juin 1944.]

IV. LE XVI<sup>e</sup> SIÈCLE. L'ÉPOQUE MODERNE ET CONTEMPORAINE

**Victor Carrière.** Libre examen et tradition chez les exégètes de la Préréforme. [*Rev. de l'Hist. Égl. de Fr.*, 1944, t. XXX.] — **Lucien Febvre.** Dolet propagateur de l'Évangile. [*Bull. d'Hum. et Ren.*, 1945.] — **Auguste Hollard.** Michel Servet et Jean Calvin. [*Ibid.*]

**P. Bouteiller.** Un historien du XVI<sup>e</sup> siècle : Étienne Pasquier. [*Ibid.*] — **V.-L. Saulnier.** La mort du dauphin François et son tombeau poétique (1536). [*Ibid.*] — **M. Connat.** Mort et testament de Remy Belleau. [*Ibid.*] — **Ch. Dedéyan.** Deux aspects de Montaigne. [*Ibid.*] — **Jacques Mégret.** Guyon Boudeville, imprimeur toulousain (1541-1562). [*Ibid.*] — **A. Renaudet.** Autour d'une définition de l'humanisme. [*Ibid.*] — **G. Coolen.** Un privilège de Confession, incunable sur parchemin. [*Bull. de la Soc. des Ant. de la Morinie*, 1944, fasc. 310.]

**M. Poncelet.** L'armorial des évêques de Versailles. [*Rev. de l'hist. de Versailles*, 1944.] — **Ch. Mahieu.** L'orientation doctrinale des évêques de Saint-Omer sous la domination française. [*Bull. de la Soc. des Ant. de la Morinie*, 1944, fasc. 310.]

**Maurice Chartier.** Un appel de Sénac de Meilhan aux maisons religieuses du Hainaut. [*Rev. de l'Hist. Égl. de Fr.*, 1944, t. XXX.] — **Émile Appolis.** La collaboration de Soanen aux *Nouvelles ecclésiastiques*. [*Ibid.*] — **P.-M. Bondonis.** État de l'industrie textile en France d'après l'enquête du contrôleur général Desmarets, début du XVIII<sup>e</sup> siècle (analyse et inventaire du ms. français 8037 de la Bibl. nat., glossaire des termes techniques, liste des inspecteurs, etc.). [*Bibl. de l'Éc. des Chartes*, 1943.]

**Chanoine Uzureau.** L'application du Concordat : le Préfet et les presbytères (dans le Maine-et-Loire). [*Anjou hist.*, juillet-sept. 1944.] — **Paul Leuilliot.** Sur le blocus continental (à propos de la thèse de M. Dunan). [*Mél. d'hist. soc.*, 1944, V.] — **E. Le Gallo.** Les deux missions de Thibaudeau commissaire extraordinaire dans la 18<sup>e</sup> division militaire pendant les Cent-Jours. [*A. de Bourg.*, juin 1944.]

**André Latreille.** Un épisode de l'histoire religieuse de la Restauration. La question de l'administration du diocèse de Lyon, 1814-1839. [*Rev. de l'Hist. Égl. de Fr.*, 1944, t. XXX.] — **H. Charnier.** Quelques lettres de 1880-1871. [*A. de Bourg.*, mars 1945.]

## CHRONIQUE

**Belgique.** — Récemment, la Chambre belge a créé un Musée de la Guerre mondiale en vue d'assurer la conservation des documents et des objets qui matérialisent le souvenir des dures années qui ont si durement frappé la Belgique. Nul doute qu'à cette création ait largement contribué l'active propagande de Mme Suzanne TASSIER, agrégée à l'Université libre de Bruxelles, dont les historiens français connaissent les beaux travaux sur l'histoire de la Révolution en Belgique ainsi que le magnifique dynamisme. De cette propagande, qui ne pouvait être qu'intelligente et informée, nous avons un exemple dans une brochure signée de Mme Tassier, et publiée par l'Institut de Sociologie Solvay (*L'Histoire de la guerre mondiale. Pour un musée de la guerre mondiale et un office de documentation contemporaine*. Actualités sociales, nouvelle série, Bruxelles, Office de Publicité, 1944, in-8°, 70 p.). C'est en étudiant les institutions françaises (Musée de la Guerre à Amiens, Office de documentation internationale contemporaine à Paris) et américaines (la Hoover Library on war, revolution and peace) que l'auteur est arrivé à déterminer les méthodes qui s'imposent aux archivistes, bibliothécaires et historiens de son pays. Il faut souhaiter bonne chance à la nouvelle institution belge, et remercier Mme Tassier et de sa brochure et de son rôle dans la création en question. G. BOURGIN.

**France.** — Une partie de la bibliothèque de Pierre Champion a été mise en vente les 26 et 27 février 1945. Aux livres, — dont un grand nombre sont dédiacés — se trouvent mêlées des pièces manuscrites, dont la *Cronica cronicarum* avec miniatures (xv<sup>e</sup> siècle), et une lettre de Victor Hugo à Chateaubriand accompagnant le texte du *Retour de l'Empereur* (1840).

— Des historiens des colonies et de la marine, MM. Charliat, de Dampierre, Reussner et Roussier, ont constitué une association déclarée sous le nom de « Fondation Richelieu pour l'histoire des activités françaises hors de France ». Cette Fondation a pour objet de publier une collection de textes intitulés *Chroniques et archives françaises d'outre-mer*, depuis le moyen âge jusqu'à l'époque contemporaine.

— En avril-mai 1945, s'est tenu à la Bibliothèque nationale une exposition consacrée à Anatole France (1844-1924), *l'homme et l'œuvre*, dont le catalogue (Paris, 1945, grand in-8°, 41 p., prix : 35 francs) énumère bien les richesses, mais ne peut vraiment rendre l'étonnant intérêt : c'est qu'il ne s'agit pas que d'histoire littéraire, et, avec la pensée subtile et les multiples activités d'Anatole France, on se rend bien compte que c'est tout une part de l'histoire française dont on a disposé les matériaux divers pour le visiteur. Livres et manuscrits, dessins et photographies, documents d'archives et lettres privées constituent un ensemble de tout premier ordre. G. Bn.

— A l'occasion d'une cérémonie communiste de quartier, M. Jean BRUMAT a consacré à *Lénine, fondateur de l'U. R. S. S., sa vie, son œuvre* (Paris, Éditions France-U. R. S. S. Comité du 14<sup>e</sup>, 1945, in-8<sup>o</sup>, 31 p., illustr. ; prix : 15 francs) une brochure très dense et très bien présentée. L'existence mouvementée, l'action révolutionnaire de Lénine y sont retracées avec les précisions de dates et même de textes qui conviennent pour donner une idée sommaire, mais exacte à la fois, de Lénine, des révolutions russes de 1905 à 1917, du bolchevisme, de la N. E. P. de l'évolution de la Russie jusqu'à la mort de Lénine, le 21 janvier 1924.

G. BR.

— La nouvelle revue *Les Études byzantines*, organe de l'Institut Français des Études byzantines à Bucarest, n'est que la continuation des *Échos d'Orient* des révérends pères assomptionnistes. Les deux premiers volumes ont paru en 1943 et 1944. Le tome II annonce que l'Institut Français de Bucarest, dirigé par le R. P. Laurent, a traversé la guerre sans trop de dommage et poursuit son activité.

L. BRÉHIER.

---

Le gérant : P.-J. ANGOUVENT.

UNAP  
édition  
fran  
l'action  
t m  
la fol  
. E. P.  
24.  
Bn.

ais du  
Orian  
t par  
dirig  
uit au  
nn.

r.

1.045  
1985